

N° 4607

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1997

* * *

*(Dépôt: le 13.12.1999)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (7.12.1999)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	3
– Annexes 1 à 5	5
– Annexe 6: Rapport de la Chambre des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice budgétaire 1997	52

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Budget présentera en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1997.

Château de Fischbach, le 7 décembre 1999

*Le Ministre du Trésor
et du Budget,*
Luc FRIEDEN

*Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant*
HENRI
Grand-Duc Héritier

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1997 a fait l'objet de la loi du 20 décembre 1996.

L'exercice budgétaire 1997 a commencé le 1er janvier 1997 et a fini le 31 décembre 1997; il a été définitivement clôturé le 30 avril 1998. Les paiements ont été effectués jusqu'au 31 mai 1998 (article 41 de la loi du 27.7.1936 concernant la comptabilité de l'Etat) et les pièces acquittées ont été versées au service de la Trésorerie de l'Etat jusqu'au 30 juin 1998 (article 49 de l'arrêté grand-ducal du 21.2.1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat).

La balance des comptes généraux de l'exercice 1997 s'établit comme suit:

A – *Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires*

I – Recettes effectives	182.132.362.204 F
II – Dépenses effectives	<u>176.857.703.850 F</u>
III – Excédent de recettes	5.274.658.354 F
IV – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1996	8.053.626.189 F
V – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1997	13.328.284.543 F

B – *Recettes et dépenses pour ordre*

I – Recettes pour ordre	89.791.474.891 F
II – Dépenses pour ordre	89.932.112.723 F

C – *Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux et fonds déposés*

I – Recettes (y compris une somme de 44.575.451.340 F restée disponible à la clôture de l'exercice 1996)	54.350.777.685 F
II – Dépenses	<u>38.427.515.302 F</u>
III – Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1997	15.923.262.383 F

Sont annexés à ce projet de loi, en dehors de la brochure reproduisant les chiffres détaillés du compte général de l'exercice 1997:

1. un tableau synoptique comparant les chiffres globaux du projet de budget, du budget voté, du budget définitif et du compte général de 1997 (*annexe 1*);
2. un commentaire concernant les différences existant entre le budget voté, le budget définitif et le compte général de 1997 (*annexe 2*);
3. quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1997 les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) aux prix du marché (tableaux 1 et 2) et au produit national brut (P.N.B.) aux prix du marché (tableaux 3 et 4) (*annexe 3*);
4. le relevé des dépassements de crédits non limitatifs effectués au budget de 1997 (*annexe 4*);
5. le relevé des transferts de crédit opérés au budget de 1997 (*annexe 5*);
6. le rapport de la Chambre des Comptes du 17 novembre 1999 au sujet du compte général de l'exercice 1997 (*annexe 6*).

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article 1er.– Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat ainsi que sur les fonds pour ordre pendant l'exercice 1997 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I – Recettes effectives	182.132.362.204 F
II – Dépenses effectives	176.857.703.850 F
III – Excédent de recettes	5.274.658.354 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre	89.791.474.891 F
II – Dépenses pour ordre	89.932.112.723 F

Article 2.– L'excédent de recettes, à la fin de l'exercice 1997, des fonds spéciaux et fonds déposés, suivant le compte annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

I – Fonds de tiers

Successions en déshérence non encore acquises à l'Etat	123.922 F
Consignations faites par des étrangers	11.777.098 F
Consignations judiciaires	595.218.824 F
Postes – fonds pour mandats	17.500.198.407 F
Totaux I	18.107.318.251 F

II – Fonds des communes

Fonds de dépenses communales	– 55.830.619 F
Fonds communal de péréquation conjoncturale	1.400.935.054 F
Fonds spécial pour la construction d'une conduite d'eau intercommunale dans les Ardennes	0 F
Totaux II	1.345.104.435 F

III – Fonds de l'Etat

Fonds spécial pour le service de la dette publique	11.120.035.031 F
Fonds spécial de la chasse	243 F
Fonds spécial de la pêche	11.178.809 F
Fonds de crise	876.000.000 F
Fonds pour la protection de l'environnement	2.679.157.736 F
Fonds spécial de repeuplement des chasses	13.395.433 F
Fonds d'investissements publics administratifs	2.305.638.118 F
Fonds d'investissements publics scolaires	5.824.201.112 F
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	900.901.388 F
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	461.506.926 F
Fonds d'équipement sportif national	100.175.000 F

Fonds des routes	3.870.441.583 F
Fonds du rail	2.895.779.072 F
Fonds communal de dotation financière	0 F
Fonds pour les monuments historiques	402.431.045 F
Fonds pour le logement social	0 F
Fonds pour la réforme communale	2.500.000 F
Fonds pour l'emploi	5.745.126.765 F
Fonds de la coopération au développement	816.975.039 F
Fonds spécial des eaux frontalières	42.327.737 F
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	473.520.000 F
Fonds pour la loi de garantie	<u>2.505.000.000 F</u>
Totaux III	41.046.291.037 F
soit un excédent de recettes de	60.498.713.723 F

*

ANNEXES

Annexe I

Exercice 1997

	Projet de budget	Budget voté	Budget définitif (= budget voté + lois modif. subséq.)	Compte général	Variations *)	
					en montants abs.	en %
Budget ordinaire						
Recettes	162.618.364.000	162.650.503.000	162.650.503.000	182.103.331.333	19.452.828.333	12,0
Dépenses	148.186.948.000	148.258.850.000	149.348.847.000	155.461.924.458	6.113.077.458	4,1
Excédents	14.431.416.000	14.391.653.000	13.301.656.000	26.641.406.875	13.339.750.875	—
Budget extraordinaire						
Recettes	1.250.030.000	1.250.030.000	1.250.030.000	29.030.871	— 1.220.999.129	— 97,7
Dépenses	15.067.261.000	14.989.746.000	14.989.746.000	21.395.779.392	6.406.033.392	42,7
Excédents	— 13.817.231.000	— 13.739.716.000	— 13.739.716.000	— 21.366.748.521	— 7.627.032.521	—
Budget total						
Recettes	163.868.394.000	163.900.533.000	163.900.533.000	182.132.362.204	18.231.829.204	11,1
Dépenses	163.254.209.000	163.248.596.000	164.338.593.000	176.857.703.850	12.519.110.850	7,6
Excédents	614.185.000	651.937.000	— 438.060.000	5.274.658.354	5.712.718.354	—

*) du compte général par rapport au budget définitif

Annexe 2

Le compte général de l'exercice 1997*(Extrait, mis à jour, des pages 49* à 51* du Vol. I du projet de budget 1999)***I. La situation globale du compte général**

Le compte général de l'exercice 1997 se présente globalement comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice et au compte général de 1996:

	<i>Compte général 1996</i>	<i>Budget définitif 1997</i>	<i>Compte général 1997</i>	<i>Plus- ou moins-value*)</i>	<i>Variation (en %) **)</i>
Budget ordinaire					
Recettes	164.132,54	162.650,50	182.103,33	19.452,83	10,95
Dépenses	143.375,87	149.348,85	155.461,92	6.113,07	8,43
Excédents	20.756,67	13.301,65	26.641,41	13.339,76	–
Budget extraordinaire					
Recettes	151,25	1.250,03	29,03	– 1.221,00	– 80,81
Dépenses	18.056,19	14.989,74	21.395,78	6.406,04	18,50
Excédents	– 17.904,94	– 13.739,71	– 21.366,75	– 7.627,04	–
Budget total					
Recettes	164.283,79	163.900,53	182.132,36	18.231,83	10,86
Dépenses	161.432,06	164.338,59	176.857,70	12.519,11	9,56
Excédents	2.851,73	– 438,06	5.274,66	5.712,72	–

Note: Les montants sont indiqués en millions de francs.

*) du compte général par rapport au budget définitif

***) du compte général par rapport au compte général de l'exercice précédent

II. Les principales plus-values ou moins-values de recettes

Le tableau ci-après montre l'origine des principales plus-values et moins-values de recettes ordinaires qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1997:

Article 64	Libellé	Budget voté	Recettes effectives	Plus- ou moins-value
RECETTES ORDINAIRES				
Administration des contributions				
0.37.000	Impôt sur le revenu des collectivités	28.500,0	32.590,5	4.090,5
0.37.010	Impôt sur le revenu des pers. physiques fixé par voie d'assiette	12.500,0	10.806,6	- 1.693,4
0.37.011	Impôt retenu sur les traitements et salaires	36.600,0	38.380,5	1.780,5
0.37.020	Impôt retenu sur les revenus de capitaux	2.200,0	2.601,9	401,9
0.37.021	Impôt sur la fortune	3.850,0	4.574,0	724,0
3.28.005	Redevances à payer par la S.E.S.	950,0	2.165,0	1.215,0
3.28.015	Redevances à payer par les P&T	1.850,0	3.300,0	1.450,0
3.39.000	Participation au bénéfice de la Banque nationale de Belgique	200,0	91,9	- 108,1
4.11.351	Retenue pour pensions: personnel de l'Etat	1.388,0	1.510,5	122,5
Administration des douanes				
5.36.010	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise	18.947,0	23.032,6	4.085,6
5.36.020	Taxe sur les véhicules automoteurs	750,0	902,9	152,9
Administration de l'enregistrement				
6.36.000	Taxe sur la valeur ajoutée (net)	24.765,9	26.092,0	1.326,1
6.36.032	Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	7.700,0	9.226,9	1.526,9
6.36.050	Droits d'enregistrement	3.600,0	4.116,5	516,5
	Autres recettes ordinaires	18.849,6	22.711,6	3.862,0
	Total des recettes ordinaires	162.650,5	182.103,4	19.452,9
	Total des recettes extraordinaires	1.250,0	29,0	- 1.221,0
	Total des recettes ordinaires et extraordinaires	163.900,5	182.132,4	18.231,9

Il ressort de ce tableau que les recettes comptabilisées au titre de l'exercice 1997 se chiffrent globalement à 182,1 milliards de francs, soit une progression de 11,0% par rapport à l'exercice précédent et de 11,1% ou de 18,2 milliards par rapport aux prévisions budgétaires.

Cette croissance importante des recettes entre le budget voté 1997 et le compte 1997 s'explique en premier lieu par une réestimation de la croissance du PIB. Alors que le STATEC prévoyait un taux de croissance du PIB (version nationale) de 2,9% lors de l'établissement du projet de budget pour 1997, cette croissance devrait, d'après les estimations les plus récentes, plutôt atteindre les 4,6%. Il s'ensuit que les recettes fiscales qui se basaient sur un taux de croissance de l'économie de 2,9% ont été largement dépassées en 1997 compte tenu d'une croissance du PIB plus importante de 1,7 points de pourcents par rapport aux estimations initiales.

Les plus-values enregistrées pendant l'exercice 1997 proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+ 4,1 milliards), de la part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'Union belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise (+ 4,1 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+ 1,8 milliard), de la taxe d'abonnement sur les titres de sociétés (+ 1,5 milliard) et de la taxe sur la valeur ajoutée (+ 1,3 milliard).

En revanche, il y a lieu de noter une moins-value de 1,7 milliard en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette.

III. Les principales plus-values ou moins-values de dépenses

Les dépenses totales de l'exercice 1997 présentent par rapport aux chiffres correspondants du budget définitif du même exercice une plus-value globale de 12,5 milliards de francs si l'on tient compte des dotations supplémentaires au profit des principaux fonds spéciaux de l'Etat.

Grâce aux excellents résultats financiers de l'exercice 1997, les alimentations supplémentaires suivantes ont en effet pu être effectuées au profit de ces fonds spéciaux au titre de l'exercice écoulé.

Fonds pour la coopération au développement	+ 500,0 millions
Fonds pour l'emploi	+ 3.000,0 millions
Fonds d'investissements publics administratifs	+ 1.500,0 millions
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 2.000,0 millions
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 500,0 millions
Fonds des routes	+ 500,0 millions
Fonds pour la loi de garantie	+ 1.000,0 millions
Fonds pour les monuments historiques	+ 100,0 millions
Fonds du rail	+ 1.850,0 millions
Fonds de la dette publique	+ 2.520,2 millions
Total	+ 13.470,2 millions

Dans l'interprétation des résultats de l'exercice 1997, il importe par ailleurs d'attirer l'attention sur le fait que pour un montant total de quelque 1,1 milliard, des ordonnances d'imputation relatives à des crédits pour traitements et salaires ont dû être imputées à l'exercice 1997 alors qu'elles appartiennent en fait à l'exercice 1996.

Si l'on fait abstraction de ces reports d'imputation, ainsi que des dotations additionnelles opérées au profit des fonds spéciaux de l'Etat, les dépassements nets des crédits budgétaires de l'exercice 1997 ne s'élèvent qu'à quelque 0,3%.

Le tableau ci-après montre l'origine des principales plus-values et moins-values de dépenses qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1997:

Article	Libellé/Intitulé	Budget voté	Dépenses effectives	Plus- ou moins-value
01.3.35.000	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique	311,0	116,0	- 195,0
01.3.93.000	Fonds de la coopération au développement	1.520,0	2.020,0	500,0
...	Divers crédits de personnel	0,0	- 298,0	- 298,0
06.0.21.005	Dette publique: intérêts	1.190,5	1.520,6	330,1
06.0.91.005	Dette publique: amortissements	391,6	2.581,7	2.190,1
07.1.11.000	Justice: traitement des fonctionnaires	-	709,0	709,0
11.0.11.020	Educ. Nat.: Indemn. des employés occupés à titre tempor.	-	300,0	300,0
11.0.11.132	Leçons supplémentaires	340,0	662,5	322,5
16.4.93.000	Fonds pour l'emploi: impôt de solidarité	2.446,5	2.619,1	172,6
16.4.93.001	Dotation extraordinaire du Fonds pour l'emploi	750,0	3.750,0	3.000,0
17.5.42.009	Part. dans l'apurement des créances du sect. hospitalier au titre des exercices 1993 et 1994 (1re tranche)	221,4	664,1	442,7
18.8.42.000	Assurance-pension: cotisations	18.900,0	19.101,9	201,9
19.1.31.056	Contribut. à la product. dans l'agricult., la viticult. et l'hortic.	84,9	284,8	199,9
19.1.31.059	Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage	300,0	169,6	- 130,4
26.0.34.080	Aide au logement: subventions d'intérêt	1.550,0	1.550,0	-
26.0.51.001	Participation aux frais de construction de logements locatifs: aides aux entreprises publiques	270,0	165,1	- 104,9
26.0.53.000	Logement: Primes de construction et d'acquisition	600,0	405,8	- 194,2
44.0.51.001	Loi-cadre sanitaire: aides aux invest. effectués par les établ. hospitaliers du secteur public	871,7	98,8	- 772,9
44.0.51.014	Loi-cadre sanitaire: aides aux invest. effectués par les établ. hospitaliers du secteur privé	265,1	18,9	- 246,2
45.0.93.000	Fonds pour la protection de l'environnement	1.350,0	1.850,0	500,0
50.0.51.040	Loi-cadre économique: subventions en capital à l'invest.	1.400,0	1.275,2	- 124,8
53.0.93.000	Fonds du rail	300,0	2.150,0	1.850,0
55.1.93.000	Fonds des routes	500,0	1.000,0	500,0
55.2.10.000	Présid. UE: locat. de salles, travaux d'aménag., dép. diverses	130,0	420,0	290,0
55.2.72.012	Bâtiments de l'Etat: travaux	250,0	489,2	239,2
55.3.93.000	Fonds d'investissements publics administratifs	800,0	2.300,0	1.500,0
55.3.93.001	Fonds d'investissements publics scolaires	725,0	2.725,0	2.000,0
55.3.93.003	Fonds pour la loi de garantie	5,0	1.005,0	1.000,0
...	Autres plus- ou moins-values nettes	128.865,9	127.203,4	- 1.662,5
	Total:	164.338,6	176.857,7	12.519,1

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de francs.

Ainsi qu'il ressort du tableau synoptique ci-avant, **les dépenses supplémentaires de l'exercice 1997 sont pour l'essentiel attribuables aux alimentations additionnelles effectuées au profit des principaux fonds spéciaux de l'Etat**. Ces dotations ont donc permis de renforcer très sensiblement les moyens financiers de ces fonds et d'éviter ainsi un accroissement du financement extrabudgétaire – par voie d'emprunts – des dépenses futures de ces fonds.

Annexe 3

Quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1997, les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4)

Tableau 1: Evolution comparée du produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1997

Année	P.I.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires au P.I.B. en %
1995	538.448	n.d.	134.481,3	7,32	24,98
1996	563.513	4,66	143.375,9	6,61	25,44
1997	624.581	10,84	155.462,0	8,43	24,89

Tableau 2: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au P.I.B. – Années 1995 à 1997

Année	Recettes fiscales (1)	en % du P.I.B.	Cotis. à la séc. soc. (2)	en % du P.I.B.	Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)	en % du P.I.B.
1995	135.528,8	25,17	58.990,8	10,96	194.519,6	36,13
1996	151.586,6	26,90	61.626,2	10,94	213.212,8	37,84
1997	161.763,2	25,90	64.859,7	10,38	226.622,9	36,28

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celui du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: 1) Rec. fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37

2) Cot./séc. soc. = opérat. des parastataux de la séc. soc. (R.1 + R. 2)

Tableau 3: Evolution comparée du revenu national brut (R.N.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1997

Année	R.N.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires par rapport au R.N.B. en %
1995	570.619	n.d.	134.481,3	7,32	23,57
1996	593.570	4,02	143.375,9	6,61	24,15
1997	638.546	7,58	155.462,0	8,43	24,35

Tableau 4: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au R.N.B. – Années 1995 à 1997

<i>Année</i>	<i>Recettes fiscales (1)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Cotis. à la séc. soc. (2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>
1995	135.528,8	23,75	58.990,8	10,34	194.519,6	34,09
1996	151.586,6	25,54	61.626,2	10,38	213.212,8	35,92
1997	161.763,2	25,33	64.859,7	10,16	226.622,9	35,49

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celui du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: 1) Rec. fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37

2) Cot./séc. soc. = opérat. des parastataux de la séc. soc. (R.1 + R. 2)

*

Annexe 4

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1997

RELEVÉ DES CREDITS NON LIMITATIFS
AYANT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DE DEPASSEMENT

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Présidence du Gouvernement Ministère d'Etat					
<i>Section 00.0</i>					
art. 11.000	3.584.000	2.659.000	6.243.000	2.658.728	6.242.728
Total section		2.659.000		2.658.728	
<i>Section 00.3</i>					
art. 11.130	6.150.000	911.000	7.061.000	908.991	7.058.991
art. 12.050	69.000.000	15.500.000	84.500.000	15.496.495	84.496.495*)
art. 12.120	15.000.000	30.048.000	45.048.000	29.012.710	44.012.710
art. 12.130	23.900.000	7.850.000	31.750.000	7.747.447	31.647.447
art. 12.131	90.000.000	20.890.000	110.890.000	20.885.465	110.885.465
art. 12.350	350.000	8.742.000	9.092.000	8.711.282	9.061.282
art. 12.360	80.000	1.910.000	1.990.000	1.829.284	1.909.284
art. 31.051	50.000.000	12.831.000	62.831.000	–	34.020.263
art. 34.040	2.000.000	7.499.000	9.499.000	7.498.102	9.498.102
Total section		106.181.000		92.089.776	
<i>Section 00.4</i>					
art. 11.010	10.750.000	45.000	10.795.000	44.487	10.794.487
art. 12.120	5.000.000	354.000	5.354.000	353.277	5.353.277
Total section		399.000		397.764	
<i>Section 00.5</i>					
art. 11.010	34.628.000	3.020.000	37.648.000	3.019.035	37.647.035
art. 11.020	10.000	2.108.000	2.118.000	2.107.355	2.117.355
art. 11.040	10.000	328.000	338.000	327.084	337.084
Total section		5.456.000		5.453.474	
<i>Section 00.6</i>					
art. 11.010	67.236.000	3.816.000	71.052.000	3.815.335	71.051.335
art. 12.001	303.507.000	6.497.000	310.004.000	2.759.069	306.266.069
art. 12.010	200.000	781.000	981.000	780.407	980.407
Total section		11.094.000		7.354.811	
Total des dépassements du département 00		125.789.000		107.954.553	
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 12.013	25.000.000	38.000.000	63.000.000	36.208.679	61.208.679
art. 74.310	8.065.000	5.446.000	13.511.000	3.417.308	11.482.308
Total section		43.446.000		39.625.987	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 01.1</i>					
art. 11.000	194.417.000	1.575.720	195.992.720	1.575.720	195.992.720
art. 11.090	83.026.000	4.000.000	87.026.000	2.625.468	85.651.468
art. 11.140	1.900.000	2.656.000	4.556.000	2.656.000	4.556.000
Total section		8.231.720		6.857.188	
<i>Section 01.2</i>					
art. 11.300	500.000	295.000	795.000	295.000	795.000
art. 35.030	83.676.000	21.232.878	104.908.878	21.232.878	104.908.878
art. 35.032	15.650.000	3.744.794	19.394.794	3.744.794	19.394.794
art. 35.060	12.000.000	17.994.116	29.994.116	17.994.116	29.994.116
Total section		43.266.788		43.266.788	
<i>Section 01.3</i>					
art. 35.030	111.515.000	62.150	111.577.150	62.150	111.577.150
art. 35.031	12.000.000	655.736	12.655.736	655.736	12.655.736
art. 93.000	1.520.000.000	500.000.000	2.020.000.000	500.000.000	2.020.000.000
Total section		500.717.886		500.717.886	
Total des dépassements du département 01		595.662.394		590.467.849	
02 – Ministère de la Culture					
<i>Section 02.0</i>					
art. 35.030	7.950.000	1.382.000	9.332.000	1.381.001	9.331.001
Total section		1.382.000		1.381.001	
<i>Section 02.1</i>					
art. 11.000	17.818.000	8.980.372	26.798.372	8.980.372	26.798.372
art. 11.010	5.416.000	3.639.512	9.055.512	3.639.512	9.055.512
art. 11.020	181.000	1.005	182.005	1.005	182.005
art. 11.030	198.000	98.674	296.674	98.674	296.674
art. 11.040	10.000	459.789	469.789	459.789	469.789
Total section		13.179.352		13.179.352	
<i>Section 02.2</i>					
art. 11.020	3.982.000	8.203.745	12.185.745	8.203.745	12.185.745
art. 11.030	7.111.000	5.209.653	12.320.653	5.209.653	12.320.653
art. 11.040	10.000	1.286.088	1.296.088	1.268.088	1.278.088
art. 12.220	15.000.000	9.784.000	24.784.000	9.739.859	24.739.859
Total section		24.483.486		24.421.345	
<i>Section 02.3</i>					
art. 11.040	10.000	170.809	180.809	170.809	180.809
Total section		170.809		170.809	
<i>Section 02.4</i>					
art. 11.020	37.000	2.337.580	2.374.580	2.337.580	2.374.580
art. 11.040	10.000	13.714	23.714	13.714	23.714
Total section		2.351.294		2.351.294	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 02.5</i>					
art. 11.000	1.840.000	917.967	2.757.967	917.967	2.757.967
art. 11.010	7.453.000	3.715.492	11.168.492	3.715.492	11.168.492
art. 11.020	181.000	500.173	681.173	500.173	681.173
Total section		5.133.632		5.133.632	
<i>Section 02.6</i>					
art. 11.020	869.000	2.446.871	3.315.871	2.446.871	3.315.871
art. 11.030	1.021.000	2.049.618	3.070.618	2.049.618	3.070.618
Total section		4.496.489		4.496.489	
Total des dépassements du département 02		51.197.062		51.133.922	
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 11.020	980.000	40.267.000	41.247.000	40.266.877	41.246.877
art. 11.030	88.428.000	2.119.000	90.547.000	2.118.434	90.546.434
art. 11.040	10.000	1.659.000	1.669.000	1.658.253	1.668.253
art. 11.130	16.000.000	1.000.000	17.000.000	807.383	16.807.383
art. 11.150	10.000	577.000	587.000	575.396	585.396
art. 11.300	86.000.000	52.505	86.052.505	52.505	86.052.505
art. 11.310	- 67.298.000	636.298.000	569.000.000	636.009.081	568.711.081
art. 12.110	300.000	339.225	639.225	338.581	638.581
art. 34.010	42.827.000	4.408.632	47.235.632	4.408.632	47.235.632*)
art. 34.080	63.000.000	4.000.000	67.000.000	3.988.541	66.988.541
art. 35.060	3.412.000	205.537	3.617.537	205.537	3.617.537
art. 62.010	30.000.000	13.304.000	43.304.000	13.303.856	43.303.856
Total section		704.229.899		703.733.076	
<i>Section 03.1</i>					
art. 31.020	617.500.000	85.233.975	702.733.975	85.233.975	702.733.975
Total section		85.233.975		85.233.975	
<i>Section 03.2</i>					
art. 11.020	10.000	500.000	510.000	499.340	509.340
art. 11.030	1.080.000	43.000	1.123.000	42.684	1.122.684
art. 11.040	10.000	81.000	91.000	80.302	90.302
Total section		624.000		622.326	
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.030	1.019.000	45.000	1.064.000	44.808	1.063.808
Total section		45.000		44.808	
<i>Section 03.4</i>					
art. 11.000	7.692.000	91.000	7.783.000	42.628	7.734.628
art. 11.020	10.000	1.420.000	1.430.000	1.419.279	1.429.279
Total section		1.511.000		1.461.907	
Total des dépassements du département 03		791.643.874		789.634.185	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.0</i>					
art. 12.300	400.000	800.000	1.200.000	417.652	817.652
art. 32.000	5.465.000	188.000	5.653.000	187.553	5.652.553
art. 43.010	12.000.000	8.628.313	20.628.313	8.628.313	20.628.313
Total section		9.616.313		9.233.518	
<i>Section 04.1</i>					
art. 11.020	10.000	6.544.000	6.554.000	6.543.607	6.553.607
art. 11.040	10.000	1.103.000	1.113.000	1.102.069	1.112.069
art. 12.090	95.775.000	12.336.000	108.111.000	12.334.924	108.109.924
art. 12.100	30.556.000	5.567.000	36.123.000	5.553.199	36.109.199
art. 12.110	250.000	1.966.000	2.216.000	1.916.962	2.166.962
Total section		27.516.000		27.450.761	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.020	337.000	6.787.000	7.124.000	6.786.228	7.123.228
art. 11.040	10.000	650.000	660.000	649.074	659.074
art. 11.132	5.200.000	272.500	5.472.500	272.485	5.472.485
art. 11.300	3.800.000	198.000	3.998.000	197.952	3.997.952
art. 12.100	8.922.000	4.047.000	12.969.000	4.046.765	12.968.765
art. 12.310	3.800.000	1.049.000	4.849.000	1.034.193	4.834.193
art. 12.330	500.000	431.000	931.000	430.765	930.765
art. 12.350	2.500.000	2.251.000	4.751.000	2.250.776	4.750.776
art. 23.000	2.300.000	3.000.000	5.300.000	2.451.811	4.751.811
art. 36.050	100.000.000	16.581.000	116.581.000	15.852.119	115.852.119
Total section		35.266.500		33.972.168	
<i>Section 04.3</i>					
art. 11.020	10.000	230.000	240.000	–	4.711
art. 11.040	10.000	498.000	508.000	497.293	507.293
art. 11.110	1.000.000	304.000	1.304.000	303.600	1.303.600
art. 12.050	10.500.000	747.000	11.247.000	746.279	11.246.279
art. 12.100	29.647.000	1.327.000	30.974.000	1.326.778	30.973.778*)
art. 12.320	15.000.000	5.960.000	20.960.000	5.959.831	20.959.831
art. 12.330	5.000	20.000	25.000	19.264	24.264
Total section		9.086.000		8.853.045	
<i>Section 04.4</i>					
art. 11.000	10.407.000	1.443.326	11.850.326	1.443.326	11.850.326
art. 11.010	1.987.000	152.351	2.139.351	152.351	2.139.351
art. 12.100	3.300.000	222.000	3.522.000	221.001	3.521.001
art. 35.060	160.000	10.000	170.000	9.425	169.425
Total section		1.827.677		1.826.103	
Total des dépassements du département 04		83.312.490		81.335.595	
05 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.100	231.789.000	10.257.000	242.046.000	10.256.553	242.045.553
art. 12.310	50.000	1.065.614	1.115.614	1.065.614	1.115.614
Total section		11.322.614		11.322.167	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 05.1</i>					
art. 11.010	9.180.000	702.000	9.882.000	701.141	9.881.141
art. 11.020	10.000	638.000	648.000	637.126	647.126
art. 11.131	99.000	69.000	168.000	68.901	167.901
Total section		1.409.000		1.407.168	
<i>Section 05.2</i>					
art. 11.010	6.574.000	159.000	6.733.000	158.184	6.732.184
art. 11.020	10.000	1.019.000	1.029.000	1.018.313	1.028.313
art. 12.120	28.000.000	27.500.000	55.500.000	3.184.400	31.184.400
Total section		28.678.000		4.360.897	
<i>Section 05.3</i>					
art. 11.020	10.000	1.432.127	1.442.127	1.432.127	1.442.127
Total section		1.432.127		1.432.127	
<i>Section 05.5</i>					
art. 11.020	10.000	1.431.808	1.441.808	1.431.808	1.441.808
art. 11.040	10.000	9.025	19.025	9.025	19.025
art. 12.000	200.000	39.000	239.000	35.536	235.536
art. 12.001	500.000	396.000	896.000	396.000	896.000
art. 12.320	100.000	60.000	160.000	53.287	153.287
art. 35.060	370.000	31.000	401.000	30.423	400.423
Total section		1.966.833		1.956.079	
<i>Section 05.6</i>					
art. 11.020	10.000	1.315.003	1.325.003	1.315.003	1.325.003
art. 12.310	250.000	341.000	591.000	333.275	583.275
Total section		1.656.003		1.648.278	
Total des dépassements du département 05		46.464.577		22.126.716	
06 – Ministère des Finances: Dette publique					
<i>Section 06.0</i>					
art. 21.005	1.190.468.000	330.080.000	1.520.548.000	330.061.020	1.520.529.020
art. 91.005	391.647	2.581.368.103	2.581.759.750	2.581.356.913	2.581.748.560
art. 93.000	2.000.000	1.146.000	3.146.000	1.145.941	3.145.941
art. 93.001	2.000.000	5.199.000	7.199.000	5.198.923	7.198.923
Total section		2.917.793.103		2.917.762.797	
Total des dépassements du département 06		2.917.793.103		2.917.762.797	
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 12.130	2.500.000	1.856.843	4.356.843	1.856.843	4.356.843
art. 34.090	3.000.000	10.388.366	13.388.366	10.388.366	13.388.366
art. 35.060	3.093.000	162.227	3.255.227	162.227	3.255.227
Total section		12.407.436		12.407.436	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.000	819.118.000	709.439.903	1.528.557.903	686.923.735	1.506.041.735
art. 11.010	40.485.000	15.059.089	55.544.089	15.059.089	55.544.089
art. 11.020	10.000	14.867.502	14.877.502	14.867.502	14.877.502
art. 11.030	20.593.000	15.791	20.608.791	15.791	20.608.791
art. 11.040	10.000	86.978	96.978	86.978	96.978
art. 11.131	760.000	1.017.147	1.777.147	1.016.647	1.776.647
art. 24.010	2.000.000	700.000	2.700.000	583.326	2.583.326
art. 34.090	38.616.000	3.878.000	42.494.000	3.342.121	41.958.121
Total section		745.064.410		721.895.189	
<i>Section 07.2</i>					
art. 11.000	384.288.000	6.857.677	391.145.677	3.578.281	387.866.281
art. 11.020	10.000	1.409.863	1.419.863	1.409.863	1.419.863
art. 12.150	24.000.000	9.695.000	33.695.000	9.665.570	33.665.570
art. 12.210	24.708.000	1.643.000	26.351.000	1.642.475	26.350.475
art. 12.310	2.400.000	157.000	2.557.000	156.398	2.556.398
art. 12.320	9.900.000	3.006.000	12.906.000	2.983.709	12.883.709
art. 34.090	20.700.000	827.703	21.527.703	827.703	21.527.703
Total section		23.596.243		20.263.999	
Total des dépassements du département 07		781.068.089		754.566.624	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 11.300	2.500.000	4.400.000	6.900.000	3.865.734	6.365.734
art. 34.040	500.000	175.000	675.000	162.909	662.909
art. 35.033	1.000.000	11.100.000	12.100.000	11.099.244	12.099.244*)
art. 37.010	8.000.000	3.683.000	11.683.000	3.682.709	11.682.709
Total section		19.358.000		18.810.596	
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.070	264.641.000	67.685.000	332.326.000	67.507.145	332.148.145*)
art. 11.080	12.000.000	11.000.000	23.000.000	10.982.668	22.982.668
art. 11.081	20.000.000	21.747.000	41.747.000	21.746.049	41.746.049
art. 11.090	8.797.000	1.468.000	10.265.000	1.368.938	10.165.938
art. 11.150	100.000	1.279.000	1.379.000	1.178.639	1.278.639
Total section		103.179.000		102.783.439	
<i>Section 08.2</i>					
art. 11.020	10.000	1.584.000	1.594.000	1.583.058	1.593.058
art. 11.040	10.000	130.000	140.000	129.339	139.339
art. 11.100	11.000.000	320.000	11.320.000	297.084	11.297.084
art. 11.120	1.603.000	33.000	1.636.000	32.009	1.635.009
art. 11.131	5.123.000	250.000	5.373.000	207.350	5.330.350
art. 11.150	1.500.000	1.800.000	3.300.000	1.780.883	3.280.883
Total section		4.117.000		4.029.723	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 08.3</i>					
art. 11.010	14.488.000	423.000	14.911.000	422.874	14.910.874
art. 11.060	17.073.000	8.817.000	25.890.000	8.815.820	25.888.820
art. 11.080	30.000	266.000	296.000	244.977	274.977
art. 11.090	1.401.000	57.000	1.458.000	56.638	1.457.638
art. 11.120	1.581.000	55.000	1.636.000	54.043	1.635.043
art. 11.140	15.000.000	800.100	15.800.100	800.096	15.800.096
art. 11.150	1.000.000	6.312.000	7.312.000	6.311.833	7.311.833
art. 12.100	5.277.000	90.000	5.367.000	89.140	5.366.140
art. 12.360	180.000	130.000	310.000	125.835	305.835
Total section		16.950.100		16.921.256	
Total des dépassements du département 08		143.604.100		142.545.014	
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.0</i>					
art. 11.060	224.000.000	18.684.000	242.684.000	18.683.666	242.683.666
Total section		18.684.000		18.683.666	
<i>Section 09.1</i>					
art. 11.040	10.000	13.000	23.000	12.148	22.148
Total section		13.000		12.148	
<i>Section 09.4</i>					
art. 43.000	115.000.000	7.357.000	122.357.000	7.357.000	122.357.000
Total section		7.357.000		7.357.000	
<i>Section 09.5</i>					
art. 11.010	5.690.000	573.000	6.263.000	572.340	6.262.340
art. 11.020	10.000	753.000	763.000	752.685	762.685
art. 11.040	10.000	283.000	293.000	282.023	292.023
art. 12.010	2.500.000	490.000	2.990.000	478.805	2.978.805
art. 12.022	4.650.000	2.200.000	6.850.000	2.092.119	6.742.119
art. 12.070	1.000.000	670.000	1.670.000	470.960	1.470.960
art. 12.320	9.800.000	950.000	10.750.000	942.739	10.742.739
Total section		5.919.000		5.591.671	
<i>Section 09.6</i>					
art. 11.010	6.593.000	251.000	6.844.000	250.587	6.843.587
Total section		251.000		250.587	
Total des dépassements du département 09		32.224.000		31.895.072	
10 – Ministère de l'Education physique et des Sports					
<i>Section 10.0</i>					
art. 11.000	9.894.000	255.000	10.149.000	254.537	10.148.537
art. 11.131	950.000	90.000	1.040.000	89.412	1.039.412
Total section		345.000		343.949	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 10.1</i>					
art. 11.020	160.000	516.000	676.000	515.925	675.925
Total section		516.000		515.925	
<i>Section 10.2</i>					
art. 11.020	91.000	923.000	1.014.000	922.009	1.013.009
art. 11.030	2.579.000	91.000	2.670.000	90.729	2.669.729
art. 11.040	10.000	2.221.000	2.231.000	2.220.991	2.230.991
art. 11.130	60.000	36.000	96.000	36.000	96.000
art. 12.000	250.000	135.000	385.000	134.000	384.000
art. 12.080	42.046.000	281.000	42.327.000	280.478	42.326.478
art. 12.300	1.000.000	190.000	1.190.000	189.985	1.189.985
Total section		3.877.000		3.874.192	
Total des dépassements du département 10		4.738.000		4.734.066	
11/12 – Ministère de l'Éducation nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.020	441.734.000	54.861.000	496.595.000	26.910.277	468.644.277
art. 11.132	340.000.000	323.952.000	663.952.000	322.534.870	662.534.870
art. 11.138	6.958.000	10.343.000	17.301.000	10.342.026	17.300.026*)
Total section		389.156.000		359.787.173	
<i>Section 11.1</i>					
art. 11.000	8.449.000	1.636.000	10.085.000	186.308	8.635.308
Total section		1.636.000		186.308	
<i>Section 11.2</i>					
art. 11.000	7.288.000	141.000	7.429.000	140.061	7.428.061
art. 11.010	1.140.000	515.000	1.655.000	514.695	1.654.695
art. 11.020	10.000	151.000	161.000	150.748	160.748
Total section		151.000		150.748	
<i>Section 11.3</i>					
art. 11.010	11.227.000	2.606.000	13.833.000	2.605.641	13.832.641
art. 11.020	564.000	3.764.000	4.328.000	3.763.627	4.327.627
art. 11.030	10.000	1.371.000	1.381.000	1.370.705	1.380.705
Total section		7.741.000		7.739.973	
<i>Section 11.4</i>					
art. 12.090	8.449.000	28.607.000	37.056.000	28.606.199	37.055.199
Total section		28.607.000		28.606.199	
<i>Section 11.5</i>					
art. 11.020	10.000	1.025.000	1.035.000	1.024.434	1.034.434
Total section		1.025.000		1.024.434	
<i>Section 11.6</i>					
art. 11.010	5.067.000	451.000	5.518.000	450.316	5.517.316
Total section		451.000		450.316	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.7</i>					
art. 44.001	710.000.000	6.304.000	716.304.000	6.303.952	716.303.952
Total section		6.304.000		6.303.952	
<i>Section 11.8</i>					
art. 11.030	49.674.000	5.165.000	54.839.000	–	0
art. 11.040	10.000	2.858.000	2.868.000	2.857.514	2.867.514
art. 12.210	28.000.000	3.350.000	31.350.000	3.277.237	3.277.237
art. 12.303	400.000	350.000	750.000	349.876	749.876*)
Total section		11.723.000		6.484.627	
<i>Section 12.0</i>					
art. 11.020	10.000	73.775.000	73.785.000	73.774.255	73.784.255
art. 11.021	23.910.000	2.993.000	26.903.000	–	0
art. 11.040	10.000	1.883.000	1.893.000	1.882.905	1.892.905
art. 12.100	15.504.000	194.000	15.698.000	–	15.454.122
art. 34.011	55.735.000	750.000	56.485.000	713.865	56.448.865
Total section		79.595.000		76.371.025	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.000	54.621.000	407.000	55.028.000	–	51.062.677
art. 11.010	10.000	715.000	725.000	714.706	724.706
art. 11.020	10.000	50.739.000	50.749.000	50.737.880	50.747.880
art. 11.030	2.727.000	575.000	3.302.000	574.893	3.301.893
Total section		52.436.000		52.027.479	
<i>Section 12.2</i>					
art. 11.010	621.000	34.000	655.000	33.411	654.411
Total section		34.000		33.411	
<i>Section 12.3</i>					
art. 11.000	4.074.211.000	75.681.000	4.149.892.000	–	3.917.335.637
art. 11.010	80.876.000	40.077.000	120.953.000	–	80.545.778
art. 11.020	251.380.000	46.943.000	298.323.000	45.131.325	296.511.325
Total section		162.701.000		45.131.325	
<i>Section 12.4</i>					
art. 11.020	10.000	6.197.000	6.207.000	6.196.461	6.206.461
art. 11.030	101.532.000	5.981.000	107.513.000	5.980.184	107.512.184
art. 11.040	10.000	4.727.000	4.737.000	4.726.096	4.736.096
art. 11.131	1.080.000	531.000	1.611.000	513.675	1.593.675
Total section		17.436.000		17.416.416	
<i>Section 12.5</i>					
art. 11.000	4.460.450.000	40.160.000	4.500.610.000	–	4.266.668.604
art. 11.020	10.000	19.024.000	19.034.000	18.885.933	18.895.933
art. 11.030	186.196.000	5.092.000	191.288.000	5.091.145	191.287.145
art. 11.040	10.000	4.842.000	4.852.000	4.841.218	4.851.218
art. 12.090	55.376.000	17.000.000	72.376.000	14.826.367	70.202.367
art. 12.100	20.432.000	11.035.000	31.467.000	10.907.722	31.339.722
Total section		97.153.000		54.552.385	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.6</i>					
art. 11.040	10.000	644.000	654.000	643.659	653.659
art. 41.010	5.000	20.000.000	20.005.000	19.995.000	20.000.000
Total section		20.644.000		20.638.659	
<i>Section 12.7</i>					
art. 11.000	7.912.000	395.000	8.307.000	394.257	8.306.257
art. 11.030	7.734.000	245.000	7.979.000	244.463	7.978.463
art. 12.100	3.060.000	462.000	3.522.000	461.944	3.521.944
Total section		1.102.000		1.100.664	
<i>Section 12.8</i>					
art. 11.020	10.000	273.000	283.000	272.894	282.894
art. 11.030	9.131.000	108.000	9.239.000	107.414	9.238.414
art. 12.001	1.400.000	651.000	2.051.000	648.527	2.048.527
art. 12.002	1.400.000	948.000	2.348.000	946.328	2.346.328
Total section		1.980.000		1.975.163	
<i>Section 12.9</i>					
art. 11.010	1.554.000	16.000	1.570.000	15.140	1.569.140
art. 11.020	10.000	3.396.000	3.406.000	3.395.718	3.405.718
art. 11.040	10.000	434.000	444.000	433.977	443.977
Total section		3.846.000		3.844.835	
Total des dépassements du département 11/12		883.721.000		683.825.092	
13 – Ministère de la Famille					
<i>Section 13.1</i>					
art. 11.020	10.000	370.000	380.000	369.787	379.787
art. 12.100	13.124.000	476.000	13.600.000	475.539	13.599.539
Total section		846.000		845.326	
<i>Section 13.2</i>					
art. 43.000	110.000.000	47.025.000	157.025.000	46.181.345	156.181.345
art. 43.001	85.000.000	32.527.000	117.527.000	31.760.020	116.760.020
Total section		79.552.000		77.941.365	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.010	1.460.000	343.000	1.803.000	342.178	1.802.178
art. 11.020	10.000	1.977.000	1.987.000	1.976.481	1.986.481
Total section		2.320.000		2.318.659	
<i>Section 13.4</i>					
art. 11.020	67.000	1.553.000	1.620.000	1.552.097	1.619.097
art. 12.310	5.000.000	766.389	5.766.389	766.389	5.766.389
art. 34.012	455.000.000	2.525.897	457.525.897	2.525.897	457.525.897
art. 34.013	28.400.000	3.863.895	32.263.895	3.863.895	32.263.895
Total section		8.709.181		8.708.278	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.5</i>					
art. 11.020	10.000	5.049.000	5.059.000	5.048.938	5.058.938
art. 11.050	24.646.000	3.767.000	28.413.000	3.766.144	28.412.144
art. 12.110	40.000	259.000	299.000	258.801	298.801
art. 12.310	21.763.000	400.000	22.163.000	399.738	22.162.738
art. 42.001	305.000.000	8.954.000	313.954.000	8.953.182	313.953.182
art. 42.004	807.000.000	1.795.000	808.795.000	1.794.711	808.794.711
art. 42.005	1.924.000.000	32.848.000	1.956.848.000	32.847.970	1.956.847.970
art. 42.006	3.233.000.000	4.321.000	3.237.321.000	4.320.317	3.237.320.317
art. 42.007	897.000.000	1.047.000	898.047.000	1	897.000.001
Total section		58.440.000		57.389.802	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.020	290.000	13.670.000	13.960.000	13.669.252	13.959.252
art. 11.040	10.000	818.000	828.000	817.426	827.426
Total section		14.488.000		14.486.678	
<i>Section 13.7</i>					
art. 11.020	10.000	18.429.000	18.439.000	18.109.635	18.119.635
art. 11.040	10.000	10.211.000	10.221.000	10.210.157	10.220.157
art. 43.001	642.000	42.683	684.683	42.683	684.683
art. 43.020	1.247.000	435.424	1.682.424	435.424	1.682.424
Total section		29.118.107		28.797.899	
<i>Section 13.8</i>					
art. 11.010	9.643.000	2.475.000	12.118.000	2.474.747	12.117.747
art. 11.020	10.000	6.907.000	6.917.000	6.906.006	6.916.006
art. 11.030	15.500.000	1.256.000	16.756.000	1.255.005	16.755.005
art. 11.040	10.000	80.000	90.000	79.254	89.254
art. 12.150	2.100.000	1.250.000	3.350.000	1.249.879	3.349.879*)
art. 12.210	2.778.000	400.000	3.178.000	399.659	3.177.659
Total section		12.368.000		12.364.550	
Total des dépassements du département 13		205.841.288		202.852.557	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 11.001	8.537.000	5.149.000	13.686.000	–	6.629.001
art. 11.010	56.034.000	3.376.000	59.410.000	3.375.482	59.409.482
art. 11.020	160.000	4.060.000	4.220.000	4.059.883	4.219.883
art. 11.040	10.000	112.000	122.000	111.002	121.002
art. 12.100	2.824.000	78.000	2.902.000	77.350	2.901.350
art. 12.101	1.750.000	375.000	2.125.000	375.000	2.125.000
art. 35.060	500.000	11.751.000	12.251.000	11.666.043	12.166.043
Total section		24.901.000		19.664.760	
<i>Section 14.1</i>					
art. 11.020	10.000	22.524.000	22.534.000	22.523.402	22.533.402
art. 11.040	10.000	1.670.000	1.680.000	1.669.474	1.679.474
art. 12.304	10.000.000	547.000	10.547.000	546.566	10.546.566
Total section		24.741.000		24.739.442	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.2</i>					
art. 12.302	27.621.000	3.530.000	31.151.000	3.519.462	31.140.462
Total section		3.530.000		3.519.462	
<i>Section 14.3</i>					
art. 12.100	4.279.000	132.000	4.411.000	131.626	4.410.626
art. 34.010	385.000.000	10.000.000	395.000.000	8.798.422	393.798.422
Total section		10.132.000		8.930.048	
<i>Section 14.4</i>					
art. 11.010	152.562.000	7.427.000	159.989.000	7.426.458	159.988.458
art. 11.020	10.000	35.779.000	35.789.000	35.778.379	35.788.379
art. 11.040	10.000	3.907.000	3.917.000	3.906.683	3.916.683
art. 12.160	37.145.000	1.981.648	39.126.648	1.981.648	39.126.648
Total section		49.094.648		49.093.168	
<i>Section 14.5</i>					
art. 11.020	10.000	32.363.000	32.373.000	32.362.606	32.372.606
art. 11.030	97.195.000	2.452.000	99.647.000	2.451.684	99.646.684
art. 11.040	10.000	4.894.000	4.904.000	4.893.911	4.903.911
Total section		39.709.000		39.708.201	
Total des dépassements du département 14		152.107.648		145.655.081	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.1</i>					
art. 11.000	84.497.000	16.000	84.513.000	15.879	84.512.879
art. 11.010	2.213.000	336.000	2.549.000	335.751	2.548.751
art. 11.020	10.000	950.000	960.000	949.613	959.613
Total section		1.302.000		1.301.243	
<i>Section 15.2</i>					
art. 11.020	10.000	1.485.000	1.495.000	1.484.606	1.494.606
art. 11.040	10.000	107.000	117.000	106.877	116.877
art. 12.100	8.282.000	313.000	8.595.000	312.310	8.594.310
art. 12.310	13.000.000	1.032.000	14.032.000	1.032.000	14.032.000
art. 12.350	200.000	64.000	264.000	62.032	262.032
art. 93.002	9.593.000	6.000.000	15.593.000	6.000.000	15.593.000
Total section		9.001.000		8.997.825	
Total des dépassements du département 15		10.303.000		10.299.068	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.0</i>					
art. 11.090	1.085.000	60.745	1.145.745	60.745	1.145.745*)
Total section		60.745		60.745	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 16.1</i>					
art. 11.000	111.768.000	143.203	111.911.203	–	106.032.551
art. 11.020	73.000	2.096.312	2.169.312	2.096.312	2.169.312
art. 11.030	3.276.000	444.792	3.720.792	444.792	3.720.792
art. 11.040	10.000	177.376	187.376	177.376	187.376
art. 12.100	42.935.000	1.587.000	44.522.000	1.586.350	44.521.350
art. 12.301	2.000.000	8.566.000	10.566.000	8.565.328	10.565.328
Total section		13.014.683		12.870.158	
<i>Section 16.2</i>					
art. 11.020	10.000	710.322	720.322	710.322	720.322
art. 11.030	3.227.000	281.246	3.508.246	281.246	3.508.246
art. 11.040	10.000	165.587	175.587	165.587	175.587
art. 12.130	5.000	200.000	205.000	196.207	201.207
art. 12.303	5.000	1.194.948	1.199.948	999.360	1.004.360
art. 12.306	500.000	1.084.360	1.584.360	908.605	1.408.605
Total section		3.636.463		3.261.327	
<i>Section 16.4</i>					
art. 93.000	2.446.500.000	172.643.719	2.619.143.719	172.643.719	2.619.143.719
art. 93.001	750.000.000	3.000.000.000	3.750.000.000	3.000.000.000	3.750.000.000
Total section		3.172.643.719		3.172.643.719	
Total des dépassements du département 16		3.189.355.610		3.188.835.949	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.0</i>					
art. 12.120	605.000	231.394	836.394	226.394	831.394*)
Total section		231.394		226.394	
<i>Section 17.1</i>					
art. 11.000	23.223.000	2.122.880	25.345.880	– 1.143.263	22.079.737
art. 11.020	10.000	1.270.995	1.280.995	1.270.995	1.280.995
art. 12.120	10.000	2.679.000	2.689.000	2.663.492	2.673.492
art. 12.131	5.000	142.000	147.000	141.869	146.869*)
Total section		6.214.875		2.933.093	
<i>Section 17.2</i>					
art. 11.000	66.963.000	152.716	67.115.716	152.716	67.115.716
art. 11.010	4.502.000	1.286.580	5.788.580	1.286.580	5.788.580
art. 11.020	10.000	1.472.440	1.482.440	1.472.440	1.482.440
art. 12.150	1.650.000	1.534.021	3.184.021	1.534.021	3.184.021
Total section		4.445.757		4.445.757	
<i>Section 17.3</i>					
art. 11.000	13.897.000	402.535	14.299.535	–	10.052.841
art. 12.150	3.000.000	110.000	3.110.000	110.000	3.110.000*)
Total section		110.000		110.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 17.5</i>					
art. 42.000	1.313.000.000	55.323.052	1.368.323.052	55.323.052	1.368.323.052
art. 42.002	63.000.000	17.253.657	80.253.657	13.603.095	76.603.095
art. 42.005	307.000.000	13.907.678	320.907.678	13.907.678	320.907.678
art. 42.006	26.500.000	163.382	26.663.382	163.382	26.663.382
art. 42.009	221.377.000	442.754.000	664.131.000	442.752.281	664.129.281
Total section		529.401.769		525.749.488	
<i>Section 17.6</i>					
art. 11.000	14.958.000	42.998	15.000.998	42.998	15.000.998
art. 11.010	1.446.000	260.439	1.706.439	260.439	1.706.439
art. 11.020	10.000	22.987	32.987	22.987	32.987
art. 11.030	308.000	8.433	316.433	8.433	316.433
art. 12.100	3.993.000	125.000	4.118.000	124.118	4.117.118
Total section		459.857		458.975	
<i>Section 18.4</i>					
art. 12.301	10.000.000	1.073.161	11.073.161	1.073.161	11.073.161*)
art. 42.006	4.500.000	2.279.000	6.779.000	2.278.277	6.778.277
art. 42.007	3.400.000	2.678.000	6.078.000	2.677.581	6.077.581
art. 42.009	20.000.000	25.465	20.025.465	25.465	20.025.465
art. 42.010	60.000.000	104.520	60.104.520	104.520	60.104.520
Total section		6.160.146		6.159.004	
<i>Section 18.5</i>					
art. 11.010	20.579.000	83.853	20.662.853	83.853	20.662.853
art. 11.050	16.550.000	741.165	17.291.165	741.165	17.291.165
art. 12.110	550.000	156.894	706.894	156.894	706.894*)
Total section		981.912		981.912	
<i>Section 18.6</i>					
art. 11.050	3.634.000	802.219	4.436.219	802.219	4.436.219
Total section		802.219		802.219	
<i>Section 18.7</i>					
art. 11.050	1.571.000	893.809	2.464.809	893.809	2.464.809
Total section		893.809		893.809	
<i>Section 18.8</i>					
art. 11.050	13.185.000	571.643	13.756.643	571.643	13.756.643
art. 42.000	18.900.000.000	201.899.686	19.101.899.686	201.899.686	19.101.899.686
art. 42.001	285.000.000	15.088.849	300.088.849	15.088.849	300.088.849
Total section		217.560.178		217.560.178	
Total des dépassements du département 17/18		767.030.522		760.094.435	
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural					
<i>Section 19.1</i>					
art. 31.056	84.900.000	203.370.000	288.270.000	199.871.191	284.771.191
art. 31.058	7.000.000	36.000	7.036.000	35.742	7.035.742
art. 34.102	2.846.000	4.900.000	7.746.000	4.893.699	7.739.699
Total section		208.306.000		204.800.632	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 19.2</i>					
art. 11.020	192.000	2.623.675	2.815.675	2.622.887	2.814.887
art. 11.030	17.182.000	263.987	17.445.987	263.987	17.445.987
art. 11.040	9.586.000	12.411.000	21.997.000	11.599.557	21.185.557
art. 14.011	100.000	4.758.000	4.858.000	3.935.727	4.035.727
art. 14.012	100.000	2.660.000	2.760.000	–	27.506
art. 34.100	1.200.000	144.000	1.344.000	143.541	1.343.541
Total section		22.860.662		18.565.699	
<i>Section 19.4</i>					
art. 11.020	123.000	1.636.578	1.759.578	1.548.935	1.671.935
art. 11.030	2.803.000	23.276	2.826.276	23.276	2.826.276
art. 12.090	3.380.000	225.000	3.605.000	209.316	3.589.316
art. 12.300	1.700.000	315.000	2.015.000	312.303	2.012.303
Total section		2.199.854		2.093.830	
<i>Section 19.5</i>					
art. 11.020	10.000	285.688	295.688	285.688	295.688
art. 12.160	17.689.000	540.000	18.229.000	535.069	18.224.069
art. 50.031	150.000	75.000	225.000	75.000	225.000
Total section		900.688		895.757	
<i>Section 19.7</i>					
art. 34.020	100.000	600.000	700.000	594.843	694.843
art. 53.020	82.000.000	11.500.000	93.500.000	11.477.020	93.477.020
Total section		12.100.000		12.071.863	
Total des dépassements du département 19		246.367.204		238.427.781	
20 – Ministère de l'Économie					
<i>Section 20.1</i>					
art. 11.020	10.000	7.670.003	7.680.003	7.669.060	7.679.060
Total section		7.670.003		7.669.060	
Total des dépassements du département 20		7.670.003		7.669.060	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 31.030	95.000.000	30.000.000	125.000.000	29.990.544	124.990.544
art. 53.040	110.000.000	60.000.000	170.000.000	60.000.000	170.000.000
Total section		90.000.000		89.990.544	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.302	5.100.000	410.000	5.510.000	363.708	5.463.708*)
art. 81.030	8.000.000	232.000	8.232.000	231.560	8.231.560*)
Total section		642.000		595.268	
Total des dépassements du département 21		90.642.000		90.585.812	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.0</i>					
art. 12.120	10.000.000	34.663.044	44.663.044	34.663.044	44.663.044
art. 12.192	500.000	250.000	750.000	248.039	748.039
Total section		34.913.044		34.911.083	
<i>Section 22.1</i>					
art. 11.000	144.197.000	907.000	145.104.000	–	142.329.914
art. 11.020	10.000	794.000	804.000	793.556	803.556
art. 11.040	10.000	60.000	70.000	59.860	69.860
art. 12.050	20.358.000	1.450.000	21.808.000	1.401.552	21.759.552
art. 12.051	1.366.000	1.000.000	2.366.000	988.944	2.354.944
art. 12.070	104.520.000	1.800.000	106.320.000	1.491.895	106.011.895
art. 12.071	13.500.000	450.000	13.950.000	273.573	13.773.573
art. 12.120	140.000.000	259.000	140.259.000	258.996	140.258.996
art. 12.301	6.775.000	63.000	6.838.000	62.834	6.837.834
Total section		6.783.000		5.331.210	
Total des dépassements du département 22		41.696.044		40.242.293	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.1</i>					
art. 12.310	46.500.000	5.225.000	51.725.000	4.375.381	50.875.381
Total section		5.225.000		4.375.381	
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.300	22.270.000	5.255.130	27.525.130	–	0
art. 31.040	1.331.400.000	61.000.000	1.392.400.000	60.646.371	1.392.046.371
art. 43.020	245.400.000	9.270.000	254.670.000	9.270.000	254.670.000
Total section		75.525.130		69.916.371	
<i>Section 23.3</i>					
art. 11.000	4.461.000	2.236.829	6.697.829	2.236.829	6.697.829
Total section		2.236.829		2.236.829	
<i>Section 23.4</i>					
art. 14.010	2.380.000	600.000	2.980.000	599.650	2.979.650
Total section		600.000		599.650	
<i>Section 23.5</i>					
art. 12.120	3.000.000	13.364.320	16.364.320	11.614.550	14.614.550
art. 12.300	91.600.000	321.788	91.921.788	321.788	91.921.788
art. 35.030	32.000.000	5.279.236	37.279.236	5.279.236	37.279.236
art. 35.060	2.050.000	400.516	2.450.516	400.516	2.450.516
Total section		19.365.860		17.616.090	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.000	259.877.000	4.085.967	263.962.967	4.085.967	263.962.967
art. 12.200	10.500.000	212.052	10.712.052	212.052	10.712.052
art. 12.310	18.500.000	2.021.000	20.521.000	1.820.187	20.320.187
art. 12.340	26.157.000	2.340.000	28.497.000	2.333.950	28.490.950*)
Total section		8.659.019		8.452.156	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 23.8</i>					
art. 11.000	3.832.000	1.927.000	5.759.000	1.921.299	5.753.299
art. 11.010	8.653.000	4.343.000	12.996.000	4.234.231	12.887.231
Total section		4.343.000		4.234.231	
Total des dépassements du département 23		115.954.838		107.430.708	
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 11.000	3.598.000	409.000	4.007.000	408.860	4.006.860
art. 53.000	3.000.000	8.970.000	11.970.000	8.936.721	11.936.721
Total section		9.379.000		9.345.581	
<i>Section 24.1</i>					
art. 11.020	10.000	348.000	358.000	347.211	357.211
art. 12.301	200.000	158.000	358.000	157.211	357.211
art. 35.060	3.858.000	1.472.000	5.330.000	1.001.314	4.859.314
Total section		1.978.000		1.505.736	
<i>Section 24.2</i>					
art. 11.000	34.417.000	688.000	35.105.000	687.161	35.104.161
art. 73.030	1.800.000	1.050.000	2.850.000	245.147	2.045.147
Total section		1.738.000		932.308	
Total des dépassements du département 24		13.095.000		11.783.625	
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.120	1.000.000	5.430.000	6.430.000	5.413.000	6.413.000
art. 34.040	3.000.000	1.000.000	4.000.000	999.780	3.999.780
Total section		6.430.000		6.412.780	
<i>Section 25.1</i>					
art. 11.010	32.873.000	44.000	32.917.000	43.466	32.916.466
art. 11.020	525.000	3.688.000	4.213.000	3.687.909	4.212.909
art. 11.040	10.000	135.000	145.000	134.025	144.025
art. 11.150	9.000.000	2.961.000	11.961.000	2.960.305	11.960.305
art. 12.100	2.040.000	228.888	2.268.888	227.794	2.267.794
Total section		7.056.888		7.053.499	
<i>Section 25.2</i>					
art. 14.002	65.000.000	85.000.000	150.000.000	84.823.084	149.823.084
art. 14.004	70.000.000	10.000.000	80.000.000	9.197.889	79.197.889
art. 14.013	4.550.000	5.950.000	10.500.000	1.382.282	5.932.282
art. 73.012	40.000.000	10.500.000	50.500.000	–	37.841.991
Total section		111.450.000		95.403.255	
<i>Section 25.3</i>					
art. 11.020	140.000	2.264.000	2.404.000	2.259.981	2.399.981
art. 11.030	31.762.000	301.000	32.063.000	300.436	32.062.436
art. 11.040	10.000	1.176.000	1.186.000	1.175.997	1.185.997
Total section		3.741.000		3.736.414	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 25.4</i>					
art. 12.082	160.000.000	6.400.000	166.400.000	6.395.447	166.395.447
art. 12.083	52.000.000	8.500.000	60.500.000	8.500.000	60.500.000
art. 12.084	21.205.000	23.600.000	44.805.000	23.593.028	44.798.028
art. 12.089	10.000.000	14.000.000	24.000.000	14.000.000	24.000.000
art. 12.120	2.400.000	2.300.000	4.700.000	2.300.000	4.700.000
art. 12.300	4.000.000	4.600.000	8.600.000	4.500.630	8.500.630
Total section		59.400.000		59.289.105	
Total des dépassements du département 25		188.077.888		171.895.053	
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 11.020	10.000	1.423.853	1.433.853	1.423.853	1.433.853
art. 11.060	21.752.000	36.140	21.788.140	36.140	21.788.140
Total section		1.459.993		1.459.993	
Total des dépassements du département 26		1.459.993		1.459.993	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.1</i>					
art. 11.000	16.600.000	117.011	16.717.011	116.729	16.716.729
art. 11.020	444.000	2.170.476	2.614.476	2.170.476	2.614.476
art. 11.030	7.560.000	551.677	8.111.677	551.677	8.111.677
art. 11.040	10.000	251.563	261.563	251.563	261.563
Total section		3.090.727		3.090.445	
Total des dépassements du département 27		3.090.727		3.090.445	
29 – Ministère de la Promotion Féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 12.301	1.061.000	1.807.126	2.868.126	1.770.558	2.831.558*)
Total section		1.807.126		1.770.558	
Total des dépassements du département 29		1.807.126		1.770.558	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires		11.491.716.580		11.160.073.903	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		- 67.298.000		- 67.298.000	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires		11.424.418.580		11.092.775.903	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
32 – Ministère des Affaires culturelles					
<i>Section 32.0</i>					
art. 93.000	195.000.000	100.000.000	295.000.000	100.000.000	295.000.000
Total section		100.000.000		100.000.000	
Total des dépassements du département 32		100.000.000		100.000.000	
34 – Ministère des Finances					
<i>Section 34.0</i>					
art. 84.095	5.952.000	337.000	6.289.000	336.513	6.288.513
art. 84.123	10.000.000	253.000	10.253.000	252.279	10.252.279
Total section		590.000		588.792	
<i>Section 34.1</i>					
art. 54.100	31.000.000	12.000.000	43.000.000	11.364.696	42.364.696
Total section		12.000.000		11.364.696	
Total des dépassements du département 34		12.590.000		11.953.488	
35 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 35.0</i>					
art. 71.040	20.000.000	48.706.000	68.706.000	48.705.903	68.705.903
Total section		48.706.000		48.705.903	
Total des dépassements du département 35		48.706.000		48.705.903	
45 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 45.0</i>					
art. 93.000	1.350.000.000	500.000.000	1.850.000.000	500.000.000	1.850.000.000
Total section		500.000.000		500.000.000	
Total des dépassements du département 45		500.000.000		500.000.000	
53 – Ministère des Transports					
<i>Section 53.0</i>					
art. 93.000	300.000.000	1.850.000.000	2.150.000.000	1.850.000.000	2.150.000.000
Total section		1.850.000.000		1.850.000.000	
Total des dépassements du département 53		1.850.000.000		1.850.000.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
54 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 54.0</i>					
art. 73.030	34.000.000	18.791.000	52.791.000	16.500.742	50.500.742
Total section		18.791.000		16.500.742	
Total des dépassements du département 54		18.791.000		16.500.742	
55 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 55.0</i>					
art. 71.000	1.000.000	2.670.000	3.670.000	2.670.000	3.670.000
Total section		2.670.000		2.670.000	
<i>Section 55.1</i>					
art. 93.000	500.000.000	500.000.000	1.000.000.000	500.000.000	1.000.000.000
Total section		500.000.000		500.000.000	
<i>Section 55.2</i>					
art. 72.012	250.000.000	240.000.000	490.000.000	239.139.400	489.139.400
art. 72.013	100.000.000	77.500.000	177.500.000	29.492.102	129.492.102
Total section		317.500.000		268.631.502	
<i>Section 55.3</i>					
art. 93.000	800.000.000	1.500.000.000	2.300.000.000	1.500.000.000	2.300.000.000
art. 93.001	725.000.000	2.000.000.000	2.725.000.000	2.000.000.000	2.725.000.000
art. 93.003	5.000.000	1.000.000.000	1.005.000.000	1.000.000.000	1.005.000.000
Total section		4.500.000.000		4.500.000.000	
Total des dépassements du département 55		5.320.170.000		5.271.301.502	
Total brut des dépassements du budget des dépenses extraordinaires		7.850.257.000		7.798.461.635	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		19.341.973.580		18.958.535.538	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		- 67.298.000		- 67.298.000	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		19.274.675.580		18.891.237.538	

*) s’y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) transfert(s) d’excédents de crédit.

*

Annexe 5

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1997
RELEVÉ DES CREDITS AYANT FAIT
L'OBJET D'AUTORISATIONS DE TRANSFERTS

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Ministère d'Etat					
<i>Section 00.2</i>					
art. 12.050	448.000	8.000	456.000	7.094	455.094
art. 12.300	50.000	60.000	110.000	59.235	109.235
Total section		68.000		66.329	
<i>Section 00.3</i>					
art. 12.050	69.000.000	686.000	69.686.000	686.000	69.686.000*)
art. 12.346	1.000.000	550	1.000.550	544	1.000.544
Total section		686.550		686.544	
<i>Section 00.4</i>					
art. 12.300	720.000	32.000	752.000	31.267	751.267
Total section		32.000		31.267	
<i>Section 00.5</i>					
art. 12.051	780.000	1.299.000	2.079.000	1.293.822	2.073.822
art. 12.080	2.628.000	884.000	3.512.000	883.541	3.511.541
art. 74.051	9.819.000	670.000	10.489.000	617.910	10.436.910
Total section		2.853.000		2.795.273	
Total des transferts du département 00		3.639.550		3.579.413	
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 12.080	410.000	88.000	498.000	87.146	497.146
Total section		88.000		87.146	
<i>Section 01.1</i>					
art. 12.020	6.569.000	305.000	6.874.000	169.348	6.738.348
art. 12.110	1.000.000	27.000	1.027.000	25.741	1.025.741
art. 74.070	1.000.000	184.000	1.184.000	184.000	1.184.000
Total section		516.000		379.089	
<i>Section 01.5</i>					
art. 11.130	77.000	2.348	79.348	2.348	79.348
art. 31.050	3.000.000	541.000	3.541.000	524.485	3.524.485
Total section		543.348		526.833	
Total des transferts du département 01		1.147.348		993.068	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
02 – Ministère des Affaires culturelles					
<i>Section 02.0</i>					
art. 12.001	30.000	1.200	31.200	1.200	31.200
art. 12.012	2.900.000	1.223.000	4.123.000	1.164.322	4.064.322
art. 12.020	550.000	100.000	650.000	83.576	633.576
art. 12.070	250.000	370.000	620.000	369.260	619.260
art. 12.130	2.200.000	910.329	3.110.329	910.329	3.110.329
art. 12.141	880.000	454.000	1.334.000	453.113	1.333.113
art. 12.190	100.000	47.000	147.000	1.000	101.000
art. 12.200	2.200.000	173.816	2.373.816	173.816	2.373.816
art. 33.000	12.750.000	3.700.000	16.450.000	2.810.000	15.560.000
art. 33.010	35.737.000	4.024.000	39.761.000	3.982.686	39.719.686
art. 35.020	37.000.000	5.000	37.005.000	–	36.003.652
art. 74.070	500.000	30.000	530.000	30.000	530.000
Total section		11.038.345		9.979.302	
<i>Section 02.1</i>					
art. 12.010	475.000	100.000	575.000	85.775	560.775
art. 12.040	400.000	100.000	500.000	72.428	472.428
art. 12.050	130.000	183.000	313.000	182.557	312.557
art. 12.080	4.408.000	680.000	5.088.000	677.156	5.085.156
art. 12.081	800.000	6.000	806.000	5.030	805.030
art. 12.140	500.000	90.000	590.000	85.560	585.560
art. 43.000	22.000.000	3.186.325	25.186.325	3.186.325	25.186.325
Total section		4.345.325		4.294.831	
<i>Section 02.3</i>					
art. 12.020	65.000	35.000	100.000	34.771	99.771
art. 12.040	900.000	400.000	1.300.000	380.341	1.280.341
art. 12.042	100.000	1.500	101.500	1.270	101.270
art. 12.050	1.100.000	85.000	1.185.000	82.606	1.182.606
art. 12.080	2.260.000	490.000	2.750.000	481.021	2.741.021
Total section		1.011.500		980.009	
<i>Section 02.4</i>					
art. 12.040	500.000	150.000	650.000	127.335	627.335
art. 12.301	890.000	400.000	1.290.000	390.066	1.280.066
Total section		550.000		517.401	
<i>Section 02.5</i>					
art. 12.010	160.000	3.000	163.000	2.537	162.537
art. 12.050	350.000	33.000	383.000	32.291	382.291
art. 12.080	1.050.000	64.000	1.114.000	62.273	1.112.273
art. 12.142	300.000	26.000	326.000	3.397	303.397
art. 12.310	600.000	51.000	651.000	43.644	643.644
art. 12.340	130.000	143.000	273.000	126.146	256.146
art. 12.350	350.000	31.000	381.000	–	344.570
art. 12.351	360.000	10.000	370.000	–	347.565
art. 74.040	4.600.000	630.000	5.230.000	20.425	4.620.425
art. 74.070	1.500.000	150.000	1.650.000	116.263	1.616.263
Total section		1.141.000		406.976	
Total des transferts du département 02		18.086.170		16.178.519	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 12.080	40.000	20.000	60.000	19.990	59.990
art. 12.141	800.000	515.000	1.315.000	508.722	1.308.722
art. 34.010	42.827.000	45	42.827.045	45	42.827.045*)
Total section		535.045		528.757	
<i>Section 03.1</i>					
art. 12.150	770.000	92.423	862.423	91.278	861.278
Total section		92.423		91.278	
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.131	2.613.000	234.000	2.847.000	234.000	2.847.000
art. 12.001	1.484.000	1.966.000	3.450.000	1.953.670	3.437.670
art. 12.010	465.000	83.000	548.000	81.866	546.866
art. 12.040	279.000	790.000	1.069.000	776.297	1.055.297
art. 12.050	85.000	62.000	147.000	61.253	146.253
art. 12.080	30.000	15.000	45.000	13.664	43.664
art. 74.040	260.000	155.000	415.000	144.500	404.500
Total section		3.305.000		3.265.250	
<i>Section 03.4</i>					
art. 12.000	335.000	68.000	403.000	67.148	402.148
art. 12.040	900.000	107.000	1.007.000	100.795	1.000.795
art. 12.050	240.000	106.000	346.000	104.654	344.654
Total section		281.000		272.597	
Total des transferts du département 03		4.213.468		4.157.882	
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.0</i>					
art. 12.012	10.950.000	184.000	11.134.000	164.008	11.114.008
Total section		184.000		164.008	
<i>Section 04.1</i>					
art. 12.020	532.000	158.000	690.000	157.951	689.951
art. 12.040	9.200.000	218.000	9.418.000	216.410	9.416.410
art. 74.020	200.000	45.000	245.000	35.038	235.038
Total section		421.000		409.399	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.100	94.000	12.000	106.000	11.126	105.126
art. 11.131	70.000	44.000	114.000	43.487	113.487
art. 12.020	135.000	1.000	136.000	462	135.462
art. 12.040	3.160.000	14.100	3.174.100	–	3.151.861
art. 12.050	11.200.000	805.100	12.005.100	805.078	12.005.078
art. 12.080	4.465.000	220.000	4.685.000	219.647	4.684.647
art. 12.190	200.000	202.000	402.000	176.559	376.559
art. 12.300	4.000.000	1.300	4.001.300	–	3.986.151
art. 12.360	750.000	33.000	783.000	32.154	782.154
art. 43.010	200.000	29.000	229.000	28.920	228.920
Total section		1.361.500		1.317.433	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 04.3</i>					
art. 11.120	1.416.000	22.000	1.438.000	21.526	1.437.526
art. 11.131	5.000	368.000	373.000	362.964	367.964
art. 12.100	29.647.000	1.040.000	30.687.000	1.040.000	30.687.000*)
art. 12.380	33.000	10.000	43.000	9.302	42.302
art. 74.020	800.000	840.000	1.640.000	833.277	1.633.277
art. 74.080	2.500.000	100.000	2.600.000	98.646	2.598.646
Total section		2.380.000		2.365.715	
<i>Section 04.4</i>					
art. 12.050	355.000	180.000	535.000	169.776	524.776
Total section		180.000		169.776	
Total des transferts du département 04		4.526.500		4.426.331	
05 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.040	820.000	111.000	931.000	109.446	929.446
Total section		111.000		109.446	
<i>Section 05.1</i>					
art. 12.050	712.000	30.800	742.800	30.778	742.778
art. 12.080	622.000	240.000	862.000	230.610	852.610
Total section		270.800		261.388	
<i>Section 05.2</i>					
art. 12.050	150.000	64.100	214.100	64.063	214.063
art. 74.010	150.000	83.000	233.000	82.875	232.875
Total section		147.100		146.938	
<i>Section 05.5</i>					
art. 12.050	2.900.000	7.000	2.907.000	6.932	2.906.932
art. 12.340	650.000	56.000	706.000	55.279	705.279
Total section		63.000		62.211	
<i>Section 05.6</i>					
art. 11.060	1.700.000	650.000	2.350.000	470.409	2.170.409
art. 12.020	154.000	7.000	161.000	6.178	160.178
art. 12.040	825.000	80.000	905.000	79.302	904.302
art. 12.045	3.750.000	385.000	4.135.000	364.510	4.114.510
art. 12.080	1.520.000	271.000	1.791.000	223.029	1.743.029
art. 12.170	3.750.000	68.300	3.818.300	36.369	3.786.369
art. 74.060	240.000	12.000	252.000	11.553	251.553
Total section		1.473.300		1.191.350	
Total des transferts du département 05		2.065.200		1.771.333	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 11.130	1.655.000	71.000	1.726.000	70.865	1.725.865
art. 12.012	7.250.000	590.229	7.840.229	537.177	7.787.177
art. 12.040	680.000	7.233	687.233	7.233	687.233
art. 12.080	110.000	29.749	139.749	29.749	139.749
art. 54.320	4.160.000	1.298	4.161.298	1.298	4.161.298
Total section		699.509		646.322	
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.132	6.500.000	937.197	7.437.197	930.075	7.430.075
art. 12.010	1.250.000	4.125	1.254.125	4.125	1.254.125
art. 12.030	220.000	27.911	247.911	27.911	247.911
art. 12.040	7.600.000	638.883	8.238.883	628.943	8.228.943
Total section		1.608.116		1.591.054	
<i>Section 07.2</i>					
art. 12.050	1.063.000	93.090	1.156.090	93.090	1.156.090
art. 12.080	4.000.000	12.524	4.012.524	12.524	4.012.524
art. 12.083	5.901.000	275.226	6.176.226	275.226	6.176.226
art. 12.190	200.000	24.316	224.316	24.316	224.316
art. 12.300	280.000	162.407	442.407	162.407	442.407
Total section		567.563		567.563	
Total des transferts du département 07		2.875.188		2.804.939	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 12.140	2.500.000	456.000	2.956.000	455.638	2.955.638
art. 35.030	270.000	1.000	271.000	800	270.800
art. 35.033	1.000.000	283.000	1.283.000	283.000	1.283.000*)
Total section		740.000		739.438	
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.070	264.641.000	45.000	264.686.000	45.000	264.686.000*)
art. 11.120	1.060.000	2.000	1.062.000	1.423	1.061.423
art. 11.130	635.000	232.000	867.000	231.239	866.239
art. 12.000	1.701.000	118.000	1.819.000	117.400	1.818.400
art. 12.022	36.894.000	1.000.000	37.894.000	–	35.006.174
art. 12.040	2.460.000	150.000	2.610.000	128.790	2.588.790
art. 12.050	3.100.000	402.000	3.502.000	401.179	3.501.179
art. 12.160	4.150.000	800.000	4.950.000	795.674	4.945.674
art. 12.370	640.000	20.000	660.000	13.344	653.344
art. 12.380	700.000	75.000	775.000	74.896	774.896
art. 74.000	94.000.000	2.300.000	96.300.000	1.236.689	95.236.689
art. 74.030	1.150.000	60.000	1.210.000	55.250	1.205.250
art. 74.300	22.062.000	700.000	22.762.000	–	19.542.731
art. 74.330	3.500.000	650.000	4.150.000	–	1.863.887
Total section		6.554.000		3.100.884	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 08.2</i>					
art. 12.010	150.000	216.000	366.000	105.408	255.408
art. 12.020	2.400.000	800.000	3.200.000	572.276	2.972.276
art. 12.021	10.750.000	850.000	11.600.000	836.848	11.586.848
art. 12.022	8.200.000	820.000	9.020.000	816.881	9.016.881
art. 12.080	21.500.000	2.500.000	24.000.000	2.337.452	23.837.452
art. 12.190	5.325.000	250.000	5.575.000	246.675	5.571.675
Total section		5.436.000		4.915.540	
<i>Section 08.3</i>					
art. 12.021	6.530.000	261.000	6.791.000	260.669	6.790.669
art. 12.022	7.750.000	474.000	8.224.000	471.944	8.221.944
art. 12.050	17.380.000	136.000	17.516.000	–	16.397.659
art. 12.310	658.000	22.000	680.000	21.066	679.066
Total section		893.000		753.679	
Total des transferts du département 08		13.623.000		9.509.541	
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.1</i>					
art. 12.012	105.000	19.858	124.858	19.858	124.858
art. 12.040	300.000	99	300.099	99	300.099
art. 12.050	425.000	19.748	444.748	19.748	444.748
art. 12.080	93.000	14.423	107.423	14.423	107.423
Total section		54.128		54.128	
<i>Section 09.2</i>					
art. 12.010	205.000	20.721	225.721	20.721	225.721
Total section		20.721		20.721	
<i>Section 09.5</i>					
art. 11.150	100.000	107.700	207.700	105.672	205.672
art. 12.000	4.642.000	25.100	4.667.100	22.119	4.664.119
art. 12.021	1.400.000	20.482	1.420.482	20.482	1.420.482
art. 12.040	555.000	39	555.039	39	555.039
art. 12.150	60.000	12.600	72.600	12.599	72.599
art. 12.300	25.000	459	25.459	459	25.459
art. 12.310	3.300.000	365.600	3.665.600	365.599	3.665.599
Total section		531.980		526.969	
<i>Section 09.6</i>					
art. 12.000	40.000	3.200	43.200	3.200	43.200
Total section		3.200		3.200	
<i>Section 09.7</i>					
art. 12.080	60.000	979	60.979	979	60.979
Total section		979		979	
Total des transferts du département 09		611.008		605.997	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
10 – Ministère de l'Éducation physique et des Sports					
<i>Section 10.0</i>					
art. 12.000	50.000	27.500	77.500	27.500	77.500
art. 12.010	280.000	58.000	338.000	57.448	337.448
art. 12.012	1.000.000	120.000	1.120.000	118.951	1.118.951
art. 12.020	80.000	42.000	122.000	41.752	121.752
art. 12.080	500.000	88.000	588.000	87.975	587.975
art. 12.370	3.000.000	255.500	3.255.500	255.188	3.255.188
art. 74.070	250.000	103.000	353.000	102.637	352.637
Total section		694.000		691.451	
<i>Section 10.1</i>					
art. 12.020	160.000	14.000	174.000	13.164	173.164
art. 12.300	925.000	48.000	973.000	47.625	972.625
Total section		62.000		60.789	
<i>Section 10.2</i>					
art. 11.110	23.000	450	23.450	450	23.450
art. 12.050	240.000	6.185	246.185	6.185	246.185
art. 12.310	2.860.000	4.000	2.864.000	–	2.838.489
Total section		10.635		6.635	
<i>Section 10.3</i>					
art. 12.000	1.950.000	1.875.000	3.825.000	1.383.874	3.333.874
art. 12.010	375.000	2.505.000	2.880.000	2.501.994	2.876.994
art. 12.190	350.000	50.000	400.000	42.512	392.512
Total section		4.430.000		3.928.380	
Total des transferts du département 10		5.196.635		4.687.255	
11/12 – Ministère de l'Éducation nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.137	75.000	38.000	113.000	38.000	113.000
art. 11.138	6.958.000	284.000	7.242.000	284.000	7.242.000*)
art. 12.000	200.000	645.000	845.000	467.600	667.600
art. 12.020	112.000	70.000	182.000	36.960	148.960
art. 12.120	7.200.000	1.491.000	8.691.000	1.490.080	8.690.080
art. 12.140	1.500.000	138.000	1.638.000	137.834	1.637.834
art. 12.306	200.000	12.000	212.000	11.933	211.933
art. 12.308	125.000	2.500	127.500	2.448	127.448
art. 34.061	880.000	18.000	898.000	17.569	897.569
art. 35.040	7.810.000	78.000	7.888.000	77.488	7.887.488
art. 74.041	92.500.000	2.350.000	94.850.000	2.332.259	94.832.259
art. 74.060	11.340.000	669.000	12.009.000	616.009	11.956.009
Total section		5.795.500		5.512.180	
<i>Section 11.1</i>					
art. 12.050	625.000	70.000	695.000	59.331	684.331
art. 35.060	35.000	1.000	36.000	960	35.960
Total section		71.000		60.291	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.2</i>					
art. 12.190	3.199.000	1.325.296	4.524.296	1.240.574	4.439.574
art. 12.220	20.513.000	428.449	20.941.449	427.458	20.940.458
art. 12.300	627.000	102.097	729.097	102.097	729.097
Total section		1.855.842		1.770.129	
<i>Section 11.3</i>					
art. 12.040	1.662.000	235.000	1.897.000	104.614	1.766.614
art. 12.050	750.000	100.000	850.000	97.167	847.167
art. 12.141	176.000	20.000	196.000	8.618	184.618
art. 34.061	18.250.000	1.000.000	19.250.000	945.955	19.195.955
Total section		1.355.000		1.156.354	
<i>Section 11.5</i>					
art. 12.080	2.239.000	83.000	2.322.000	82.254	2.321.254
Total section		83.000		82.254	
<i>Section 11.6</i>					
art. 12.120	300.000	260.000	560.000	260.000	560.000
art. 33.001	5.000.000	5.000.000	10.000.000	4.997.789	9.997.789
art. 33.011	75.000.000	32.630.000	107.630.000	32.630.000	107.630.000
art. 34.070	100.000	70.000	170.000	70.000	170.000
art. 35.020	290.000	70.000	360.000	64.089	354.089
Total section		38.030.000		38.021.878	
<i>Section 11.8</i>					
art. 12.020	190.000	30.000	220.000	26.180	216.180
art. 12.080	575.000	60.000	635.000	59.280	634.280
art. 12.303	400.000	37.000	437.000	37.000	437.000*)
Total section		127.000		122.460	
<i>Section 12.0</i>					
art. 11.150	7.890.000	183.000	8.073.000	182.451	8.072.451
art. 12.253	910.000	170.000	1.080.000	122.131	1.032.131
art. 12.256	330.000	1.000	331.000	186	330.186
art. 12.265	740.000	46.000	786.000	45.692	785.692
art. 12.273	1.865.000	185.000	2.050.000	176.569	2.041.569
art. 12.275	908.000	6.000	914.000	5.126	913.126
art. 12.276	350.000	32.000	382.000	31.843	381.843
art. 12.279	810.000	95.000	905.000	94.535	904.535
art. 12.301	1.150.000	165.000	1.315.000	164.086	1.314.086
art. 32.010	1.280.000	211.000	1.491.000	201.395	1.481.395
Total section		1.094.000		1.024.014	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.133	7.700.000	594.000	8.294.000	593.144	8.293.144
Total section		594.000		593.144	
<i>Section 12.4</i>					
art. 12.253	3.375.000	73.000	3.448.000	72.762	3.447.762
Total section		73.000		72.762	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.5</i>					
art. 12.253	7.800.000	38.000	7.838.000	37.795	7.837.795
art. 12.254	5.705.000	20.000	5.725.000	19.622	5.724.622
art. 12.255	4.532.000	3.000	4.535.000	1.868	4.533.868
art. 12.256	9.778.000	55.000	9.833.000	54.625	9.832.625
art. 12.259	4.322.000	30.000	4.352.000	28.818	4.350.818
art. 12.260	6.198.000	555.000	6.753.000	549.088	6.747.088
art. 12.262	3.704.000	13.000	3.717.000	11.108	3.715.108
art. 12.263	4.000.000	700.000	4.700.000	671.488	4.671.488
art. 43.000	36.237.000	1.773.000	38.010.000	1.425.658	37.662.658
Total section		3.187.000		2.800.070	
<i>Section 12.6</i>					
art. 12.010	2.220.000	103.000	2.323.000	102.864	2.322.864
art. 12.300	3.180.000	1.887.985	5.067.985	1.887.769	5.067.769
art. 74.250	7.000.000	175.400	7.175.400	175.400	7.175.400
Total section		2.166.385		2.166.033	
<i>Section 12.7</i>					
art. 11.132	4.257.000	745.000	5.002.000	740.535	4.997.535
art. 11.133	3.960.000	1.680.000	5.640.000	1.612.329	5.572.329
art. 12.003	3.500.000	1.220.000	4.720.000	1.212.811	4.712.811
art. 12.250	4.600.000	797.000	5.397.000	796.684	5.396.684
Total section		797.000		796.684	
<i>Section 12.8</i>					
art. 74.300	550.000	134.000	684.000	129.151	679.151
Total section		134.000		129.151	
<i>Section 12.9</i>					
art. 11.100	96.000	9.000	105.000	8.750	104.750
art. 12.010	100.000	25.000	125.000	20.222	120.222
Total section		34.000		28.972	
Total des transferts du département 11/12		55.396.727		54.336.376	
13 – Ministère de la Famille et de la Solidarité					
<i>Section 13.0</i>					
art. 12.010	115.000	32.679	147.679	32.679	147.679
art. 12.060	117.000	26.031	143.031	26.031	143.031
Total section		58.710		58.710	
<i>Section 13.1</i>					
art. 12.010	430.000	17.723	447.723	17.723	447.723
art. 33.014	2.300.000	1.000.000	3.300.000	950.000	3.250.000
Total section		1.017.723		967.723	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.100	29.000	1.000	30.000	1.000	30.000
art. 11.130	58.000	64.000	122.000	63.500	121.500
art. 12.000	150.000	130.000	280.000	130.000	280.000
Total section		195.000		194.500	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.4</i>					
art. 12.000	11.000	250	11.250	250	11.250
art. 12.040	300.000	36.780	336.780	36.780	336.780
art. 12.060	69.000	1.580	70.580	1.580	70.580
Total section		38.610		38.610	
<i>Section 13.5</i>					
art. 12.050	10.921.000	132.532	11.053.532	132.532	11.053.532
art. 12.140	46.000	8.566	54.566	8.566	54.566
Total section		141.098		141.098	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.131	1.947.000	95.000	2.042.000	94.573	2.041.573
art. 12.011	630.000	68.000	698.000	63.949	693.949
art. 12.251	14.109.000	123.000	14.232.000	122.425	14.231.425
art. 74.040	310.000	382.000	692.000	381.654	691.654
Total section		668.000		662.601	
<i>Section 13.7</i>					
art. 11.100	1.870.000	30.000	1.900.000	29.444	1.899.444
art. 12.010	1.500.000	337.000	1.837.000	336.336	1.836.336
art. 12.250	100.766.000	242.000	101.008.000	86.528	100.852.528
art. 12.310	3.045.000	2.000	3.047.000	1.890	3.046.890
art. 74.040	16.064.000	207.000	16.271.000	206.257	16.270.257
Total section		818.000		660.455	
<i>Section 13.8</i>					
art. 12.002	510.000	91.000	601.000	90.950	600.950
art. 12.010	200.000	50.000	250.000	49.914	249.914
art. 12.100	638.000	16.000	654.000	15.400	653.400
art. 12.150	2.100.000	18.000	2.118.000	18.000	2.118.000*)
art. 12.250	2.556.000	16.000	2.572.000	15.657	2.571.657
art. 74.000	670.000	66.000	736.000	66.000	736.000
Total section		257.000		255.921	
Total des transferts du département 13		3.194.141		2.979.618	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 11.100	730.000	104.797	834.797	104.797	834.797
art. 12.170	500.000	289.174	789.174	289.174	789.174
art. 12.252	640.000	116.973	756.973	116.973	756.973
art. 12.253	599.000	222.804	821.804	222.804	821.804
art. 12.254	728.000	238.321	966.321	238.321	966.321
art. 12.256	2.286.000	343.275	2.629.275	343.275	2.629.275
art. 12.259	358.000	74.283	432.283	74.283	432.283
art. 12.260	300.000	23.507	323.507	23.507	323.507
art. 12.310	50.000	16.601	66.601	16.601	66.601
art. 12.311	12.000.000	307.819	12.307.819	307.819	12.307.819
art. 31.051	3.000.000	228.003	3.228.003	228.003	3.228.003
art. 74.033	150.000	5.133	155.133	5.133	155.133
art. 74.040	100.000	10.000	110.000	10.000	110.000
art. 74.053	100.000	190.000	290.000	174.046	274.046
art. 74.083	100.000	969	100.969	969	100.969
Total section		2.171.659		2.155.705	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.1</i>					
art. 12.020	490.000	62.283	552.283	62.283	552.283
art. 12.050	3.650.000	291.847	3.941.847	272.640	3.922.640
art. 12.161	8.050.000	1.039.815	9.089.815	987.260	9.037.260
art. 12.302	1.300.000	33.485	1.333.485	33.485	1.333.485
Total section		1.427.430		1.355.668	
<i>Section 14.2</i>					
art. 12.011	230.000	151.824	381.824	151.824	381.824
art. 12.140	14.300.000	204.000	14.504.000	203.809	14.503.809
art. 12.250	895.000	30.719	925.719	30.719	925.719
art. 12.252	1.151.000	172.300	1.323.300	94.300	1.245.300
art. 12.300	5.950.000	887.187	6.837.187	828.614	6.778.614
Total section		1.446.030		1.309.266	
<i>Section 14.3</i>					
art. 12.040	160.000	60.000	220.000	46.832	206.832
art. 12.050	118.000	10.182	128.182	10.182	128.182
art. 12.081	204.000	454.539	658.539	454.539	658.539
Total section		524.721		511.553	
<i>Section 14.4</i>					
art. 12.020	610.000	80.951	690.951	80.951	690.951
art. 12.040	945.000	151.996	1.096.996	151.996	1.096.996
art. 12.050	2.061.000	222.073	2.283.073	222.073	2.283.073
art. 12.080	37.075.000	1.923.901	38.998.901	1.923.901	38.998.901
art. 12.190	350.000	118.512	468.512	118.512	468.512
art. 12.251	4.510.000	87.352	4.597.352	87.352	4.597.352
art. 72.000	2.365.000	62.330	2.427.330	62.330	2.427.330
art. 74.000	2.400.000	13.561	2.413.561	13.561	2.413.561
Total section		2.660.676		2.660.676	
<i>Section 14.5</i>					
art. 12.250	20.900.000	634.000	21.534.000	632.420	21.532.420
art. 12.251	15.706.000	472.000	16.178.000	469.432	16.175.432
Total section		1.106.000		1.101.852	
<i>Section 14.7</i>					
art. 12.010	5.000	1.034	6.034	1.034	6.034
art. 34.001	420.000	6.920	426.920	6.920	426.920
Total section		7.954		7.954	
Total des transferts du département 14		9.344.470		9.102.674	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.0</i>					
art. 12.012	2.700.000	46.000	2.746.000	45.342	2.745.342
art. 12.020	65.000	11.000	76.000	10.630	75.630
art. 12.315	6.500.000	699.000	7.199.000	698.247	7.198.247
art. 35.020	2.000.000	250.000	2.250.000	249.645	2.249.645
art. 35.060	6.290.000	553.000	6.843.000	552.728	6.842.728
Total section		1.559.000		1.556.592	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 15.1</i>					
art. 12.020	1.070.000	176.000	1.246.000	175.889	1.245.889
art. 12.040	1.600.000	223.000	1.823.000	222.027	1.822.027
art. 12.050	1.730.000	229.000	1.959.000	228.602	1.958.602
art. 12.070	195.000	16.000	211.000	15.218	210.218
art. 12.120	6.000.000	548.000	6.548.000	547.878	6.547.878
art. 12.160	8.500.000	402.000	8.902.000	401.165	8.901.165
art. 12.302	10.000.000	673.000	10.673.000	627.582	10.627.582
art. 53.010	2.700.000	3.574.000	6.274.000	3.573.191	6.273.191
art. 74.010	450.000	10.000	460.000	10.000	460.000
Total section		5.851.000		5.801.552	
<i>Section 15.2</i>					
art. 12.000	83.000	16.000	99.000	15.255	98.255
art. 12.010	1.450.000	59.000	1.509.000	58.582	1.508.582
art. 12.011	40.000	2.000	42.000	1.146	41.146
art. 12.020	3.000.000	42.000	3.042.000	41.356	3.041.356
art. 12.021	4.700.000	454.000	5.154.000	453.045	5.153.045
art. 12.301	36.500.000	500.000	37.000.000	463.251	36.963.251
art. 74.040	525.000	143.000	668.000	141.389	666.389
Total section		1.216.000		1.174.024	
Total des transferts du département 15		8.626.000		8.532.168	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.0</i>					
art. 11.090	1.085.000	240	1.085.240	240	1.085.240*)
art. 12.020	75.000	3.607	78.607	3.607	78.607
art. 12.041	425.000	89.876	514.876	89.876	514.876
art. 12.080	405.000	40.000	445.000	38.724	443.724
art. 12.120	95.000	225.000	320.000	225.000	320.000
art. 41.000	290.000	241	290.241	241	290.241
Total section		358.964		357.688	
<i>Section 16.1</i>					
art. 11.100	52.000	6.539	58.539	6.539	58.539
art. 11.130	133.000	5.128	138.128	5.128	138.128
art. 12.040	2.400.000	293.829	2.693.829	293.829	2.693.829
Total section		305.496		305.496	
<i>Section 16.2</i>					
art. 12.010	220.000	6.000	226.000	4.990	224.990
art. 12.020	675.000	127.200	802.200	127.127	802.127
art. 12.040	1.550.000	170.000	1.720.000	164.133	1.714.133
art. 12.050	1.500.000	75.366	1.575.366	58.398	1.558.398
art. 12.090	7.084.000	99.455	7.183.455	98.329	7.182.329
art. 12.121	300.000	385.650	685.650	385.650	685.650
art. 74.040	1.000.000	626.345	1.626.345	620.328	1.620.328
Total section		1.490.016		1.458.955	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 16.3</i>					
art. 12.000	210.000	116.000	326.000	115.490	325.490
Total section		116.000		115.490	
Total des transferts du département 16		2.270.476		2.237.629	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.0</i>					
art. 12.120	605.000	45.000	650.000	45.000	650.000*)
Total section		45.000		45.000	
<i>Section 17.1</i>					
art. 12.000	85.000	121.575	206.575	121.575	206.575
art. 12.020	63.000	5.000	68.000	4.179	67.179
art. 12.070	2.400.000	40.000	2.440.000	–	2.388.529
art. 12.131	5.000	50.000	55.000	50.000	55.000*)
art. 74.060	100.000	2.000	102.000	1.634	101.634
Total section		218.575		177.388	
<i>Section 17.2</i>					
art. 12.001	9.527.000	2.920	9.529.920	2.920	9.529.920
art. 12.040	580.000	33.971	613.971	29.721	609.721
art. 12.050	216.000	1.797	217.797	1.797	217.797
art. 12.160	100.000	124.352	224.352	124.352	224.352
art. 74.080	283.000	37.336	320.336	37.336	320.336
Total section		200.376		196.126	
<i>Section 17.3</i>					
art. 12.010	30.000	8.400	38.400	8.400	38.400
art. 12.040	220.000	64.852	284.852	64.852	284.852
art. 12.080	200.000	16.512	216.512	16.512	216.512
art. 12.150	3.000.000	260.585	3.260.585	260.585	3.260.585*)
Total section		350.349		350.349	
<i>Section 17.6</i>					
art. 12.040	211.000	46.000	257.000	45.024	256.024
art. 12.050	392.000	51.000	443.000	50.710	442.710
art. 12.110	5.000	3.500	8.500	3.064	8.064
Total section		100.500		98.798	
<i>Section 18.4</i>					
art. 12.080	5.997.000	38.716	6.035.716	38.716	6.035.716
art. 12.301	10.000.000	1.254.231	11.254.231	1.254.231	11.254.231*)
Total section		1.292.947		1.292.947	
<i>Section 18.5</i>					
art. 12.020	60.000	7.970	67.970	7.970	67.970
art. 12.080	6.600.000	170.803	6.770.803	170.803	6.770.803
art. 12.110	550.000	18.367	568.367	18.367	568.367*)
art. 12.140	50.000	13.468	63.468	13.468	63.468
art. 74.080	200.000	9.981	209.981	9.981	209.981
Total section		220.589		220.589	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 18.6</i>					
art. 12.010	25.000	7.403	32.403	7.403	32.403
art. 12.060	86.000	31.950	117.950	31.950	117.950
art. 12.130	7.000	12.033	19.033	12.033	19.033
art. 12.140	12.000	1.641	13.641	1.641	13.641
Total section		53.027		53.027	
<i>Section 18.7</i>					
art. 74.080	20.000	32.497	52.497	32.497	52.497
Total section		32.497		32.497	
<i>Section 18.8</i>					
art. 11.020	2.000	30.168	32.168	30.168	32.168
art. 11.030	557.000	12.394	569.394	12.394	569.394
art. 12.110	882.000	359.664	1.241.664	359.664	1.241.664
art. 12.140	13.000	852	13.852	852	13.852
Total section		403.078		403.078	
Total des transferts du département 17/18		2.916.938		2.869.799	
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural					
<i>Section 19.0</i>					
art. 11.060	2.872.000	13.068	2.885.068	13.068	2.885.068
art. 12.010	10.000	35.000	45.000	31.329	41.329
art. 12.012	3.800.000	656.300	4.456.300	656.226	4.456.226
art. 12.300	380.000	19.232	399.232	19.232	399.232
art. 74.010	80.000	170.470	250.470	170.470	250.470
art. 74.050	2.000.000	116.583	2.116.583	116.583	2.116.583
Total section		1.010.653		1.006.908	
<i>Section 19.2</i>					
art. 12.040	2.100.000	611.900	2.711.900	611.814	2.711.814
art. 12.050	2.166.000	203.000	2.369.000	202.128	2.368.128
art. 12.070	1.400.000	10.000	1.410.000	9.666	1.409.666
art. 12.080	2.662.000	240.000	2.902.000	239.752	2.901.752
art. 12.140	50.000	4.000	54.000	3.900	53.900
art. 21.160	3.100.000	456.177	3.556.177	456.177	3.556.177
art. 33.025	500.000	38.543	538.543	28.543	528.543
art. 43.001	20.000.000	1.000.000	21.000.000	915.140	20.915.140
art. 74.040	3.050.000	455.000	3.505.000	369.336	3.419.336
Total section		3.018.620		2.836.456	
<i>Section 19.4</i>					
art. 12.010	500.000	28.000	528.000	21.950	521.950
art. 12.080	991.000	5.000	996.000	4.738	995.738
Total section		33.000		26.688	
<i>Section 19.5</i>					
art. 12.081	165.000	7.000	172.000	6.122	171.122
art. 12.190	50.000	24.000	74.000	23.643	73.643
Total section		31.000		29.765	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 19.6</i>					
art. 12.040	340.000	25.000	365.000	23.605	363.605
art. 12.050	250.000	68.000	318.000	65.236	315.236
art. 12.060	69.000	7.744	76.744	7.744	76.744
art. 12.190	2.350.000	386.000	2.736.000	330.898	2.680.898
art. 43.000	600.000	1.022.000	1.622.000	1.021.473	1.621.473
art. 74.040	1.684.000	195.000	1.879.000	191.195	1.875.195
Total section		1.703.744		1.640.151	
<i>Section 19.7</i>					
art. 12.120	7.650.000	200.000	7.850.000	–	7.332.757
art. 33.011	500.000	7.000	507.000	6.979	506.979
art. 73.010	12.000.000	145.000	12.145.000	96.775	12.096.775
Total section		352.000		103.754	
Total des transferts du département 19		6.149.017		5.643.722	
20 – Ministère de l'Économie					
<i>Section 20.0</i>					
art. 12.010	85.000	5.405	90.405	5.405	90.405
art. 12.020	224.000	43.546	267.546	43.546	267.546
art. 12.040	370.000	11.065	381.065	11.065	381.065
art. 12.300	378.000	29.538	407.538	27.257	405.257
art. 31.055	2.800.000	4.400	2.804.400	4.400	2.804.400
Total section		93.954		91.673	
<i>Section 20.1</i>					
art. 12.000	45.000	2.000	47.000	1.500	46.500
art. 12.020	2.100.000	55.000	2.155.000	36.323	2.136.323
art. 12.050	3.700.000	151.000	3.851.000	149.981	3.849.981
art. 12.080	4.550.000	100.000	4.650.000	99.684	4.649.684
art. 74.060	750.000	460.000	1.210.000	457.652	1.207.652
Total section		768.000		745.140	
Total des transferts du département 20		861.954		836.813	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 12.012	650.000	80.000	730.000	79.634	729.634
Total section		80.000		79.634	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.140	1.750.000	70.000	1.820.000	69.754	1.819.754
art. 12.141	6.200.000	55.000	6.255.000	53.851	6.253.851
art. 12.302	5.100.000	350.000	5.450.000	350.000	5.450.000*)
art. 12.303	6.200.000	450.000	6.650.000	387.703	6.587.703
art. 74.080	450.000	32.892	482.892	32.446	482.446
art. 81.030	8.000.000	168.440	8.168.440	168.440	8.168.440*)
Total section		1.126.332		1.062.194	
Total des transferts du département 21		1.206.332		1.141.828	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.0</i>					
art. 11.130	50.000	27.102	77.102	27.102	77.102
art. 12.000	20.000	18.551	38.551	18.551	38.551
art. 12.010	5.000	206.000	211.000	202.078	207.078
art. 12.040	100.000	30.000	130.000	17.321	117.321
Total section		281.653		265.052	
<i>Section 22.1</i>					
art. 11.130	10.000	20.000	30.000	12.400	22.400
art. 12.010	18.000	40.000	58.000	24.742	42.742
art. 12.020	110.000	30.000	140.000	28.200	138.200
art. 12.040	830.000	10.000	840.000	3.905	833.905
art. 12.041	4.000.000	180.000	4.180.000	175.517	4.175.517
Total section		280.000		244.764	
Total des transferts du département 22		561.653		509.816	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.1</i>					
art. 11.130	430.000	181.500	611.500	181.500	611.500
art. 12.000	110.000	1.400	111.400	1.400	111.400
art. 12.010	800.000	42.683	842.683	42.683	842.683
art. 12.300	56.000	14.610	70.610	14.610	70.610
Total section		240.193		240.193	
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.020	380.000	11.000	391.000	10.813	390.813
Total section		11.000		10.813	
<i>Section 23.4</i>					
art. 12.050	400.000	12.000	412.000	–	399.938
Total section		12.000		0	
<i>Section 23.5</i>					
art. 12.040	77.000	20.023	97.023	20.023	97.023
Total section		20.023		20.023	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.150	600.000	137.347	737.347	137.347	737.347
art. 12.020	4.400.000	3.319	4.403.319	3.319	4.403.319
art. 12.040	1.475.000	40.000	1.515.000	26.544	1.501.544
art. 12.340	26.157.000	454.568	26.611.568	454.568	26.611.568*)
art. 12.350	6.800.000	150.875	6.950.875	150.875	6.950.875
art. 74.500	8.714.000	321.550	9.035.550	321.550	9.035.550
Total section		1.107.659		1.094.203	
<i>Section 23.7</i>					
art. 12.020	3.600.000	40.091	3.640.091	40.091	3.640.091
Total section		40.091		40.091	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 23.8</i>					
art. 12.040	650.000	60.000	710.000	40.165	690.165
art. 12.050	60.000	12.000	72.000	11.118	71.118
art. 12.120	9.900.000	45.000	9.945.000	44.306	9.944.306
Total section		117.000		95.589	
Total des transferts du département 23					
		1.547.966		1.500.912	
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 12.012	1.100.000	380.006	1.480.006	380.006	1.480.006
art. 12.080	730.000	7.000	737.000	6.376	736.376
Total section		387.006		386.382	
<i>Section 24.2</i>					
art. 12.010	70.000	27.000	97.000	26.206	96.206
Total section		27.000		26.206	
Total des transferts du département 24					
		414.006		412.588	
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.040	225.000	23.000	248.000	18.381	243.381
Total section		23.000		18.381	
<i>Section 25.1</i>					
art. 12.080	27.850.000	400.000	28.250.000	369.538	28.219.538
art. 11.630	2.500.000	35.500	2.535.500	35.340	2.535.340
Total section		435.500		404.878	
<i>Section 25.2</i>					
art. 74.041	38.000.000	7.000.000	45.000.000	6.985.371	44.985.371
Total section		7.000.000		6.985.371	
<i>Section 25.3</i>					
art. 12.040	1.600.000	59.000	1.659.000	58.629	1.658.629
art. 12.050	2.100.000	7.000	2.107.000	6.404	2.106.404
art. 74.000	3.980.000	25.000	4.005.000	24.560	4.004.560
Total section		91.000		89.593	
<i>Section 25.5</i>					
art. 72.020	98.000.000	3.423.000	101.423.000	1.994.421	99.994.421
art. 72.031	48.000.000	2.000.000	50.000.000	1.348.699	49.348.699
art. 72.032	23.500.000	3.000.000	26.500.000	3.000.000	26.500.000
art. 74.090	46.700.000	1.750.000	48.450.000	1.724.052	48.424.052
Total section		10.173.000		8.067.172	
Total des transferts du département 25					
		17.722.500		15.565.395	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 12.012	150.000	31.691	181.691	29.481	179.481
art. 12.300	1.750.000	2.209.484	3.959.484	2.209.484	3.959.484
art. 35.060	120.000	916	120.916	916	120.916
art. 74.010	500.000	126.750	626.750	126.750	626.750
art. 74.040	200.000	242.797	442.797	242.797	442.797
Total section		2.611.638		2.609.428	
Total des transferts du département 26		2.611.638		2.609.428	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.0</i>					
art. 12.010	30.000	18.000	48.000	17.087	47.087
art. 12.040	140.000	20.000	160.000	19.803	159.803
art. 12.120	200.000	27.000	227.000	26.922	226.922
art. 12.140	250.000	12.000	262.000	11.253	261.253
art. 74.040	30.000	7.000	37.000	6.499	36.499
Total section		84.000		81.564	
<i>Section 27.1</i>					
art. 12.000	1.700.000	2.610.000	4.310.000	2.564.610	4.264.610
art. 12.020	300.000	93.000	393.000	92.529	392.529
art. 12.040	650.000	31.000	681.000	30.799	680.799
art. 12.050	560.000	165.000	725.000	164.538	724.538
art. 12.140	500.000	158.000	658.000	157.859	657.859
art. 12.170	460.000	36.000	496.000	35.169	495.169
art. 74.040	2.400.000	17.000	2.417.000	16.879	2.416.879
Total section		3.110.000		3.062.383	
Total des transferts du département 27		3.194.000		3.143.947	
28 – Ministère de l'Aménagement du Territoire					
<i>Section 28.0</i>					
art. 12.012	530.000	240.000	770.000	239.548	769.548
art. 12.040	480.000	170.000	650.000	148.514	628.514
art. 12.190	700.000	5.000	705.000	4.941	704.941
art. 35.060	100.000	62.000	162.000	61.349	161.349
art. 74.050	200.000	154.000	354.000	153.926	353.926
Total section		631.000		608.278	
Total des transferts du département 28		631.000		608.278	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
29 – Ministère de la Promotion féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 11.130	110.000	14.000	124.000	14.000	124.000
art. 12.000	80.000	15.000	95.000	14.250	94.250
art. 12.301	1.061.000	500.000	1.561.000	500.000	1.561.000*)
Total section		529.000		528.250	
Total des transferts du département 29		529.000		528.250	
Total des transferts du budget des dépenses ordinaires		173.161.885		161.273.519	

*) s'y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) dépassement(s) de crédit.

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
39 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 39.0</i>					
art. 63.000	175.000.000	15.000.000	190.000.000	15.000.000	190.000.000
Total section		15.000.000		15.000.000	
Total des transferts du département 39		15.000.000		15.000.000	
51 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 51.1</i>					
art. 32.000	2.000.000	4.450.000	6.450.000	3.531.123	5.531.123
art. 51.040	50.000.000	4.162.000	54.162.000	4.162.000	54.162.000
art. 52.000	8.000.000	9.900.000	17.900.000	9.776.412	17.776.412
art. 52.001	1.500.000	1.230.000	2.730.000	1.012.282	2.512.282
art. 52.002	2.000.000	1.450.000	3.450.000	1.450.000	3.450.000
art. 63.000	107.470.000	5.977.942	113.447.942	5.977.792	113.447.792
Total section		27.169.942		25.909.609	
Total des transferts du département 51		27.169.942		25.909.609	
Total des transferts du budget des dépenses extraordinaires		42.169.942		40.909.609	
Total général des transferts		215.331.827		202.183.128	

Annexe 6

**RAPPORT DE LA CHAMBRE DES COMPTES
SUR LES COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 1997**

TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
I. Les transferts	54
II. Les crédits non limitatifs.....	72
III. Les restants d'exercices antérieurs	97
IV. Les ordonnances provisoires.....	99
V. Les comptables extraordinaires.....	100
VI. Les marchés publics.....	103
VII. L'ordonnement.....	113
VIII. Les frais de route et de séjour	118
IX. Remarque finale	121

*

No 3195 du journal

Luxembourg, le 17 novembre 1999

A Monsieur le Ministre des Finances
3, rue de la Congrégation
L-2931 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre dépêche du 28 mai 1999, présentée à la Chambre des comptes le 2 juin 1999, nous avons l'honneur de vous renvoyer sous ce pli les documents relatifs au compte général de l'exercice 1997, à savoir:

- 1) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat;
- 2) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat;
- 3) les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Conformément aux prescriptions de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, les comptes sous 3) ont été dûment arrêtés par la Chambre des comptes.

En ce qui concerne les comptes sous 1) et sous 2), les écritures ont été trouvées conformes aux inscriptions des fiches et livres de comptabilité de notre Chambre ainsi qu'aux arrêts rendus sur les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Les recettes sont justifiées par les quittances de versement des receveurs, les dépenses par les quittances des parties prenantes. Toutes ces quittances sont déposées aux archives de la Chambre des comptes.

Le compte général de l'exercice 1997 s'établit comme suit:

A.– Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I.	Recettes effectives du budget de l'exercice 1997	182.132.362.204.–
II.	Dépenses effectives du budget de l'exercice 1997	176.857.703.850.–
III.	Excédent de recettes du budget de l'exercice 1997	5.274.658.354.–
IV.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1996	8.053.626.189.–
V.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1997	13.328.284.543.–

*B.– Recettes et dépenses pour ordre **

I.	Recettes pour ordre	89.791.474.891.–
II.	Dépenses pour ordre	89.932.112.723.–
III.	Excédent de dépenses	140.637.832.–

* La différence entre recettes et dépenses pour ordre fait l'objet de notes dans le document sur le compte général de l'Etat 1997 élaboré par la Trésorerie de l'Etat.

C.– Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat

I.	Recettes, y compris une somme de 44.575.451.340 francs restée disponible à la clôture de l'exercice 1996	98.926.229.025.–
II.	Dépenses effectives	38.427.515.302.–
III.	Excédent de recettes	60.498.713.723.–

En exécution de l'article 7 de la loi du 19 février 1931 concernant l'organisation de la Chambre des comptes et de la Recettes générale et de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, la Chambre des comptes présente ci-après un certain nombre d'observations d'ordre général lesquelles, au voeu de l'article 59 de la loi du 27 juillet 1936 sur la comptabilité de l'Etat, sont à communiquer à la Chambre des députés, conjointement avec le compte général, afin de permettre le contrôle parlementaire en matière financière et budgétaire.

*

I. LES TRANSFERTS

D'après l'article 105 de la Constitution les membres du Gouvernement peuvent opérer, dans leurs services, des transferts d'excédents de crédit d'un article à l'autre dans la même section à charge d'en justifier devant la Chambre des députés. Cette possibilité constitutionnelle de modifier dans une même section des crédits est une dérogation au principe de la spécialité budgétaire.

L'étendue de la liberté ainsi créée est cependant limitée par la loi budgétaire qui prévoit chaque année d'abord un relevé détaillé des interdictions et ensuite une procédure très étoffée de motivation et d'information.

Le **Tableau 1** du présent rapport montre le développement de la pratique du système des transferts d'une année à l'autre.

Au cours de l'exercice budgétaire 1997, 786 transferts ont été effectués pour un total de 217.185.692 francs.

Tableau 1

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de transferts</i>	<i>Montant total en francs</i>
1988	365	55.135.714
1989	418	73.112.062
1990	451	71.213.670
1991	603	84.717.918
1992	668	109.857.398
1993	710	108.827.334
1994	740	146.767.711
1995	756	202.162.830
1996	824	257.233.460
1997	786	217.185.692

Le montant des majorations de crédit par voie de transfert ne s'élève qu'à 213.828.227 francs, puisqu'un certain nombre de transferts se sont trouvés annulés par le fait d'opérations successives ou subséquentes.

Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 194.407.197 francs.

Tous les arrêtés de transfert ont été contrôlés par la Chambre des comptes. Les arrêtés étaient conformes aux dispositions légales et constitutionnelles, à l'exception de 4 arrêtés de transfert qui n'étaient pas conformes aux dispositions de la loi budgétaire. La Chambre des comptes a renvoyé dans 11 cas des arrêtés avec l'observation qu'il y a lieu de présenter une copie certifiée conforme des arrêtés de transfert.

Comme dans le passé, de très nombreuses justifications de décisions de transfert manquaient de clarté. Elles étaient rédigées en termes généraux qui ne permettaient pas une appréciation complète des causes et nécessités existantes en l'espèce. Dans de nombreux arrêtés il était simplement indiqué que tel crédit accusait un excédent, que tel autre crédit était insuffisant.

Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 1997 la Chambre des comptes énumère les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert (**Tableau 2**). Ensuite elle présente les articles du budget qui ont fait l'objet de transferts égaux ou supérieurs à 1 million de francs en les regroupant dans le **Tableau 3** „Les crédits surestimés“ et le **Tableau 4** „Les crédits sous-estimés“. Elle mentionne finalement dans le **Tableau 5** quelques crédits dont le montant a été transféré presque intégralement à d'autres articles.

Tableau 2: Les crédits destinés à l'acquisition de biens d'investissements

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Dépassement
00.5.74.051	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT Section 00.5 – Centre de télécommunications et d'alerte Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	9.819.000	670.000	10.436.910	617.910
01.1.74.070	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	1.000.000	184.000	1.184.000	184.000
02.5.74.070	02 – MINISTÈRE DE LA CULTURE Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel Acquisition de collections et de documents photographiques; acquisition de documents cinématographiques. (Sans distinction d'exercice)	1.500.000	150.000	1.616.263	116.263
03.3.74.040	03 – MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.3 – Institut de formation administrative Acquisition d'équipements spéciaux	260.000	155.000	404.500	144.500
04.3.74.020	04 – MINISTÈRE DES FINANCES Section 04.3 – Douanes et accises Acquisition d'installations de télécommunications.....	800.000	840.000	1.633.277	833.277
08.1.74.000	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE Section 08.1 – Armée Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice)	94.000.000	2.300.000	95.236.689	1.236.689
10.0.74.070	10 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS Section 10.0 – Dépenses générales Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel	250.000	103.000	352.637	102.637

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques	92.500.000	2.350.000	94.832.259	2.332.259
11.0.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	11.340.000	669.000	11.956.009	616.009
	Section 12.6 – Service de la formation professionnelle				
12.6.74.250	Installation et équipements des ateliers: acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers.....	7.000.000	175.400	7.175.400	175.400
	Section 12.8 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques				
12.8.74.300	Acquisition de matériel didactique dans l'intérêt du service de prêt pour la formation „éveil aux sciences“	550.000	134.000	679.151	129.151
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.6 – Centre du Rham				
13.6.74.040	Etablissement pour adultes: acquisition d'équipements spéciaux	310.000	382.000	691.654	381.654
	Section 13.7 – Service d'action sociofamiliale – Personnes âgées				
13.7.74.040	Centres intégrés de l'Etat pour personnes âgées: acquisition d'équipements spéciaux ..	16.064.000	207.000	16.270.257	206.257
	14 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.0 – Direction de la santé				
14.0.74.053	Service des statistiques sanitaires: acquisition d'équipements informatiques	100.000	190.000	274.046	174.046
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.2 – Administration des eaux et forêts				
15.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	525.000	143.000	666.389	141.389
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI				
	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines				
16.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.000.000	626.345	1.620.328	620.328

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.0 – Agriculture – Dépenses générales				
19.0.74.010	Acquisition de machines de bureau	80.000	170.470	250.470	170.470
19.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	2.000.000	116.583	2.116.583	116.583
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	3.050.000	455.000	3.419.336	369.336
	Section 19.6 – Viticulture				
19.6.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.684.000	195.000	1.875.195	191.195
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)				
20.1.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	750.000	460.000	1.207.652	457.652
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg				
	Restants d'exercices antérieurs				
23.6.74.500	Acquisition de véhicules automoteurs.....	8.714.000	321.550	9.035.550	321.550
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres				
25.2.74.041	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisition d'équipements (Sans distinction d'exercice)	38.000.000	7.000.000	44.985.371	6.985.371
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.74.090	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. (Sans distinction d'exercice)	46.700.000	1.750.000	48.424.052	1.724.052
	26 – MINISTERE DU LOGEMENT				

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 26.0 – Logement				
26.0.74.010	Acquisition de machines de bureau	500.000	126.750	626.750	126.750
26.0.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	242.797	442.797	242.797
	28 – MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
	Section 28.0 – Aménagement du territoire				
28.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	200.000	154.000	353.926	153.926

Tableau 3: Les crédits surestimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	00 – MINISTERE D'ETAT				
	Section 00.5 – Centre de télécommunications et d'alerte				
00.5.12.061	Location et entretien des installations de télécommunications pour les autres administrations	4.828.000	- 1.005.000	3.822.150	1.005.850
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.12.300	Animation socioculturelle: dépenses diverses.....	4.200.000	- 1.706.145	2.275.132	1.924.868
02.0.33.011	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides	12.000.000	- 2.683.000	9.316.361	2.683.639
02.0.43.000	Animation socioculturelle: conventions avec les communes	13.000.000	- 2.700.000	8.212.912	4.787.088
02.0.63.040	Musées régionaux: subsides	2.000.000	- 1.450.000	550.000	1.450.000
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.52.000	Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises	14.500.000	- 2.206.000	12.294.000	2.206.000
	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 03.3 – Institut de formation administrative				
03.3.11.130	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	6.626.000	- 2.724.000	3.876.926	2.749.074
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.11.141	Frais d'alimentation	31.000.000	- 1.000.000	29.619.602	1.380.398
08.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	8.110.000	- 2.217.000	5.508.290	2.601.710
08.1.12.352	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger. (Sans distinction d'exercice).....	6.400.000	- 1.560.000	4.439.063	1.960.937
08.1.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice).	10.070.000	- 1.350.000	3.529.574	6.540.426

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
08.2.12.340	Section 08.2 – Gendarmerie Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radioélectrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé.....	34.270.000	- 2.770.000	31.407.084	2.862.916
08.2.12.350	Acquisition de munitions.....	4.200.000	- 2.450.000	1.713.956	2.486.044
11.0.12.121	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Section 11.0 – Dépenses générales Frais d'experts et d'études.....	2.160.000	- 2.160.000	0	2.160.000
11.0.32.010	Participation financière de l'Etat à la formation de pilotes professionnels.....	3.347.000	- 1.600.000	0	3.347.000
11.3.34.060	Section 11.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire Subsides extraordinaires à des élèves de familles nécessiteuses fréquentant les enseignements primaire et postprimaire à l'étranger	4.500.000	- 1.000.000	3.299.152	1.200.848
11.6.33.000	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée Contributions financières à divers centres de recherche publiques dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention. (Sans distinction d'exercice).....	136.864.000	- 37.630.000	97.810.000	39.054.000
12.5.12.140	Section 12.5 – Enseignement secondaire technique Frais de publicité, de sensibilisation et d'information dans l'intérêt de l'enseignement secondaire technique	5.000.000	- 3.173.000	686.665	4.313.335
12.6.12.250	Section 12.6 – Service de la formation professionnelle Frais d'exploitation courants	6.192.000	- 1.113.000	5.071.519	1.120.481
12.7.11.131	Section 12.7 – Enseignement universitaire Cours universitaires, cycle court. Indemnités pour prestations de cours. (Sans distinction d'exercice).....	3.749.000	- 2.160.000	1.585.773	2.163.227
12.7.12.001	Cours universitaires, cycle court: indemnités pour prestations de cours. (Sans distinction d'exercice).....	12.030.000	- 1.835.000	10.187.543	1.842.457

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.012	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour non conventionnés.....	2.900.000	- 1.000.000	1.095.000	1.805.000
	14 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.0 – Direction de la santé				
14.0.33.002	Participation aux frais d'un Centre de ressources pour la santé à créer auprès du Centre de recherche public de santé.....	4.150.000	- 1.240.845	0	4.150.000
	Section 14.1 – Laboratoire national de santé				
14.1.12.160	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	63.000.000	- 1.042.961	61.646.903	1.353.097
	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat				
14.4.12.250	Travail thérapeutique des malades; laboratoire; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	6.890.000	- 1.685.821	5.204.179	1.685.821
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.1 – Administration de l'environnement				
15.1.12.313	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau.....	12.000.000	- 2.267.000	5.571.989	6.428.011
15.1.51.041	Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environnement	7.500.000	- 3.574.000	0	7.500.000
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.12.010	Frais de route et de séjour	3.200.000	- 1.168.000	2.029.072	1.170.928
19.2.63.000	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat)	30.000.000	- 1.000.000	28.987.345	1.012.655

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
19.6.63.000	Section 19.6 – Viticulture Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale dans les vignes: élargissement, prolongement, redressement, empiérement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus; frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux) ..	4.000.000	- 1.022.000	2.703.772	1.296.228
25.2.73.016	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 25.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation. (Sans distinction d'exercice)	32.000.000	- 7.000.000	24.840.661	7.159.339
25.5.72.011	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des affaires étrangères. (Sans distinction d'exercice)	17.500.000	- 3.000.000	14.500.000	3.000.000
25.5.72.034	Centre thermal et de santé de Mondorf: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Sans distinction d'exercice).....	14.300.000	- 3.423.000	6.539.098	7.760.902
25.5.74.088	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur. (Sans distinction d'exercice)	4.100.000	- 1.750.000	2.350.000	1.750.000
26.0.12.140	26 – MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME Section 26.0 – Logement et urbanisme Participation à des expositions; organisation de concours et de conférences; confections de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses	2.300.000	- 1.724.297	575.703	1.724.297
27.1.11.130	27 – MINISTERE DE LA JEUNESSE Section 27.1 – Service national de la jeunesse Indemnités pour services extraordinaires	4.111.000	- 2.802.000	1.274.410	2.836.590

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
	39 – MINISTÈRE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.020	Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	15.000.000	- 15.000.000	0	15.000.000
	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 51.1 – Tourisme				
51.1.51.041	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	- 8.372.000	1.628.000	8.372.000
51.1.52.003	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, au syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels.....	10.000.000	- 6.226.251	3.773.749	6.226.251
51.1.53.040	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers	7.000.000	- 1.620.000	5.380.000	1.620.000
51.1.53.041	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers.....	1.000.000	- 1.000.000	0	1.000.000
51.1.53.042	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants.....	5.000.000	- 1.285.271	3.714.729	1.285.271
51.1.63.001	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes.....	15.000.000	- 8.666.420	6.333.580	8.666.420

Tableau 4: Les crédits sous-estimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	00 – MINISTERE D'ETAT				
	Section 00.5 – Centre de télécommunications et d'alerte				
00.5.12.051	Achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications pour les autres administrations	780.000	1.299.000	2.073.822	1.293.822
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger.....	2.900.000	1.223.000	4.064.322	1.164.322
02.0.33.000	Animation socioculturelle: conventions avec des associations.....	12.750.000	3.700.000	15.560.000	2.810.000
02.0.33.010	Subsidés pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres)	35.737.000	4.024.000	39.719.686	3.982.686
	Section 02.1 – Service des sites et monuments				
02.1.43.000	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes	22.000.000	3.186.325	25.186.325	3.186.325
	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 03.3 – Institut de formation administrative				
03.3.12.001	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers.....	1.484.000	1.966.000	3.437.670	1.953.670
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	94.000.000	2.300.000	95.236.689	1.236.689
	Section 08.2 – Gendarmerie				
08.2.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien	21.500.000	2.500.000	23.837.452	2.337.452

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.12.120	Elaboration d'un cahier des charges en vue de la mise en place d'un système informatique intégré.....	7.200.000	1.491.000	8.690.080	1.490.080
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques.	92.500.000	2.350.000	94.832.259	2.332.259
	Section 11.2 – Service de la coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
11.2.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	3.199.000	1.325.296	4.439.574	1.240.574
	Section 11.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
11.3.34.061	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	18.250.000	1.000.000	19.195.955	945.955
	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée				
11.6.33.001	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	5.000.000	5.000.000	9.997.789	4.997.789
11.6.33.011	Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics	75.000.000	32.630.000	107.630.000	32.630.000
	Section 12.5 – Enseignement secondaire technique				
12.5.43.000	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé	36.237.000	1.773.000	37.662.658	1.425.658
	Section 12.6 – Service de la formation professionnelle				
12.6.12.300	Jurys d'examen: fournitures diverses	3.180.000	1.887.985	5.067.769	1.887.769
	Section 12.7 – Enseignement universitaire				
12.7.11.133	Jurys d'examen: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)..	3.960.000	1.680.000	5.572.329	1.612.329
12.7.12.033	Jurys d'examen: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif).....	3.500.000	1.220.000	4.712.811	1.212.811

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.014	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non conventionnées et de services non conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes	2.300.000	1.000.000	3.250.000	950.000
	14 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.1 – Laboratoire national de santé				
14.1.12.161	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge; matériel divers du laboratoire ..	8.050.000	1.039.815	9.037.260	987.260
	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat				
14.4.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien	37.075.000	1.923.901	38.998.901	1.923.901
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.1 – Administration de l'environnement				
15.1.53.010	Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation	2.700.000	3.574.000	6.273.191	3.573.191
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.43.001	Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)	20.000.000	1.000.000	20.915.140	915.140
	Section 19.6 – Viticulture				
19.6.43.000	Chemins d'exploitation communaux et rigoles dans les vignes: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement par rigoles; réfection de ponceaux, dalots, buses, murs; revêtement et consolidation des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)	600.000	1.022.000	1.621.473	1.021.473

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres				
25.2.74.041	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisition d'équipements. (Sans distinction d'exercice)	38.000.000	7.000.000	44.985.371	6.985.371
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.72.020	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. (Sans distinction d'exercice)	98.000.000	2.000.000	99.994.421	1.994.421
25.5.72.031	Bâtiments et services publics: divers travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice)	48.000.000	1.423.000	49.348.699	1.348.699
25.5.72.032	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation d'immeubles loués par l'Etat aux institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	23.500.000	3.000.000	26.500.000	3.000.000
25.5.74.090	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. (Sans distinction d'exercice)	46.700.000	1.750.000	48.424.052	1.724.052
	26 – MINISTERE DU LOGEMENT				
	Section 26.0 – Logement				
26.0.12.300	Centre de consultation pour le logement individuel et familial; frais de fonctionnement; acquisition de matériel didactique; dépenses diverses	1.750.000	2.209.484	3.959.484	2.209.484
	27 – MINISTERE DE LA JEUNESSE				
	Section 27.1 – Service national de la jeunesse				
27.1.12.000	Indemnités pour services de tiers	1.700.000	2.610.000	4.264.610	2.564.610
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.000	Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	175.000.000	15.000.000	190.000.000	15.000.000

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME					
Section 51.1 – Tourisme					
51.1.32.000	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique. (Crédit non limitatif)	2.000.000	4.450.000	5.531.123	3.531.123
51.1.51.040	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la reconstruction, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif	50.000.000	4.162.000	54.162.000	4.162.000
51.1.52.000	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative	8.000.000	9.900.000	17.776.412	9.776.412
51.1.52.001	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux, à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	1.500.000	1.230.000	2.512.282	1.012.282
51.1.52.002	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif	2.000.000	1.450.000	3.450.000	1.450.000
51.1.63.000	Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes	107.470.000	5.977.942	113.447.792	5.977.792

Tableau 5: Tableau des crédits transférés intégralement ou pour une valeur dépassant 90% du crédit voté

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
02.0.33.013	02 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 02.0 – Dépenses générales Décennie mondiale du développement culturel: subsides	300.000	- 300.000	0
04.3.12.190	04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.3 – Douanes et accises Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	700.000	- 686.000	13.681
05.2.12.000	05 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET Section 05.2 – Inspection générale des finances Indemnités pour services de tiers.....	25.000	- 25.000	0
11.0.12.121	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Section 11.0 – Dépenses générales Frais d'experts et d'études	2.160.000	- 2.160.000	0
11.5.35.060	Section 11.5 – Institut d'études éducatives et sociales Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger: subsides.....	80.000	- 80.000	0
11.6.12.191	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques internationales.....	300.000	- 300.000	0
12.7.12.000	Section 12.7 – Enseignement universitaire Centre universitaire: indemnités pour services de tiers.....	285.000	- 270.000	14.100
13.3.12.001	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE Section 13.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers Indemnités pour services de tiers: indemnités pour perte de salaire des membres non fonctionnaires du Conseil National pour étrangers	64.000	- 63.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ			
	Section 14.0 – Direction de la santé			
14.0.12.007	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers	125.000	- 120.000	2.540
14.0.74.011	Ministère de la santé: acquisition de machines de bureau	100.000	- 100.000	0
	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 16.1 – Administration de l'emploi			
16.1.12.150	Frais d'examen médicaux	10.000	- 10.000	0
16.1.12.190	Frais d'inscription et de participation à des stages à l'étranger.....	100.000	- 100.000	0
	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines			
16.2.12.120	Etudes et travaux d'analyses spéciales	400.000	- 400.000	0
16.2.12.304	Frais d'abonnement ou de consultation des bases de données en matière de santé et de sécurité au travail	100.000	- 100.000	0
	17/18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE			
	Section 18.4 – Office des assurances sociales			
18.4.12.190	Stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.....	40.000	- 40.000	0
	Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés			
18.5.12.130	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	75.000	- 75.000	0
	20 – MINISTÈRE DE L'ECONOMIE			
	Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)			
20.1.12.302	Frais d'impression et de documentation en relation avec le système IntraStat.....	100.000	- 100.000	0
	28 – MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
	Section 28.0 – Aménagement du territoire			
28.0.74.060	Acquisition de logements.....	150.000	- 150.000	0

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
39.0.63.020	39 – MINISTÈRE DE L'INTERIEUR Section 39.0 – Finances communales Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	15.000.000	- 15.000.000	0
51.1.53.041	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 51.1 – Tourisme Exécution du cinquième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	- 100.000	0

II. LES CREDITS NON LIMITATIFS

Les crédits non limitatifs sont des crédits dont l'existence est certaine, mais dont le montant global échappe à l'évaluation lors des estimations budgétaires.

En raison de la règle de l'unité budgétaire qui ne permet pas le vote d'un budget complémentaire, les crédits non limitatifs sont l'échappatoire nécessaire à l'égard de dépenses impérieuses, mais dont le plafond n'était pas prévisible lors de l'établissement du budget.

Il n'existe pas de réglementation légale générale des crédits non limitatifs.

Toutefois la loi budgétaire détermine des obligations particulières d'autoriser, de justifier et d'informer et le ministère des Finances et la Chambre des comptes qui effectuent des contrôles systématiques.

Le montant total des **autorisations** de dépassement des crédits non limitatifs de l'exercice 1997 s'élève à 19.224.739.156 francs dont 11.084.437.156 francs pour le budget ordinaire et 8.140.302.000 francs pour le budget extraordinaire.

Le montant total des **liquidations** effectuées sur la base de ces autorisations de dépassement des crédits non limitatifs s'élève à 10.272.499.525 francs pour le budget ordinaire et à 8.088.612.412 francs pour le budget extraordinaire.

Le montant des liquidations effectuées à charge du budget ordinaire et regroupées dans la classification économique sous le code économique 11 „salaires et charges sociales“, s'élève à 2.055.857.023 francs. Pour l'ensemble des autres opérations du budget ordinaire le montant des liquidations s'élève à 8.216.642.502 francs.

La Chambre des comptes signale un certain nombre de dépassements qui résultent d'une sous-estimation permanente (**Tableau 6**) ainsi que les dépassements de plus de 50% du crédit voté (**Tableau 7**). Pour être complet elle indique les dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont la cause réside dans la plus-value de recettes de l'exercice 1997 (**Tableau 8**).

Tableau 6: Choix de crédits sous-estimés de façon permanente

Libellé	Exercice	Article	Crédit voté	Dépenses effectives	
00 - MINISTERE D'ETAT Section 00.3 – Gouvernement Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	00.3.11.130	5.441.000	7.326.957	
	1994	00.3.11.130	5.735.000	8.254.069	
	1995	00.3.11.130	6.536.000	7.417.307	
	1996	00.3.11.130	6.011.000	6.519.409	
	1997	00.3.11.130	6.150.000	7.058.991	
	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	00.3.12.120	7.000.000	31.782.522
		1994	00.3.12.120	11.000.000	17.249.955
		1995	00.3.12.120	3.820.000	17.608.723
		1996	00.3.12.120	5.000.000	30.748.392
		1997	00.3.12.120	15.000.000	44.012.710
	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	00.3.12.350	100.000	2.554.431
		1994	00.3.12.350	50.000	1.374.839
		1995	00.3.12.350	50.000	4.539.057
		1996	00.3.12.350	350.000	1.028.940
		1997	00.3.12.350	350.000	9.061.282
01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux Contributions obligatoires aux divers budgets et autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	01.2.35.030	60.228.000	80.692.093	
	1994	01.2.35.030	64.981.000	86.209.999	
	1995	01.2.35.030	73.072.000	89.175.043	
	1996	01.2.35.030	84.181.000	97.179.445	
	1997	01.2.35.030	83.676.000	104.908.878	

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
02 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 02.0 – Dépenses générales Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	02.0.35.030	6.000.000	6.589.526
	1994	02.0.35.030	6.561.000	7.358.890
	1995	02.0.35.030	7.580.000	7.874.997
	1996	02.0.35.030	7.580.000	8.533.390
	1997	02.0.35.030	7.950.000	9.331.001
03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	03.0.11.150	10.000	226.095
	1994	03.0.11.150	10.000	1.322.146
	1995	03.0.11.150	10.000	1.475.662
	1996	03.0.11.150	10.000	1.377.893
	1997	03.0.11.150	10.000	585.396
04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.0 – Dépenses générales Attributions aux communes d'une partie du produit des amendes et confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	04.6.43.010	10.100.000	10.430.376
	1994	04.6.43.010	10.100.000	14.307.297
	1995	04.6.43.010	10.100.000	16.936.474
	1996	04.0.43.010	10.100.000	22.114.846
	1997	04.0.43.010	12.000.000	20.628.313
Section 04.1 – Contributions directes et métrologie Loyers d'immeubles et autres charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	04.2.12.100	19.071.000	26.133.354
	1994	04.2.12.100	40.852.000	42.546.157
	1995	04.2.12.100	43.143.000	44.566.280
	1996	04.1.12.100	43.180.000	43.530.681
	1997	04.1.12.100	30.556.000	36.109.199
Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	04.2.12.110	120.000	160.707
	1994	04.2.12.110	100.000	719.997
	1995	04.2.12.110	100.000	893.428
	1996	04.1.12.110	150.000	1.590.177
	1997	04.1.12.110	250.000	2.166.962

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Section 04.2 – Enregistrement et domaines Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et produits domaniaux. (Crédit non limitatif)	1993	04.3.12.330	300.000	405.479
	1994	04.3.12.330	350.000	489.399
	1995	04.3.12.330	400.000	509.965
	1996	04.2.12.330	450.000	610.676
	1997	04.2.12.330	500.000	930.765
	1993	04.3.23.000	1.000.000	3.224.462
	1994	04.3.23.000	1.000.000	2.739.497
	1995	04.3.23.000	2.000.000	2.343.398
	1996	04.2.23.000	2.000.000	2.517.991
	1997	04.2.23.000	2.300.000	4.751.811
Section 04.3 – Douanes et accises Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	04.4.12.100	14.038.000	19.433.176
	1994	04.4.12.100	19.023.000	20.797.578
	1995	04.4.12.100	24.605.000	26.060.599
	1996	04.3.12.100	27.941.000	27.941.298
	1997	04.3.12.100	29.647.000	32.013.778
	05 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET Section 05.2 – Inspection générale des finances Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	04.1.12.120	3.000.000
1994		04.1.12.120	3.000.000	12.541.312
1995		04.1.12.120	3.000.000	16.817.080
1996		05.2.12.120	17.000.000	34.708.721
1997		05.2.12.120	28.000.000	31.184.400
1993		04.5.12.000	100.000	232.998
1994		04.5.12.000	100.000	191.629
1995		04.5.12.000	100.000	216.976
1996		05.5.12.000	100.000	126.824
1997		05.5.12.000	200.000	235.536
Section 05.5 – Cadastre et topographie Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	1993	04.5.12.000	100.000	232.998
	1994	04.5.12.000	100.000	191.629
	1995	04.5.12.000	100.000	216.976
	1996	05.5.12.000	100.000	126.824
	1997	05.5.12.000	200.000	235.536

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
07 – MINISTERE DE LA JUSTICE Section 07.0 – Dépenses générales Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	07.0.34.090	3.000.000	6.500.000
	1994	07.0.34.090	3.000.000	11.187.436
	1995	07.0.34.090	3.000.000	3.159.930
	1996	07.0.34.090	3.000.000	3.471.264
	1997	07.0.34.090	3.000.000	13.388.366
	1993	07.0.35.060	1.748.000	2.238.724
	1994	07.0.35.060	2.297.000	2.428.359
	1995	07.0.35.060	2.380.000	2.400.140
	1996	07.0.35.060	2.748.000	3.074.887
	1997	07.0.35.060	3.093.000	3.255.227
Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires Frais d'hospitalisation et de clinique des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des détenus. (Crédit non limitatif)	1993	07.2.12.150	14.000.000	27.525.511
	1994	07.2.12.150	16.000.000	20.365.161
	1995	07.2.12.150	20.000.000	25.974.737
	1996	07.2.12.150	20.000.000	26.979.196
	1997	07.2.12.150	24.000.000	33.665.570
	1993	07.2.12.320	9.000.000	9.281.157
	1994	07.2.12.320	9.100.000	9.544.136
	1995	07.2.12.320	9.200.000	10.144.306
	1996	07.2.12.320	9.388.000	11.063.889
	1997	07.2.12.320	9.900.000	12.883.709
Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et des matières premières. (Crédit non limitatif)	1993	07.2.34.090	18.500.000	18.717.783
	1994	07.2.34.090	18.500.000	19.805.000
	1995	07.2.34.090	19.700.000	21.661.252
	1996	07.2.34.090	20.700.000	20.981.881
	1997	07.2.34.090	20.700.000	21.527.703
Salaires des détenus. (Crédit non limitatif)	1993			
	1994			

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique du Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	08.0.34.040	300.000	2.149.545
	1994	08.0.34.040	300.000	968.367
	1995	08.0.34.040	500.000	596.729
	1996	08.0.34.040	500.000	1.170.272
	1997	08.0.34.040	500.000	662.909
	1993	08.0.37.010	3.260.000	10.297.871
	1994	08.0.37.010	3.260.000	7.985.076
	1995	08.0.37.010	3.260.000	9.989.203
	1996	08.0.37.010	8.000.000	11.344.183
	1997	08.0.37.010	8.000.000	11.682.709
Section 08.3 – Police Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	08.3.11.060	11.411.000	24.084.412
	1994	08.3.11.060	6.731.000	26.118.049
	1995	08.3.11.060	6.905.000	33.342.534
	1996	08.3.11.060	17.235.000	28.275.823
	1997	08.3.11.060	17.073.000	25.888.820
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 09.0 – Finances communales Part de l'Etat dans les majorations biennales des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	09.0.11.060	168.000.000
1994		09.0.11.060	189.000.000	194.845.367
1995		09.0.11.060	194.400.000	208.929.559
1996		09.0.11.060	205.500.000	224.759.825
1997		09.0.11.060	224.000.000	242.683.666
1993		09.5.12.010	1.850.000	2.455.193
1994		09.5.12.010	2.100.000	2.412.019
1995		09.5.12.010	2.250.000	2.503.192
1996		09.5.12.010	2.450.000	2.538.210
1997		09.5.12.010	2.500.000	2.978.805
Section 09.5 – Protection civile Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif)				

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993 1994 1995 1996 1997	09.5.12.320 09.5.12.320 09.5.12.320 09.5.12.320 09.5.12.320	7.000.000 12.183.000 8.555.000 9.000.000 9.800.000	8.996.514 15.180.114 11.445.139 9.979.057 10.742.739
11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Section 12.0 – Education différenciée Contribution au placement d'enfants à des instituts étrangers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993 1994 1995 1996 1997	12.0.34.011 12.0.34.011 12.0.34.011 12.0.34.011 12.0.34.011	3.500.000 10.500.000 27.700.000 45.735.000 55.735.000	12.735.637 20.734.071 30.895.003 64.295.377 56.448.865
13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE Section 13.2 – Solidarité Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigènes indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993 1994 1995 1996 1997	13.2.43.000 13.2.43.000 13.2.43.000 13.2.43.000 13.2.43.000	85.000.000 90.000.000 92.000.000 100.000.000 110.000.000	104.775.403 89.973.817 123.516.431 134.646.007 156.181.345
Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef d'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993 1994 1995 1996 1997	13.2.43.001 13.2.43.001 13.2.43.001 13.2.43.001 13.2.43.001	50.000.000 52.000.000 55.000.000 70.000.000 85.000.000	67.541.234 51.863.426 107.413.082 106.779.995 116.760.020
Section 13.4 – Fonds national de solidarité Dotations du fonds national de solidarité destinées à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 16.4.1979: allocation spéciale pour personnes gravement handicapées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993 1994 1995 1996 1997	13.4.34.012 13.4.34.012 13.4.34.012 13.4.34.012 13.4.34.012	366.000.000 390.000.000 412.000.000 423.000.000 455.000.000	372.096.949 394.441.615 417.000.000 428.786.890 457.525.897

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Section 13.5 – Caisse nationale des prestations familiales Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance; allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	13.5.42.001	252.200.000	266.461.561
	1994	13.5.42.001	265.000.000	294.122.848
	1995	13.5.42.001	294.000.000	294.016.692
	1996	13.5.42.001	304.500.000	315.739.361
	1997	13.5.42.001	305.000.000	313.953.182
14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.0 – Direction de la santé Service du directeur de la santé: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payées à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif)	1993	14.0.12.100	2.092.000	2.385.300
	1994	14.0.12.100	2.134.000	2.564.800
	1995	14.0.12.100	2.725.000	4.079.083
	1996	14.0.12.100	2.824.000	2.898.317
	1997	14.0.12.100	2.824.000	2.901.350
Section 14.3 – Service d'action médico-sociothérapeutique Allocation de soins pour personnes âgées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	14.3.34.010	260.000.000	278.422.381
	1994	14.3.34.010	290.000.000	301.328.648
	1995	14.3.34.010	320.000.000	346.257.533
	1996	14.3.34.010	360.000.000	364.315.763
	1997	14.3.34.010	385.000.000	393.798.422
Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat Frais de médicaments, d'outillage médical et clinique; frais dentaires et frais de clinique; frais de traitements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	14.4.12.160	29.170.000	31.248.717
	1994	14.4.12.160	27.870.000	34.307.392
	1995	14.4.12.160	28.300.000	36.176.121
	1996	14.4.12.160	35.040.000	38.598.149
	1997	14.4.12.160	37.145.000	39.126.648
17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	17.1.12.131	5.000	743.230
	1994	17.1.12.131	5.000	681.995
	1995	17.1.12.131	5.000	206.893
	1996	17.1.12.131	5.000	590.602
	1997	17.1.12.131	5.000	196.869

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Section 18.4 – Office des assurances sociales Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'agence à rembourser. (Crédit non limitatif)	1993	18.4.12.301	3.800.000	4.215.653
	1994	18.4.12.301	4.524.000	4.847.755
	1995	18.4.12.301	4.420.000	4.711.162
	1996	18.4.12.301	10.000.000	12.362.484
	1997	18.4.12.301	10.000.000	12.327.392
Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	1993	18.5.12.110	300.000	641.200
	1994	18.5.12.110	310.000	501.382
	1995	18.5.12.110	410.000	575.301
	1996	18.5.12.110	500.000	621.875
	1997	18.5.12.110	550.000	725.261
19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales Mesures spéciales prises en vertu du règlement du conseil de l'Union Européenne et concernant les retraits de terres arables ainsi que l'intensification et la reconversion de la production. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	19.1.34.102	2.600.000	7.384.126
	1994	19.1.34.102	6.042.000	7.371.118
	1995	19.1.34.102	6.500.000	7.236.395
	1996	19.1.34.102	1.494.000	7.736.162
	1997	19.1.34.102	2.846.000	7.739.699
Section 19.4 – Service d'économie rurale Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs. (Crédit non limitatif)	1993	19.4.12.300	1.250.000	1.308.518
	1994	19.4.12.300	1.250.000	1.474.783
	1995	19.4.12.300	1.310.000	1.673.696
	1996	19.4.12.300	1.500.000	2.151.018
	1997	19.4.12.300	1.700.000	2.012.303
Section 19.7 – Sylviculture Subsides aux propriétaires et exploitants pour l'amélioration des structures forestières. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	19.7.53.020	75.000.000	79.305.370
	1994	19.7.53.020	78.000.000	109.988.719
	1995	19.7.53.020	78.000.000	112.962.826
	1996	19.7.53.020	78.000.000	112.994.252
	1997	19.7.53.020	82.000.000	93.477.020

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.0 – Classes moyennes Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	1993	21.0.53.040	100.000.000	109.999.950
	1994	21.0.53.040	110.000.000	159.995.500
	1995	21.0.53.040	110.000.000	159.999.632
	1996	21.0.53.040	110.000.000	194.997.850
	1997	21.0.53.040	110.000.000	170.000.000
22 – MINISTERE DES COMMUNICATIONS Section 22.1 – Centre informatique de l'Etat Frais de surveillance des immeubles. (Crédit non limitatif)	1993	22.1.12.301	6.066.000	6.190.176
	1994	22.1.12.301	6.165.000	6.383.934
	1995	22.1.12.301	6.545.000	6.547.264
	1996	22.1.12.301	6.545.000	6.665.601
	1997	22.1.12.301	6.775.000	6.837.834
23 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg Primes à payer pour assurance-responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	23.6.12.200	7.500.000	8.953.204
	1994	23.6.12.200	8.000.000	10.038.401
	1995	23.6.12.200	9.000.000	10.400.052
	1996	23.6.12.200	10.000.000	10.400.052
	1997	23.6.12.200	10.500.000	10.712.052
25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	25.0.34.040	3.000.000	25.618.225
	1994	25.0.34.040	3.000.000	27.270.743
	1995	25.0.34.040	3.000.000	4.979.092
	1996	25.0.34.040	3.000.000	5.871.932
	1997	25.0.34.040	3.000.000	3.999.780

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1993	25.1.11.150	7.000.000	9.632.685
	1994	25.1.11.150	7.500.000	8.889.865
	1995	25.1.11.150	7.500.000	12.195.404
	1996	25.1.11.150	8.000.000	14.440.910
	1997	25.1.11.150	9.000.000	11.960.305
	1993	25.1.12.100	2.956.000	7.101.600
	1994	25.1.12.100	9.268.000	9.267.600
Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1995	25.1.12.100	7.798.000	8.677.380
	1996	25.1.12.100	1.990.000	4.053.895
	1997	25.1.12.100	2.040.000	2.267.794
	1993	25.2.14.004	42.000.000	49.288.937
	1994	25.2.14.004	44.000.000	72.628.467
Section 25.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres Voie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1995	25.2.14.004	46.200.000	102.030.627
	1996	25.2.14.004	55.000.000	86.995.968
	1997	25.2.14.004	70.000.000	79.197.889
	1993	25.4.12.083	250.000.000	258.996.823
	1994	25.4.12.083	265.000.000	299.998.568
Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité; taxes et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1995	25.4.12.083	45.000.000	51.499.444
	1996	25.4.12.083	50.000.000	59.105.513
	1997	25.4.12.083	52.000.000	60.500.000
	1993	25.4.12.300	2.500.000	9.989.670
	1994	25.4.12.300	3.000.000	6.000.000
Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1995	25.4.12.300	3.000.000	5.094.619
	1996	25.4.12.300	4.000.000	13.717.073
	1997	25.4.12.300	4.000.000	8.500.630
	1993	55.2.72.012	240.000.000	324.919.276
	1994	55.2.72.012	250.000.000	299.045.746
Section 55.2 – Bâtiments publics Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1995	55.2.72.012	250.000.000	338.954.443
	1996	55.2.72.012	250.000.000	389.000.000
	1997	55.2.72.012	250.000.000	489.254.400

Tableau 7: *Choix de crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%*

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT			
	Section 00.3 – Gouvernement			
00.3.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	44.012.710	29.012.710
00.3.12.350	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000	9.061.282	8.711.282
00.3.12.360	Indemnisation des fonctionnaires ou anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	1.909.284	1.829.284
00.3.34.040	Domages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	9.498.102	7.498.102
	Section 00.6 – Cultes			
00.6.12.010	Culte catholique: Frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000	980.407	780.407
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION			
	Section 01.0 – Dépenses générales			
01.0.12.013	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: frais de route et de séjour à l'étranger (Ministère des affaires étrangères et autres administrations). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000.000	61.208.679	36.208.679
	Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques			
01.1.11.140	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	1.900.000	4.556.000	2.656.000
	Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux			
01.2.11.300	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par des organisations internationales: dépenses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	500.000	795.000	295.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
01.2.35.060	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000	29.994.116	17.994.116
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art			
02.2.12.220	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	24.739.859	9.739.859
	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses			
03.0.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	585.396	575.396
03.0.12.110	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif)	300.000	638.581	338.581
	04 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 04.0 – Dépenses générales			
04.0.12.300	Institutions financières internationales: dépenses diverses en relation avec les parts contributives du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources ou avec la tenue des assemblées annuelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000	817.652	417.652
04.0.43.010	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.000.000	20.628.313	8.628.313
	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie			
04.1.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000	2.166.962	1.916.962
	Section 04.2 – Enregistrement et domaines			
04.2.12.330	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et produits domaniaux. (Crédit non limitatif)	500.000	930.765	430.765

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
04.2.12.350	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles; dépenses de l'atelier. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	2.500.000	4.750.776	2.250.776
04.2.23.000	Intérêt des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	2.300.000	4.751.811	2.451.811
04.3.12.330	Section 04.3 – Douanes et accises Honoraires et frais d'experts; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires; dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard; indemnités pour visiteuses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	5.000	24.264	19.264
05.0.12.310	05 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET Section 05.0 – Dépenses générales Crédit commun: dépenses sur exercices clos. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	1.115.614	1.065.614
05.1.11.131	Section 05.1 – Chambre des comptes Jetons de présence des conseillers suppléants. (Crédit non limitatif)	99.000	167.901	68.901
05.5.12.001	Section 05.5 – Cadastre et topographie Travaux de mesurage et travaux connexes à exécuter par le secteur privé: honoraires et autres prestations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	896.000	396.000
05.5.12.320	Travaux d'abornement des frontières. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	153.287	53.287
05.6.12.310	Section 05.6 – Service central des imprimés Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat. (Crédit non limitatif)	250.000	583.275	333.275
06.0.91.005	06 – MINISTERE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE Section 06.0 – Dette publique Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif)	391.647.000	2.581.748.560	2.190.101.560

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
06.0.93.000	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts.	2.000.000	3.145.941	1.145.941
06.0.93.001	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts.	2.000.000	7.198.923	5.198.923
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE			
	Section 07.0 – Justice			
07.0.12.130	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence.	2.500.000	4.356.843	1.856.843
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
07.0.34.090	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction.	3.000.000	13.388.366	10.388.366
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Section 07.1 – Services judiciaires			
07.1.11.131	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services extraordinaires.	760.000	1.776.647	1.016.647
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE			
	Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales			
08.0.11.300	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix.	2.500.000	6.365.734	3.865.734
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
08.0.35.033	Part contributive aux frais des quarties généraux de l'Eurocorps.	1.000.000	12.382.244	11.099.244
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Section 08.1 – Armée			
08.1.11.080	Frais médicaux et funéraires divers.	12.000.000	22.982.668	10.982.668
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
08.1.11.081	Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts; remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire.	20.000.000	41.746.049	21.746.049
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
08.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)	100.000	1.278.639	1.178.639
08.2.11.150	Section 08.2 – Gendarmerie Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)	1.500.000	3.280.883	1.780.883
08.3.11.060	Section 08.3 – Police Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	17.073.000	25.888.820	8.815.820
08.3.11.080	Frais médicaux et funéraires divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	30.000	274.977	244.977
08.3.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)	1.000.000	7.311.833	6.311.833
08.3.12.360	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif)	180.000	305.835	125.835
	10 – MINISTERE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS			
	Section 10.2 – Centre sportif national de natation			
10.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif)	60.000	96.000	36.000
10.2.12.000	Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	250.000	384.000	134.000
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
	Section 11.0 – Dépenses générales			
11.0.11.132	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	340.000.000	662.534.870	322.534.870
11.0.11.138	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage primaire – postprimaire. (Crédit non limitatif)	6.985.000	17.584.026	10.342.026

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
11.8.12.303	Section 11.8 – Cantines et internats scolaires Réparation et entretien des équipements spéciaux des cantines scolaires. (Crédit non limitatif)	400.000	786.876	349.876
12.5.12.100	Section 12.5 – Enseignement secondaire technique Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	20.432.000	31.339.722	10.907.722
12.6.41.010	Section 12.6 – Service de la formation professionnelle Dotation au bénéfice de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue. (Crédit non limitatif)	5.000	20.000.000	19.995.000
12.8.12.002	Section 12.8 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques Formation de base: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif)	1.400.000	2.346.328	946.328
13.5.12.110	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE Section 13.5 – Caisse nationale des prestations familiales Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	40.000	298.801	258.801
13.8.12.150	Section 13.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat Frais d'hospitalisation et de clinique des pupilles qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pupilles. (Crédit non limitatif)	2.100.000	3.367.879	1.249.879
14.0.12.122	14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.0 – Direction de la santé Investissements dans le domaine hospitalier: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	12.166.043	11.666.043

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
15.2.93.002	<p>15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Section 15.2 – Administration des eaux et forêts</p> <p>Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 11 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier.</p> <p>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</p>	9.593.000	15.593.000	6.000.000
16.1.12.301	<p>16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI</p> <p>Section 16.1 – Administration de l'emploi</p> <p>Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international; frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi.</p> <p>(Crédit non limitatif)</p>	2.000.000	10.565.328	8.565.328
16.2.12.130	<p>Section 16.2 – Inspection du travail et des mines</p> <p>Frais de gestion et de reproduction de normes européennes et frais de production, de gestion et de reproduction du code de la sécurité au travail ayant donné lieu à des avances ou à des commandes fermes correspondantes.</p> <p>(Crédit non limitatif)</p>	5.000	201.207	196.207
16.2.12.303	<p>Frais pour la réalisation de projets cofinancés par la Commission Européenne et relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail.</p> <p>(Crédit non limitatif)</p>	5.000	1.004.360	999.360
16.2.12.306	<p>Frais pour cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs au travail.</p> <p>(Crédit non limitatif)</p>	500.000	1.408.605	908.605
16.4.93.001	<p>Section 16.4 – Fonds pour l'emploi</p> <p>Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi.</p> <p>(Crédit non limitatif)</p>	750.000.000	3.750.000.000	3.000.000.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	17/18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE			
	Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale			
17.1.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	10.000	2.673.492	2.663.492
17.1.12.131	Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	196.869	141.869
	Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale			
17.2.12.150	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.650.000	3.184.021	1.534.021
	Section 17.5 – Comité central de l'union des caisses de maladie. – Participation de l'Etat aux frais de prestation des caisses de maladie			
17.5.42.009	Participation forfaitaire dans l'intérêt de l'apurement des créances du secteur hospitalier au titre des exercices 1993 et 1994 (1ère tranche). (Crédit non limitatif)	221.377.000	664.129.281	442.752.281
	Section 18.4 – Office des assurances sociales			
18.4.42.006	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle. – Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses provenant d'accidents survenus lors d'actions de secours et de sauvetage apportées à la personne ou aux biens d'un tiers en péril, ainsi que lors des exercices théoriques ou pratiques se rapportant directement à ces actions; dépenses pour indemnités dues au titre d'accidents survenus à des personnes assurées en vertu de règlement grand-ducal du 6 mars 1991. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.500.000	6.778.277	2.278.277
18.4.42.007	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle. – Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses provenant d'accidents survenus lors des activités de mise au travail (RMG, chômage, jeunes délinquants, loi du 27.7.1987, article 111.1). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.400.000	6.077.581	2.677.581
	Section 18.7 – Caisse de pension agricole			
18.7.11.050	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: pensions et traitements d'attente; secours et trimestres de faveur; suppléments de pension.....	1.571.000	2.464.809	893.809

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	19 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales			
19.1.31.056	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	84.900.000	284.771.191	199.871.191
19.1.34.102	Mesures spéciales prises en vertu du règlement du conseil de l'Union Européenne et concernant les retaits de terres arables ainsi que l'extensification et la reconversion de la production. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.846.000	7.739.699	4.893.699
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture			
19.2.14.011	Mesures techniques à prendre pour la conservation des cours d'eau et de la protection du sol en cas d'accident. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	4.035.727	3.935.727
	Section 19.7 – Sylviculture			
19.7.34.020	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales. (Crédit non limitatif)	100.000	694.843	594.843
	21 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME			
	Section 21.0 – Classes moyennes			
21.0.53.040	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968). (Crédit non limitatif)	110.000.000	170.000.000	60.000.000
	22 – MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS			
	Section 22.0 – Communications – Dépenses générales			
22.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	44.663.044	34.663.044
	Section 22.1 – Centre informatique de l'Etat			
22.1.12.051	Achat de services de télécommunication autres que de l'entreprise des postes et télécommunications. (Crédit non limitatif)	1.366.000	2.354.944	988.944

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
23.5.12.120	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 23.5 – Navigation et transports aériens Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	3.000.000	14.614.550	11.614.550
24.0.53.000	24 – MINISTERE DE L'ENERGIE Section 24.0 – Energie – Dépenses générales Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. – Mise en valeur d'énergies alternatives et technologies nouvelles; subventions en capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	11.936.721	8.936.721
24.1.12.301	Section 24.1 – Service de l'énergie de l'Etat Surveillance du marché des équipements électrotechniques et des télécommunications. (Crédit non limitatif)	200.000	357.211	157.211
25.0.12.120	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	1.000.000	6.413.000	5.413.000
25.2.14.002	Section 25.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage; dépôt de matériel de saupoudrage le long de la voirie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000.000	149.823.084	84.823.084
25.4.12.084	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	21.205.000	44.798.028	23.593.028
25.4.12.089	Travaux d'adaptation dans les immeubles loués par l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	24.000.000	14.000.000
25.4.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.400.000	4.700.000	2.300.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
25.4.12.300	Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	8.500.630	4.500.630
	29 – MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE			
	Section 29.0 – Promotion féminine			
29.0.12.301	Projets européens dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.061.000	3.331.558	1.770.558
	32 – MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 32.0 – Affaires culturelles			
32.0.93.000	Alimentation du fonds pour les monuments historiques. (Crédit non limitatif)	195.000.000	295.000.000	100.000.000
	35 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET			
	Section 35.0 – Domaine de l'Etat			
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000	68.705.903	48.705.903
	53 – MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Section 53.0 – Chemins de fer			
53.0.93.000	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif)	300.000.000	2.150.000.000	1.850.000.000
	55 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 55.0 – Ponts et chaussées			
55.0.71.000	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	3.670.000	2.670.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
55.1.93.000	Section 55.1 – Fonds des routes Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	1.000.000.000	500.000.000
55.2.10.000	Section 55.2 – Bâtiments publics Présidence de l'Union européenne, location de salles, travaux d'aménagement, acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux, dépenses diverses. (Crédit non limitatif)	130.000.000	420.035.777	290.035.777
55.2.72.012	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000.000	489.254.400	239.254.400
55.3.93.000	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	2.300.000.000	1.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	2.725.000.000	2.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif)	5.000.000	1.005.000.000	1.000.000.000

Tableau 8: Dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans une plus-value de recettes de l'exercice 1997

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
01.3.93.000	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.3 – <i>Relations internationales – Coopération au développement et autres actions</i> Alimentation du fonds de la coopération au développement. (Crédit non limitatif)	1.520.000.000	2.020.000.000	500.000.000
06.0.21.005	06 – MINISTERE DES FINANCES Section 06.0 – <i>Dettes publiques</i> Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: intérêts. (Crédit non limitatif)	1.190.468.000	1.520.529.020	330.080.000
06.0.91.005	Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif)	391.647.000	2.581.748.560	2.190.112.750
16.4.93.001	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.4 – <i>Fonds pour l'emploi</i> Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)	750.000.000	3.750.000.000	3.000.000.000
32.0.93.000	32 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 32.0 – <i>Affaires culturelles</i> Alimentation du fonds pour les monuments historiques. (Crédit non limitatif)	195.000.000	295.000.000	100.000.000
45.0.93.000	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT Section 45.0 – <i>Protection de l'environnement</i> Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement. (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	1.850.000.000	500.000.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
53.0.93.000	53 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 53.0 – Chemins de fer Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif)	300.000.000	2.150.000.000	1.850.000.000
55.1.93.000	55 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 55.1 – Fonds des routes Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	1.000.000.000	500.000.000
55.3.93.000	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs. (Crédit non limitatif)	800.000.000	2.300.000.000	1.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires. (Crédit non limitatif)	725.000.000	2.725.000.000	2.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif)	5.000.000	1.005.000.000	1.000.000.000

III. LES RESTANTS D'EXERCICES ANTERIEURS

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur, pour lesquelles le budget antérieur ne prévoyait pas de crédits ou des crédits insuffisants.

Ces crédits servent, en règle générale, à la régularisation des ordonnances de paiement provisoires émises en application de l'article 29 de la loi sur la comptabilité de l'Etat qui dispose que lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis.

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs permettent également, à titre exceptionnel, de régulariser des dépenses qui appartiennent à des exercices précédents. D'un côté certains paiements ont pu, pour des raisons très diverses, sortir du cadre annuel auquel ils appartenaient de par leur engagement. D'un autre côté le Gouvernement a pu être obligé d'effectuer des dépenses alors que des crédits n'étaient pas prévus, que les crédits prévus étaient épuisés ou que des transferts étaient impossibles. Si ces paiements n'étaient pas urgents et ne rentraient donc pas dans le schéma fixé à l'article 29 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, ils sont effectués dans un budget subséquent à charge de crédits votés spécialement à cet effet.

Du fait que le montant des régularisations par restants d'exercices antérieurs est généralement connu au moment de l'élaboration du projet de budget, les sommes liquidées devraient correspondre, en principe, aux crédits votés.

Les opérations effectuées en 1997 à charge des articles budgétaires libellés „Restants d'exercices antérieurs“ se présentent de la façon suivante:

Tableau 9: Gestion des restants d'exercices antérieurs

<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Modifications</i>	<i>Liquidations</i>
00 – Ministère d'Etat	7.550.000	0	7.548.712
02 – Ministère de la Culture	10.632.000	0	5.652.231
03 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	210.000	0	209.188
04 – Ministère des Finances	2.330.000	0	2.073.806
05 – Ministère des Finances: Budget	9.437.000	0	9.421.393
07 – Ministère de la Justice	6.018.000	0	5.999.706
08 – Ministère de la Force publique	34.379.000	0	33.829.403
09 – Ministère de l'Intérieur	81.000	0	80.097
11/12 – Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	34.043.000	0	33.583.324
13 – Ministère de la Famille et de la Solidarité	4.228.000	0	4.134.496
14 – Ministère de la Santé	9.637.000	0	7.946.132
15 – Ministère de l'Environnement	2.067.000	0	1.139.411
16 – Ministère du Travail et de l'Emploi	686.000	0	447.692
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale	1.103.000	0	1.098.149
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	583.000	0	582.085
20 – Ministère de l'Economie	800.000	0	800.000
21 – Ministère des Classes moyennes et du Tourisme	112.000	0	105.920
22 – Ministère des Communications	2.700.000	0	2.604.043
23 – Ministère des Transports	51.595.000	321.550	51.588.711
25 – Ministère des Travaux publics	8.521.000	35.500	5.042.008
26 – Ministère du Logement	17.000	0	15.596
50 – Ministère de l'Economie	2.000.000	0	2.000.000
53 – Ministère des Transports	100.000	0	100.000
Totaux:	188.829.000	357.050	176.002.103

*

IV. LES ORDONNANCES PROVISOIRES

L'émission d'ordonnances de paiement provisoires constitue une dérogation au principe de l'universalité budgétaire qui prévoit que le budget de l'Etat doit comprendre toutes les recettes et dépenses à effectuer par le Trésor pendant l'exercice pour lequel il est voté. Selon l'article 29 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, „Lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis, qui sera donné sans retard.“ ... „l'ordonnance provisoire sera soumise au visa du Ministre des Finances si elle n'émane pas de lui.“ ...

La loi sur la comptabilité de l'Etat prévoit également qu'à la fin de l'exercice, le Gouvernement soumettra à la Chambre des députés un relevé des ordonnances de paiement provisoires qui auraient été émises contrairement à l'avis de la Chambre des comptes, en indiquant la raison justificative de chaque ordonnance.

Sur base de ces dispositions les membres du Gouvernement ont sollicité au cours de l'exercice 1997 l'avis de la Chambre des comptes pour l'émission de 14 ordonnances de paiement provisoires portant sur un montant global de 83.801.532 francs.

Tableau 10: *Ordonnances de paiement provisoires*

<i>Exercice</i>	<i>Ordonnances avisées favorablement</i>		<i>Ordonnances avisées défavorablement</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>
1988	14	16.849.904	448	7.482.379
1989	172	63.743.145	44	13.525.236
1990	424	130.649.136	7	884.631
1991	119	10.722.725	28	528.508
1992	24	30.848.590	3	5.847.747
1993	28	4.923.576	3	632.469
1994	11	24.404.284	1	1.008.000
1995	108	20.123.860	0	0
1996	7	6.051.921	0	0
1997	13	80.301.532	1	3.500.000

En 1997 une ordonnance de paiement a été avisée défavorablement par la Chambre des comptes.

Dans sa séance du 4 juillet 1997, le Conseil de Gouvernement s'était déclaré d'accord avec la réalisation de la première phase du programme de manifestations à l'occasion de l'abandon de la filière classique de production du fer. Ce programme prévoyait, entre autres, la projection aux dates des 18 et 19 octobre 1997 d'un film des années 20 sur la production sidérurgique de ces années et d'une performance musicale dans le hall du laminoir à Dudelange. Le coût de cette phase avait été estimé à 3.500.000 francs.

Pour pouvoir effectuer la restauration du film en temps opportun, l'émission d'une ordonnance de paiement provisoire a été autorisée le 29 septembre 1997 par le ministère du Budget. Dans sa séance du 8 octobre 1997 le Conseil de Gouvernement a confirmé que le ministère de la Culture est autorisé à payer par voie d'ordonnance provisoire le montant de 3.500.000 francs au profit d'un comptable extraordinaire, agent du Centre national de l'Audiovisuel. A la date du 9 octobre 1997 le ministère de la Culture a effectivement accordé un subside de 3.500.000 francs au comptable extraordinaire précité.

La Chambre des comptes a émis un avis négatif en constatant que d'après l'article 29 de la loi sur la comptabilité de l'Etat une ordonnance provisoire ne peut être émise que dans le cas où un paiement est d'urgence extrême telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à

l'ordre public. L'article 30 de la même loi prévoit, dans des cas moins urgents concernant un service public à exécuter en régie, le paiement par voie de comptable extraordinaire. Il s'ensuit que l'allocation d'un crédit à un comptable extraordinaire par l'émission d'une ordonnance provisoire n'est pas possible sur la base légale précitée.

Par ailleurs, il ressortait du 3^e alinéa de l'énoncé des motifs de l'autorisation du ministre du Budget du 29 septembre 1997 que la facture relative à la restauration du film devrait être réglée le plus tôt possible. Cependant, la décision du ministère du Budget réf. BU/8/97 (75) du 29 septembre 1997 ne se référait pas à une urgence extrême et n'autorisait pas le paiement par voie de comptable extraordinaire.

En outre, l'arrêté du Gouvernement en conseil du 2 juillet 1993 avait constitué un agent du Centre national de l'Audiovisuel comptable extraordinaire pour le paiement de „certaines dépenses du CNA en rapport avec les productions audiovisuelles“. Le paiement des dépenses relatives au „financement de la 1^{ère} phase du programme de manifestations à l'occasion de l'abandon de la filière classique de la production du fer“ ne rentrait donc pas dans les attributions du comptable extraordinaire.

Finalement, les pièces communiquées prouvaient qu'il s'agissait de payer une ou plusieurs factures alors que l'autorisation émise se référait à une allocation de subside.

*

V. LES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

L'article 30 de la loi sur la comptabilité de l'Etat permet de mettre à la disposition d'un fonctionnaire de l'Etat ou d'une personne de confiance des fonds pour un service public à exécuter en régie, de même que pour les dépenses urgentes du service militaire, ou d'autres dépenses analogues. Il dispose que le paiement par des comptables extraordinaires n'est autorisé que pour des dépenses qui, par leur nature, leur exiguité, leur urgence ou en raison du grand nombre de parties prenantes, justifient un procédé plus simple et plus rapide que le mode ordinaire de la liquidation directe.

La loi règle également les conditions et les délais de reddition des comptes, les sanctions à prendre à l'égard des retardataires ainsi que la procédure de contrôle de la Chambre des comptes. Celle-ci statue sur les comptes des comptables extraordinaires dans le délai de deux mois à dater de la production des pièces et elle joint à son rapport annuel un rapport circonstancié sur la situation des comptes.

Ce système particulier de surveillance et de contrôle est nécessaire puisque la procédure du paiement par comptable extraordinaire constitue une exception au principe de base régissant l'exécution du budget des dépenses qui est celui de la distinction de l'ordonnateur, du contrôleur et du comptable. Normalement l'engagement et l'ordonnancement sont le fait du membre du Gouvernement ou de son délégué, la liquidation est le fait de la Chambre des comptes, le paiement est le fait du comptable, c'est-à-dire de la Trésorerie de l'Etat et de la Caisse générale de l'Etat. Pour le comptable extraordinaire tout se confond dans un système de régie et les contrôles interne et externe s'exécutent a posteriori.

Au cours de l'exercice budgétaire 1997 des fonds d'un montant total de 7.004.664.268 francs ont été mis à la disposition de 119 comptables extraordinaires.

Tableau 11: *Totaux des fonds mis à la disposition des comptables extraordinaires*

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Montant total en francs</i>
1988	78	2.880.283.478
1989	89	3.117.753.270
1990	97	3.639.217.915
1991	106	4.044.784.916
1992	103	4.047.691.302
1993	100	4.600.585.795
1994	116	5.837.800.143
1995	117	4.376.702.571
1996	118	6.732.269.787
1997	119	7.004.664.268

D'après l'article 30 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, les comptables extraordinaires sont tenus de rendre compte de l'emploi des fonds qui ont été mis à leur disposition dans un délai à indiquer sur l'ordonnance de paiement et qui ne peut dépasser la durée de l'exercice.

Cependant à la clôture de l'exercice 1997, fixée au 30 avril 1998, 41 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Chambre des comptes qui n'a pas pu statuer dans les délais sur 276 comptes pour un montant total de 563.370.752 francs.

Tableau 12: *Les comptes non présentés à la Chambre des comptes à la clôture des comptes généraux des exercices respectifs*

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en francs</i>
1988	31	204	684	329.076.521
1989	33	118	315	165.511.935
1990	41	128	364	202.312.737
1991	48	389	1.079	470.802.928
1992	43	297	848	396.517.180
1993	30	241	719	402.837.739
1994	31	316	1.055	1.836.342.066
1995	39	243	735	347.761.152
1996	41	289	901	465.824.736
1997	41	276	982	563.370.752

Les comptes non présentés à la clôture de l'exercice 1997 se répartissent entre les ministères concernés de la façon suivante:

*Tableau 13: Ventilation des comptes relatifs à l'exercice 1997
non encore présentés le 30 avril 1998*

<i>Ministère</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en francs</i>
Affaires étrangères	25	948	458.628.251
Culture	1	1	2.300.000
Economie et Classes moyennes	3	13	22.626.901
Environnement	1	2	500.000
Etat	1	1	10.000
Finances	3	3	2.470.000
Force publique	1	2	1.050.000
Justice	2	2	3.030.000
Travail et Emploi	1	7	70.000.000
Travaux publics	3	3	2.755.600
Total	41	982	563.370.752

Au mois de mars 1999, 25 comptables extraordinaires n'avaient toujours pas rendu compte de 177 crédits pour un montant de 108.608.773 francs qui leur avaient été alloués en 1997.

*Tableau 14: Comptes non présentés à la Chambre des comptes
Situation 1er mars 1999*

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en francs</i>
1988	0	0	0
1989	0	0	0
1990	3	7	6.500.867
1991	7	24	5.992.754
1992	5	15	2.934.410
1993	9	42	12.325.345
1994	7	22	9.462.626
1995	12	59	28.326.575
1996	13	70	26.989.885
1997	24	178	108.611.973

En ce qui concerne la situation des comptes appartenant aux exercices antérieurs à celui de 1997, il importe de relever que 32 comptables qui ont rendu compte n'ont pas encore reçu décharge de 384 crédits d'un montant total de 251.692.811 francs, alors qu'aucune suite n'a été donnée aux observations formulées par la Chambre des comptes.

VI. LES MARCHES PUBLICS

A – Cadre législatif

Les marchés publics de travaux, de fournitures et de services pour compte de l'Etat sont régis par les articles 36, 37 et 38 de la loi sur la comptabilité de l'Etat tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés de travaux et de fournitures.

L'article 36 sous 1° détermine d'abord la règle fondamentale selon laquelle tous les travaux, fournitures ou services pour compte de l'Etat font l'objet de contrats à passer par adjudication publique. D'après l'article 36 sous 2°, il est possible de déroger à cette règle générale par soumission restreinte ou marché de gré à gré.

L'article 37 fixe la durée des contrats visés à l'article 36 et détermine les cas d'exception suivant la nature des contrats. Enfin, l'article 38 fixe les conditions suivant lesquelles une avance ou un acompte peuvent être accordés à un fournisseur ou entrepreneur.

Les conditions d'exécution des marchés publics sont fixées par deux règlements grand-ducaux, d'abord par le règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 portant 1° institution d'un cahier général des charges applicables aux marchés publics de travaux et de fournitures pour compte de l'Etat, 2° fixation des attributions et du mode de fonctionnement de la Commission des Soumissions et ensuite par le règlement grand-ducal du 30 septembre 1993 portant exécution de l'article 36 sous 2°a de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, tel que cet article a été modifié par la loi du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures.

Par ailleurs il existe des règles intégrées dans le droit national et applicables aux marchés publics „communautaires“, c.-à-d. à ceux entrant sous le champ d'application des directives CEE (directives dites des secteurs classiques) relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que la directive CEE (directive dite des secteurs spéciaux ou exclus) relative aux marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. L'application de ces règles communautaires doit assurer entre autres des conditions de transparence et d'égalité lors de la participation à des marchés publics ainsi qu'une coordination des procédures nationales de passation des marchés dont la valeur égale ou dépasse un certain seuil.

Dans sa situation actuelle d'organisation et de compétence, la Chambre des comptes dispose d'une capacité adéquate pour contrôler la légalité, la régularité et l'exactitude matérielle des marchés publics à conclure par les ministères et les administrations de l'Etat n'entrant pas sous le champ d'application des directives CEE sur les marchés publics. Pour ce qui concerne la vérification de l'application correcte du droit communautaire en matière de marchés publics la Chambre des comptes est obligée de limiter sa démarche de contrôle.

B – Passation des marchés publics

D'après l'article 36 sous 1° de la loi modifiée du 27 juillet 1936 sur la comptabilité de l'Etat, les travaux, services et fournitures pour compte de l'Etat font l'objet de contrats à passer par adjudication publique. Les cas dans lesquels il peut être dérogé à cette règle et qui permettent de procéder soit par soumission restreinte, soit par marché de gré à gré figurent à l'article 36 sous 2°.

Le tableau ci-après donne depuis 1990 la ventilation du total des marchés suivant les trois types de procédure prévus par les dispositions légales régissant la matière.

Tableau 15: *Marchés conclus par l'Etat de 1990 à 1997*

<i>Exercice</i>	<i>Soumissions publiques</i>		<i>Soumissions restreintes</i>		<i>Marchés de gré à gré</i>		<i>Total des marchés</i>
1990	537	(33,04%)	76	(4,68%)	1.012	(62,28%)	1.625
1991	600	(33,28%)	35	(1,94%)	1.168	(64,78%)	1.803
1992	599	(34,19%)	54	(3,08%)	1.099	(62,73%)	1.752
1993	504	(38,68%)	20	(1,53%)	779	(59,79%)	1.303
1994	427	(36,56%)	33	(2,82%)	708	(60,62%)	1.168
1995	456	(38,10%)	34	(2,84%)	707	(59,06%)	1.197
1996	465	(40,90%)	34	(2,99%)	638	(56,11%)	1.137
1997	389	(33,91%)	30	(2,62%)	728	(63,47%)	1.147

Ainsi, l'Etat a conclu en 1997 un total de 1.147 marchés. Dans 389 cas, soit 33,91%, l'Etat a recouru à la soumission publique qui constitue la base de la conclusion des contrats publics. Dans 30 cas, soit 2,62%, il a été procédé par soumission restreinte.

Les exceptions à la règle générale de l'adjudication publique se chiffrent à 63,47% du total des marchés conclus. L'exercice 1997 montre ainsi une augmentation importante de la tendance de recourir à la conclusion de marchés de gré à gré. Dans la pratique le jeu de libre concurrence entre les offres économiquement satisfaisantes semble ne pas fonctionner ou seulement de manière insatisfaisante. Il va de soi que si cette tendance perdure, la garantie d'égalité entre les concurrents sera vidée de son sens et l'Etat perdra la possibilité d'acheter les produits et services à bas prix.

Le tableau ci-après répartit le nombre total des marchés conclus en 1997 suivant les départements ministériels dont ils sont issus.

Tableau 16: *Marchés conclus par ministère en 1997*

<i>Ministère</i>	<i>Soumissions publiques</i>	<i>Soumissions restreintes</i>	<i>Marchés de gré à gré</i>	<i>Total</i>
Etat	1	5	32	38
Affaires étrangères	0	5	6	11
Culture	12	4	73	89
Fonction publique et Réforme administrative	0	0	0	0
Finances	9	0	2	11
<i>dont Budget</i>	2	0	0	2
Trésor	0	0	0	0
Justice	7	0	1	8
Force publique	23	2	50	75
Intérieur	0	0	15	15
Education physique et des Sports	0	0	0	0
Education nationale	10	2	41	53
Famille et Solidarité	10	1	2	13
Santé	4	0	18	22
Aménagement du territoire	0	0	4	4
Environnement	7	2	28	37
Travail et Emploi	0	0	7	7
Sécurité sociale	0	0	2	2
Agriculture, Viticulture et Développement rural	23	0	21	44
Economie	6	2	39	47
Classes moyennes et Tourisme	1	0	2	3
Communications	8	0	33	41
Transports	11	0	32	43
Energie	3	0	0	3
Travaux publics	254	7	313	574
Ponts et Chaussées	153	1	90	244
Bâtiments publics	101	6	223	330
Logement	0	0	2	2
Jeunesse	0	0	0	0
Promotion féminine	0	0	5	5
Total	389 (33,91%)	30 (2,62%)	728 (63,47%)	1.147 (100%)

L'adjudication restreinte et les marchés de gré à gré constituent donc des exceptions à la règle générale de l'adjudication publique. L'article 36 sous 2^o énumère les conditions dans lesquelles il peut être procédé pour la conclusion de marchés par soumission restreinte ou de gré à gré. En outre, la circulaire du ministre des Finances du 18 décembre 1978 précise que les autorisations d'adjuger les marchés autres que ceux qui sont passés par adjudication publique sont à demander au Gouvernement préalablement à leur conclusion. Enfin, la circulaire du ministre des Travaux publics du 21 décembre 1989 souligne que la détermination du mode de passation doit précéder la conclusion du contrat et partant l'engagement de la dépense afin que l'intervention du Conseil de Gouvernement ne devienne pas une pure formalité.

Toutefois, la Chambre des comptes a été saisie en 1997 de 40 arrêtés du Conseil de Gouvernement approuvant des marchés de gré à gré ex post, c.-à-d. après l'engagement de la dépense et même après l'exécution des travaux pour un montant total de 250.792.281 francs.

Tableau 17: *Marchés de gré à gré conclus ex post*

<i>Ministère</i>	<i>Total des marchés</i>	<i>Approbation ex post</i>	<i>Montant</i>
Travaux publics:			
Ponts et Chaussées	90	7	156.601.705
Bâtiments publics	223	10	39.230.768
Culture	73	10	18.117.852
Agriculture, Viticulture et Développement rural	21	1	1.509.224
Santé	18	3	4.583.844
Travail et Emploi	7	2	11.580.800
Environnement	28	1	2.514.340
Famille et Solidarité	2	1	700.000
Etat	32	1	3.329.031
Classes moyennes et tourisme	2	1	789.527
Transports	32	1	1.144.441
Force publique	50	2	10.690.749
Total	265	40	250.792.281

La Chambre des comptes critique depuis des années la pratique d'autoriser ex post un grand nombre de marchés de gré à gré en dépit d'une réglementation précise en la matière. A ce titre elle rappelle les remarques faites dans le rapport sur le compte général de l'exercice budgétaire 1995 sur la même problématique. Aussi la non-observation des dispositions légales précitées est-elle illustrée par les trois situations suivantes constatées pendant l'exercice 1997.

- 1) Dans le cadre de la réforme administrative, il a été jugé opportun de faire réaliser une étude sur le fonctionnement des services du Ministre des Travaux publics et de ses administrations qui relèvent de sa compétence (Bâtiments publics et Ponts et Chaussées). Le 14 mars 1997, le Conseil de Gouvernement a autorisé le ministre des Travaux publics à conclure un marché de gré à gré au montant de 3.317.500 francs (hors TVA) relatif à la réalisation de l'étude précitée. Toutefois, d'après les pièces jointes au dossier du marché que les prestations de la société de consultants avaient déjà été commencées en septembre 1996.
- 2) Par l'arrêté du 25 avril 1997, le Conseil de gouvernement a autorisé le ministre de la Culture à confier les travaux de fouilles archéologiques à l'emplacement de l'ancien couvent St-Alphonse et au pied de l'église SS-Pierre et Paul à Echternach par voie de marché de gré à gré ex post à une firme spécialisée dans les travaux de fouilles. Ces travaux dont le coût réel devait atteindre le montant total de 2.448.941 francs ont été entamés dès le 7 avril 1997. L'urgence des fouilles a été invoquée parce que le conseil communal de la ville d'Echternach avait décidé de procéder à la construction d'un centre culturel à l'emplacement de l'ancien couvent St-Alphonse et d'ériger un monument commémorant la fondation de l'abbaye ainsi que de la ville d'Echternach. Cependant la transmission de ces décisions au Musée national d'histoire et d'art a été effectuée avec un retard important alors que le commencement des travaux de construction était programmé pour le mois de mai 1997.
- 3) Le 23 mai 1997 le Gouvernement en Conseil autorise ex post des prestations au montant de 8.996.000 francs (hors TVA) d'une firme spécialisée dans le domaine informatique concernant la réalisation de la première phase du système intégré pour la gestion du personnel et du matériel de l'armée luxembourgeoise. Ces prestations ont été exécutées jusqu'au 28 avril 1997 et facturées le 30 avril 1997. Ainsi, la régularisation ex post n'est intervenue que pour la forme puisque les services prestés par l'entreprise spécialisée dans le domaine informatique ont été terminés et facturés préalablement à la conclusion du marché de gré à gré.

C – Exécution des marchés publics

Le contrôle de la Chambre des comptes ayant trait à l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services se base sur les dispositions légales et réglementaires fixées par la loi sur la comptabilité de l'Etat et les clauses contractuelles retenues dans les cahiers des charges. Il s'agit d'un contrôle sur pièces et porte sur l'exactitude matérielle de celles-ci ainsi que sur la légalité et la régularité des créances envers l'Etat.

Ce contrôle a mis en évidence, comme les années précédentes, un certain nombre d'irrégularités et d'illégalités qui ont fait l'objet d'observations de la Chambre des comptes. Elles concernaient notamment le dépassement de coût de certains marchés, la conclusion de marchés de gré à gré supplémentaires, l'inobservation de délais d'exécution et la prorogation ex post de délais, l'absence de mise en demeure de l'entreprise qui ne s'est pas conformée aux conditions ou aux délais convenus, la non-application de pénalités.

1. Marchés supplémentaires

En ce qui concerne les marchés supplémentaires de l'exercice budgétaire 1997, la Chambre des comptes a enregistré 13 marchés de gré à gré – dont trois ont été autorisés ex post – qui se rattachent tous à des marchés conclus antérieurement.

Les motivations avancées dans les décisions gouvernementales se basent évidemment sur les dispositions prévues à l'article 36 sous 2° de la loi sur la comptabilité de l'Etat en matière d'urgence, de capacités techniques particulières, d'impossibilité de détacher les travaux supplémentaires du marché principal déjà adjugé, etc. ...

Pour l'administration des Ponts et Chaussées, le montant estimé des dépenses occasionnées au cours de l'exercice 1997 par des travaux supplémentaires s'établit à plus de 137 millions de francs, soit une diminution de 24,8% par rapport à 1996.

La Chambre des comptes relève un certain nombre d'exemples à ce sujet:

- 1) Le marché de gré à gré supplémentaire au montant de 12.090.749 francs dans l'intérêt de la construction de l'échangeur „Friedhaff“ dans le cadre du contournement d'Ettelbruck rattaché au marché principal dont le montant s'élevait à 81,4 millions de francs.
- 2) Le marché de gré à gré supplémentaire au montant de 7.954.211 francs concernant l'aménagement d'un giratoire au carrefour sur la N 13 à Pontpierre rattaché au marché principal dont le montant s'élevait à 20,9 millions de francs.
- 3) Le marché de gré à gré supplémentaire au montant de 6.681.500 francs relatif aux travaux de construction du bassin de retenue „Klosegrändchen“ à Kirchberg/Est rattaché au marché principal dont le montant s'élevait à 89,5 millions de francs.
- 4) Deux marchés de gré à gré supplémentaires au montant total de 72.580.428 francs concernant les travaux de construction de l'échangeur de Foetz sur le tronçon Dudelage-Esch de la Collectrice du Sud approuvés ex post par les arrêtés du Conseil de Gouvernement respectivement du 30 juin 1997 et du 31 décembre 1997 et rattachés au marché principal dont le montant s'élevait à 277.811.698 francs.

2. Marchés publics particuliers

Au cours des exercices budgétaires 1993 à 1997, la Chambre des comptes a liquidé un certain nombre d'ordonnances de paiement relatives à la mise en place du projet CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes luxembourgeoises).

Après communication de divers marchés accessoires, la Chambre des comptes a constaté, dans son observation du 6 août 1997, que conformément au règlement grand-ducal du 26 février 1993 relatif à l'adaptation à l'indice annuel des prix à la construction des montants prévus par la loi du 31 août 1989 portant exécution de l'article 99, troisième et quatrième phrases de la Constitution, l'engagement financier de l'Etat dépasse la somme de 124 millions de francs. Dès lors, le projet en question aurait dû être autorisé par une disposition légale spécifique.

Dans sa réponse du 29 août 1997, Monsieur le ministre des Travaux publics a informé la Chambre des comptes que le Gouvernement a décidé de faire autoriser par la Chambre des députés l'inscription du projet CITA (coût estimé à 950 millions de francs) dans la législation régissant le fonds des routes

(cf. article IV de la loi du 26 mai 1998 modifiant et complétant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes).

D – Décomptes finaux à présenter à la Chambre des députés

Par les dispositions de l'article 26 de la loi budgétaire du 20 décembre 1982 la Chambre des comptes a pour la première fois été chargée du contrôle des décomptes finaux de marchés publics dont la valeur dépasse un certain seuil.

Ainsi, l'article 24 de la loi budgétaire du 20 décembre 1996 dispose que pour tous les marchés publics de travaux et de fournitures relatifs à un bâtiment, à une route ou à un pont d'un coût dépassant 100.000.000 de francs, un décompte final est à présenter à la Chambre des députés. Ce décompte doit comporter la comparaison, par corps de métiers, du devis, du prix convenu et du coût final. En cas de dépassement du devis et du prix convenu, les hausses légales sont à indiquer séparément. Une justification est à fournir pour tous les dépassements excédant les hausses légales. Ce décompte est contrôlé par la Chambre des comptes est soumis avec ses observations éventuelles à la Chambre des députés.

Etant donné que l'établissement et la présentation d'un décompte final suit une logique différente lorsqu'il émane de l'Administration des Ponts et Chaussées ou de l'Administration des Bâtiments publics, la Chambre des comptes propose une situation à part au 22 septembre 1999 pour chacune des deux administrations concernées.

1. Administration des Ponts et Chaussées

Le tableau ci-après donne un aperçu global de la situation des décomptes finaux, regroupés suivant un objet déterminé, mais non encore présentés à la Chambre des comptes.

Tableau 18: Décomptes non encore présentés à la Chambre des comptes en date du 22 septembre 1999

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Collectrice du Sud • O.A. 43 du tronçon Dudelange-Foetz	1967* 1967*	12.10.1994
Contournement de Mersch • O.A. No 01 sur le lot 1	1967* 1967*	15.01.1997
Contournement de Pétange • aménagements routiers du rond-point „Biff“ et redressement de la route N31 • réalisation de la section courante entre les p.k. 2,7 et 3,7 • réalisation d'un rond-point avec passage inférieur de la rue de l'Eglise • liaison route d'Athus – Porte de Lamadeleine	1967* 1967* 1967* 1967* 1967*	27.02.1996 26.06.1997 27.06.1996 27.02.1996
Route du Nord • Contournement de Schieren lot II • Viaduc de Schieren • Contournement d'Ettelbruck (lot I) Schieren-Goldknapp • Contournement d'Ettelbruck (lot II) • Contournement d'Ettelbruck en direction de Bastogne	1967* 1967* 1967* 1967* 1967*	25.10.1995 20.10.1995
Contournement de Mersch • O.A. No 01 sur le lot 1	1967*	15.01.1997

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Contournement Sud-Est de la Ville de Luxembourg	1967*	
• réalisation de la plate-forme du centre douanier sur l'échangeur de Gasperich (lot A)	1967*	30.10.1990
• construction de bretelles de raccordement du CR 231 à l'échangeur de Gasperich et au centre douanier	1967*	16.11.1994
• aménagement de l'échangeur Kirchberg	1967*	
• Tunnel Cents (O.A. 14.01); (lot IV)	1967*	05.08.1998
• Viaducs de Neudorf, N1 et N1c	1967*	06.03.1997
Pénétrante Sud de la Ville de Luxembourg	1967*	
• tronçon 1	1967*	11.09.1996
• tronçon 3A	1967*	11.08.1995
• tranchée couverte sous les voies CFL	1967*	12.07.1995
• viaduc sur les voies CFL	1967*	
Rond-point Jean-Paul II, voie express	1967*	06.03.1995
Autoroute Luxembourg-Thionville, tapis drainant	1991**	26.01.1994
Autoroute d'Arlon, tapis drainant	1991**	03.01.1991
Croix de Gasperich (échangeur)	1967*	04.11.1994
Echangeur de Cessange	1967*	13.09.1989
„Schlassbréck“ à Luxembourg	1992***	27.04.1994
Passage supérieur en gare de Clervaux	1967*	26.10.1994
Rond-point Schuman	1967*	25.04.1990
Tunnel du St-Esprit	1967*	07.06.1989

* Loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

** Loi du 30 mai 1991 autorisant le Gouvernement à procéder à la remise en état de certains tronçons de la voirie créée par la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

*** Loi du 27 juillet 1992 autorisant les travaux de réhabilitation du pont „Schlassbréck“ à Luxembourg.

Pour ce qui est des décomptes contrôlés, la Chambre des comptes relève qu'elle a transmis le 22 avril 1999 respectivement le 16 juillet 1999 le décompte relatif à l'autoroute de Trèves (sections I à III) ainsi que le décompte relatif au contournement Sud de Dudelange accompagnés de ses observations à la Chambre des députés conformément à l'article 24 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997.

Le Ministre des Travaux publics a transmis le 29 décembre 1998 le décompte final relatif à la Collectrice du Sud regroupant les tronçons Moulin de Bascharage-Gadderscheier jusqu'à Ehlerange, les tranchées couvertes „Aessen“ et d'Ehlerange ainsi que le pont bretelle II de l'échangeur de Lankelz.

En date du 24 août 1999 la ministre des Travaux publics a transmis le décompte relatif à la réalisation d'une voie de contournement à Differdange (loi du 30 mai 1991).

2. Administration des Bâtiments publics

Entre 1993 à 1999 la Chambre des comptes a réclamé les décomptes définitifs se rapportant aux réalisations suivantes:

*Tableau 19: Décomptes réclamés de 1983 à 1999 (situation au 22 septembre 99)
et non encore présentés à la Chambre des comptes*

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Palais de Justice des C.E. à Luxembourg-Kirchberg 2e et 3e extensions	1989	1.750
	1990	870
Centre national de littérature: Maison Servais à Mersch	1991	183
Sanatorium à Vianden	1977	92
Bâtiment administratif à Ettelbruck	1977	128
Centre sportif scolaire à Limpertsberg	1977	150
Nouveau pavillon de l'HNP à Ettelbruck	1977	215
Centre pénitentiaire à Schrassig	1977	490
	1979	74
	1980	170
LTC, agrandissement	1979	425
	1988	65
Plateau du St-Esprit	1980	1.450
IST, équipement de laboratoire	1982	66
Centre de conférences à Kirchberg, salles A, B, C	1982	100-110
Foyer pour personnes handicapées à Lullange	1983	50
Ambassade à Bruxelles	1998	815
Cour de Justice des CE, extension B	1985	1.320
Centre douanier à Gasperich	1987	150
Pavillon „expo 92“ à Séville	1990	330

En dehors des décomptes énumérés ci-dessus, la Chambre des comptes sera amenée à réclamer les décomptes finaux se rapportant à des ouvrages dont la construction est achevée.

**Tableau 20: Décomptes à présenter
(Décomptes d'architecte non encore présentés)**

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Maison de retraite à Echternach	1950*	
Centre thermal à Mondorf-les-Bains	1979	1.200
Lycée technique Nic.-Biever à Dudelange	1980	162,5
Centre informatique de l'Etat	1983	480
3e Bâtiment administratif pour le Parlement Européen à Kirchberg	1983 1987	2.290 850
Institut national des sports à Fetschenhof	1984	146
Poste douanier sur l'autoroute Luxembourg-Trèves à Wasserbillig	1986	110
Barrage d'Esch-sur-Sûre	1991	750

* Loi du 18 février 1950, autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction de maisons de retraite.

Le tableau suivant reprend les décomptes finaux qui se trouvent actuellement pour contrôle à la Chambre des comptes.

Tableau 21: Décomptes présentés en 1997 et 1999 à la Chambre des comptes

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Lycée classique et technique à Echternach – Ancienne Abbaye (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 13.10.1998)	1975 1987	135 60
Piscine olympique à Kirchberg (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 2.7.1998)	1977	320
HMC à Warken (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 2.7.1998)	1980	250
Centre Universitaire à Limpertsberg (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 5.5.1999)	1987	870
Centre pour la Protection civile à Lintgen (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 10.8.1998)	1983	92
Aile des sports de l'Athénée (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 1.6.1999)	1991	295
Centre pénitentiaire agricole à Givenich – extension (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 10.8.1998)	1987	73
Gendarmerie à Verlorenkost (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 23.11.1998)	1984	465
Bâtiment administratif à Diekirch (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 23.11.1998)	1988	200
Enseignement maternel de l'Ecole européenne à Luxem- bourg-Kirchberg (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 23.4.1997)	1989	430
Centre postal et ancien immeuble Accinauto (lettre de M. le Ministre des Travaux publics du 10.8.1998)	1990	273

Il reste à remarquer qu'une partie de ces décomptes ne seront que difficilement contrôlables en raison de la réglementation de l'archivage de la Chambre des comptes. En effet, d'après l'arrêté royal grand-ducal du 15 février 1888 autorisant la suppression des papiers inutiles des archives de la Chambre des comptes, le temps de garde des ordonnances de paiement acquittées ainsi que des pièces justificatives est fixé à 10 ans. En conséquence on peut d'ores et déjà admettre qu'une partie des pièces justificatives nécessaires au contrôle n'existeront plus dans les archives.

En outre, la Chambre des comptes a transmis en 1999 les décomptes finaux suivants:

Tableau 22: Décomptes transmis le 27 janvier 1999 à la Chambre des députés

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>	<i>Coût définitif en millions de francs*</i>
Chambre des députés: immeubles de l'Ilot du Rost	1989	315	254
Bâtiments pour la Division des Télécommunications de l'Administration des P & T à Luxembourg-Gasperich	1987	1.100	1.144
Lycée technique à Bonnevoie	1984	700	1.015
Bâtiment administratif à Mersch	1981	125	164

* Les montants indiqués tiennent compte de toutes les hausses intervenues depuis la date de l'autorisation.

*

VII. L'ORDONNANCEMENT

Pendant l'exercice 1997, la Chambre des comptes a procédé à la liquidation de 197.099 ordonnances. Comme les années précédentes elle a constaté des défauts techniques et des erreurs matérielles d'ordonnancement.

Tableau 23: Défaillances du contrôle interne constatées au moment du contrôle des actes d'ordonnancement

Défaillances	Exercices			
	1994	1995	1996	1997
1. Pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées	804	615	926	669
2. Erreurs de calcul et erreurs matérielles d'ordonnancement	1.189	498	821	781
3. Erreurs d'imputation budgétaire	282	175	194	177
4. Déclarations et créances mal certifiées et arrêtées	90	56	86	80
5. Factures présentées en copie	151	100	103	95
6. Ordonnances renvoyées pour défaut de crédit	471	59	151	75
7. Ordonnances non signées	150	96	89	101
8. Certificats et arrêtés de créance non signés	102	74	79	68
9. Ordonnancement de dépenses engagées irrégulièrement	88	74	65	56
10. Non-observation des règles concernant la classification économique	35	27	16	17
11. Double ordonnancement de créances	60	49	47	32
12. Créances prescrites au profit du Trésor (art. 42 de la loi sur la comptabilité de l'Etat)	30	7	22	12
13. Factoring: cessions de créances mal exécutées	34	31	25	31
14. Mise en compte de la TVA étrangère	69	48	45	40
15. Ordonnancement de loyers résiliés	4	2	5	4
Totaux:	3.559	1.911	2.674	2.238

La clôture de l'exercice 1997

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat est voté chaque année par la Chambre des députés. Chaque année la Chambre arrête la loi des comptes. Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

Ainsi, la Constitution soumet le régime budgétaire au principe de l'annualité. Le Gouvernement exécute du 1er janvier au 31 décembre de l'année les recettes et les dépenses autorisées par le Parlement. Un cadre strict est fixé par les lois, les règlements et les circulaires à la distinction d'exercice, aux durées effective et complémentaire d'exercice et à l'observation des échéances d'exercice.

Cette réglementation prévoit qu'à partir du 30 avril de l'année qui suit celle qui a donné sa dénomination à l'exercice, la Chambre des comptes ne vise plus aucune ordonnance de paiement sur le budget de l'exercice clos. Le 1er novembre qui suit la clôture de l'exercice, le ministre des Finances présente le compte général des recettes et des dépenses de cet exercice ensemble avec les comptes des receveurs.

Pour les actes d'ordonnancement des dépenses la clôture d'exercice est effective dès le 20 avril, date à laquelle les départements ministériels cessent de soumettre au visa de la Chambre des comptes les ordonnances imputables sur le budget de l'année précédente.

Depuis des années la Chambre des comptes relève que le nombre des cas de non-observation du délai de clôture d'exercice a pris des proportions exceptionnelles.

Le **tableau 24** suivant renseigne le nombre et le montant des ordonnances liquidées en dehors de la durée de l'exercice.

Tableau 24: *Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées en dehors de l'exercice*

Exercice	Budget ordinaire et extraordinaire		Budget pour ordre		Fonds spéciaux		Total	
	Nombre d'ordonnance	Montant	Nombre d'ordonnance	Montant	Nombre d'ordonnance	Montant	Nombre d'ordonnance	Montant
1987	596	5.363.433.942	29	33.552.392.419	5	286.734.080.858	630	325.649.907.219
1988	746	10.628.672.807	18	22.014.168.062	33	2.464.444	797	32.645.305.313
1989	421	7.534.548.449	9	14.353.228.931			430	21.887.777.380
1990	1.020	16.812.088.473	8	26.176.217.185	3	276.062.142.514	1.031	319.050.448.172
1991	1.439	21.028.962.949	14	19.165.707.434	10	118.054.689	1.463	40.312.725.072
1992	1.362	19.524.536.200	14	22.055.768.148	3	68.161.936	1.379	41.648.466.284
1993	1.104	21.255.263.971	12	28.817.723.958	7	2.898.073	1.123	50.075.886.002
1994	1.098	16.565.052.594	14	31.682.988.944	1	65.250	1.113	48.248.106.788
1995	687	18.549.345.793	15	31.323.932.333	1	1.786.525	703	49.875.064.651
1996	823	25.460.392.667	12	62.978.205.120	5	17.262.904	840	88.455.860.691
1997	1.401	39.877.060.713	13	63.809.589.872	2	1.954.305.317	1.416	105.640.955.902

Malgré des interventions du Conseil de Gouvernement et des services de contrôle des opérations budgétaires, les carences importantes constatées pour les clôtures d'exercice 1987 à 1996 ont continué de dérégler la gestion budgétaire 1997.

Comme les années précédentes, la Chambre des comptes a été saisie pour l'exercice 1997 d'un grand nombre d'ordonnances non présentées endéans le délai légal de clôture d'exercice fixé au 30 avril de l'année qui suit cet exercice. Il s'agit principalement d'ordonnances d'imputation destinées à la régularisation des traitements des agents de l'Etat et restées en souffrance.

Afin de faire respecter au mieux la véridicité des comptes, la Chambre des comptes a accepté de procéder jusqu'au 31 décembre 1998 à la liquidation des ordonnances relatives à l'exercice 1997 alors même que les réponses aux observations et les redressements afférents voire l'ordonnancement de certaines imputations n'ont pas été réalisés qu'après la date du 30 avril 1997.

En effet, après la clôture définitive de **l'exercice budgétaire 1997** la Chambre des comptes a été saisie d'un total de 1.416 ordonnances représentant un montant à imputer de 105.640.955.902 francs. Ces ordonnances de paiement et d'imputation ont été liquidées en dehors de la durée de l'exercice 1997 à charge des budgets ordinaire et extraordinaire (1.401 ordonnances, 39.877.060.713 francs), du budget des recettes et des dépenses pour ordre (13 ordonnances, 63.809.589.872 francs) et des fonds spéciaux (2 ordonnances, 1.954.305.317 francs).

Le **tableau 25** suivant renseigne par département ministériel le nombre et le montant des ordonnances liquidées en dehors de la durée de l'exercice 1997.

Tableau 25: Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées après le 15 mai 1998

<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre ordonnances</i>	<i>Nombre imputations</i>	<i>Nombre paiements</i>
d'Etat	838.176.089	18	9	27
des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	767.949.410	818	28	846
de la Culture	230.589.050	24	10	34
de la Fonction publique et de la Réforme administrative	2.109.749.983	16	12	28
des Finances	2.259.393.636	24	10	34
des Finances: Budget	326.677.160	32	14	46
des Finances: Dette publique	2.760.192.750	3	0	3
de la Justice	1.990.637.961	51	14	65
de la Force publique	2.630.243.502	40	22	62
de l'Intérieur	75.048.349	4	0	4
de l'Education physique et des Sports	5.087.627	5	2	7
de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	12.905.958.633	143	83	226
de la Famille et de la Solidarité	311.808.116	17	6	23
de la Santé	1.105.687.930	53	16	69
de l'Environnement	503.543.598	8	1	9
du Travail et de l'Emploi	3.119.606.034	9	7	16
de la Sécurité sociale	123.981.183	6	3	9
de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	525.524.430	5	8	13
de l'Economie	1.027.502	3	1	4
des Classes moyennes et du Tourisme	30.832.280	3	6	9
des Communications	154.454.870	4	4	8
des Transports	1.809.815.231	12	4	16
de l'Energie	52.185.525	27	4	31
des Travaux publics	5.234.509.365	58	51	109
de la Jeunesse	3.554.277	10	2	12
de l'Aménagement du territoire	308.000	2	0	2
de la Promotion féminine	518.222	6	1	7
Fonds spéciaux	1.954.305.317	2	5	7
Pour ordre	63.809.589.872	13	0	13
Totaux	105.640.955.902	1.416	323	1.739

*

VIII. LES FRAIS DE ROUTE ET DE SEJOUR

Le montant total des dépenses liquidées au cours de l'exercice 1997 à titre de frais de route et de séjour à l'étranger s'élève à 203.108.797 francs, ce qui représente une augmentation des dépenses de 61.623.815 francs par rapport à l'exercice 1996. Le crédit voté total de 179.263.000 francs a été porté à 219.785.542 francs par des modifications de crédit pour produire finalement un excédent de crédit de 16.676.745 francs, soit 9,303% par rapport au crédit voté.

L'augmentation des dépenses pour voyages de service à l'étranger s'explique par la présidence de l'Union européenne que le Luxembourg a assumée au cours du deuxième semestre de l'année 1997. En effet, le crédit total de 25 millions inscrit au budget du ministère des Affaires étrangères pour les seuls frais à prévoir en matière de frais de route dans le cadre de la présidence a été porté à 63 millions de francs par une modification de crédit. Le montant total liquidé s'élève à 61.208.679 francs de sorte que l'on se trouve en présence d'un excédent de crédit de 1.791.321 francs.

Pour donner un aperçu plus complet sur l'évolution des dépenses, pour frais de route et de séjour à l'étranger, la Chambre des comptes présente dans le **tableau 26** ci-après un relevé comparatif des crédits votés et des dépenses liquidées.

Tableau 26: Dépenses pour frais de route et de séjour à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Total des dépenses</i>
1988	60.000.000	82.682.586
1989	61.000.000	89.028.875
1990	65.000.000	104.049.737
1991	85.000.000	143.637.091
1992	95.000.000	154.383.773
1993	100.000.000	153.621.548
1994	110.000.000	174.241.567
1995	110.000.000	131.348.468
1996	149.415.000	141.484.982
1997	179.263.000	203.108.797

Pour répondre à un désir exprimé par la Chambre des députés, le tableau ci-après indique séparément les frais pour voyages à l'étranger des membres du Gouvernement et ceux des fonctionnaires et employés.

Tableau 27: Répartition par groupe de frais de voyage à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaires catégorie A</i>	<i>Fonctionnaires catégories B et C, employés</i>	<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1988	33.700.001	42.578.374	6.404.211	82.682.586
1989	41.976.195	41.535.409	5.517.271	89.028.875
1990	43.120.317	50.120.115	10.809.305	104.049.737
1991	59.697.545	75.921.824	8.017.722	143.637.091
1992	65.276.033	78.410.845	10.696.895	154.383.773
1993	62.783.864	82.970.917	7.866.767	153.621.548
<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaires et employés</i>		<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1994	165.218.514		9.023.053	174.241.567
1995	122.326.553		9.021.915	131.348.468
1996	128.901.062		12.583.920	141.484.982
1997	189.509.356		13.599.441	203.108.797

La Chambre des comptes a adressé aux départements ordonnateurs 596 observations relatives aux paiements effectués au cours de l'exercice 1997 pour frais de route et de séjour. Le nombre des observations qui avaient trait à des déclarations relatives à des voyages de service à l'étranger s'est élevé à 391.

En exécution des dispositions de l'article 32 de la loi concernant la comptabilité de l'Etat, le ministre des Finances autorise des avances de fonds pour les frais de voyage à l'étranger. Les avances ainsi payées et se rapportant à un même exercice doivent être régularisées avant la clôture définitive de cet exercice.

Le **tableau 28** indique par exercice budgétaire les totaux des avances non régularisées.

Tableau 28: Avances non régularisées par exercice budgétaire

<i>Exercice</i>	<i>Date des constatations</i>	<i>Avances non régularisées</i>	<i>Montants non régularisés</i>
1988	15 décembre 1989	253	11.440.587
1989	15 décembre 1990	150	12.013.250
1990	15 décembre 1991	116	7.696.450
1991	15 décembre 1992	97	5.285.926
1992	15 décembre 1993	113	4.266.724
1993	15 décembre 1994	110	8.480.608
1994	15 décembre 1995	39	2.559.980
1995	15 décembre 1996	50*	4.101.124
		3**	64.000
1996	15 décembre 1997	26*	1.171.630
		2**	80.000
1997	15 décembre 1998	32*	1.383.867
		2**	13.000

* fonctionnaires et employés

** membres du Gouvernement

Le **tableau 29** ci-dessous montre par exercice budgétaire et par ministère le grand total des avances pour frais de route et de séjour non encore régularisées. Le 15 décembre 1997 ce total s'élevait à 3.086.420 francs, alors que le 15 décembre 1998 ce total s'élevait à 2.144.867 francs. Par rapport à l'exercice 1996 on constate en ce qui concerne les avances payées qui restent en souffrance une diminution de 30,51%.

*Tableau 29: Total des avances pour frais de route et de séjour non régularisées
Situation au 15 décembre 1998*

<i>Exercice</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montants non régularisés</i>	<i>Totaux</i>
1989	Agriculture	6.000	
	Force publique	40.000	
	Transports	15.000	61.000
1990	Transports	55.000	55.000
1991	Famille	13.000	
	Santé	65.000	78.000
1992	Santé	80.000	80.000
1994	Education nationale et Formation professionnelle	75.000	
	Force publique	170.000	
	Santé	24.000	269.000
1995	Etat	200.000	
	Membres du Gouvernement	5.000	205.000
1997	Affaires étrangères	135.000	
	Culture	67.000	
	Education nationale et Formation professionnelle	60.000	
	Finances: Budget	135.000	
	Force publique	562.467	
	Jeunesse	39.000	
	Justice	25.400	
	Santé	194.000	
	Transports	25.000	
	Travaux publics	141.000	
	Membres du Gouvernement	13.000	1.396.867
	Grand total exercices 1989-1997	2.126.867	
	Membres du Gouvernement exercices 1995-1997	18.000	
	Grand total:	2.144.867	2.144.867

IX. REMARQUE FINALE

La Chambre des comptes se félicite que la réforme d'ensemble de la gestion et du contrôle des finances publiques a pu aboutir au cours de l'année 1999. Ainsi, l'article 105 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg du 17 octobre 1868, telle qu'elle a été modifiée, a été révisée le 2 juin 1999. Ensuite, la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes et qui entrera en vigueur le 1er janvier 2000, a fixé le statut, la composition, le fonctionnement, les missions et la dotation financière de l'institution chargée par la Constitution de contrôler la gestion financière des organes et services de l'Etat. Enfin, à la même date du 8 juin 1999 est intervenue la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat qui, elle aussi, entrera en vigueur le 1er janvier 2000.

La Chambre des comptes,

L'Inspecteur principal 1er en rang,
Marco STEVENAZZI

Le Président ff,
Raoul ENGLEBERT

